

(N° 52.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AOÛT 1908.

—o—o—o—

Proposition de loi sur la protection de l'enfance (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Le premier projet de loi relatif à la protection de l'enfance fut l'œuvre de M. Lejeune. L'honorable Ministre de la Justice le déposa dans la séance de la Chambre des Représentants du 10 août 1889.

Il ne put être examiné par les sections qu'au mois de décembre de la même année. La section centrale l'étudia à son tour; mais elle décida que le projet ne serait utilement discuté dans tous ses détails qu'après examen du rapport de la Commission de revision du Code civil sur le titre IX : *De l'autorité des père et mère*. Entretemps, le Congrès d'Anvers, tenu en octobre 1890 et d'autres assemblées savantes avaient inscrit la protection de l'enfance à l'ordre du jour de leurs discussions. Dans le courant de la session 1890-1891, le Gouvernement déposa le *Recueil des législations étrangères* relatif au même objet, et, le 5 avril 1892, les *procès-verbaux des séances de la commission chargée de préparer un projet de loi sur la police des mœurs*.

Ces documents, de même que l'examen du projet par les criminalistes, permirent à la section centrale de s'éclairer davantage et de discuter, d'une façon approfondie, les nombreuses questions soulevées par le projet de loi.

Le 27 avril 1892, M. Colaert, au nom de la section centrale, déposa son rapport. Mais la dissolution des Chambres amena la caducité du projet. Représenté le 1^{er} février 1893, le projet fit l'objet d'un second rapport que M. Colaert déposa le 22 février 1893.

(1) Proposition de loi, n° 44 (session de 1904-1905).

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Mabile, Ham-bursin, Colaert, Beernaert, Van Der Linden et Hoÿois.

La première section centrale avait proposé au projet primitif un grand nombre d'amendements, qui, sur plusieurs points essentiels, s'écartaient des vues du Gouvernement. Celui-ci en tint compte, et, le 20 juillet 1893, l'honorable M. Lejeune, Ministre de la Justice, saisit la Chambre d'une série d'amendements modifiant son premier projet.

La dissolution de 1894 vint de nouveau frapper de caducité le projet du Gouvernement et le rapport de la section centrale.

Le 24 mai 1895, M. Begerem, devenu Ministre de la Justice, déposa un nouveau projet de loi reproduisant celui de M. Lejeune, sauf quelques modifications.

Les amendements proposés par le Gouvernement exigeaient un nouveau rapport, tout au moins sur les questions nouvelles et les modifications proposées. Le rapport de la section centrale fut encore confié à M. Colaert, qui le déposa le 26 mai 1897.

La dissolution des Chambres en 1900 vint, une nouvelle fois, atteindre le projet; et, depuis lors, il ne fut plus reproduit par le Gouvernement, malgré les instances de certains membres de la Chambre.

Le 16 décembre 1904, M. Denis reprit le projet sous sa signature et celles de MM. Vandervelde et Pirard. Les honorables auteurs de la proposition la rattachèrent directement au dernier rapport de M. Colaert et aux amendements de la section centrale de 1897 (1).

« Les articles 1 à 38 inclus, disent les développements, sont la reproduction pour ainsi dire textuelle du projet amendé en 1897.

» Les articles 39 à 43 sont empruntés à des lois françaises votées sur la matière, dans les cinq dernières années, et à certaines réformes proposées par les jurisconsultes et les publicistes qui se sont préoccupés de l'enfance malheureuse. »

C'est avec ces précédents que la question de la protection de l'enfance, reprise par MM. Denis et consorts, s'est présentée devant la section centrale, après avoir reçu, dans toutes les sections, un accueil favorable, mais sous certaines réserves qui seront signalées sous les articles auxquels elles se rapportent.

EXAMEN DE LA PROPOSITION DE LOI EN SECTION CENTRALE.

La section centrale croit devoir se joindre aux auteurs de la proposition de loi pour rendre un juste hommage à ceux qui se sont préoccupés du grave problème que la Chambre est appelée à résoudre, et notamment à M. Jules Lejeune, Ministre d'État, qui en prit l'initiative devant le Parlement belge, et à M. Arthur Levoz, qui a écrit un ouvrage remarquable sur la matière (2). Elle se plaît à signaler aussi les efforts faits par M. Renkin, Ministre de la Justice, pour faire aboutir une œuvre de préservation sociale trop longtemps négligée. Dès son arrivée à la tête du Département de la

(1) Proposition de loi. Développements n° 44, p. 3. Séance du 16 décembre 1904.

(2) *La protection de l'Enfance et le Code de l'Enfance*. Paris, 1904.

Justice, l'honorable Ministre a pris une large part à la discussion, en section centrale, de la proposition de loi, et présenté des amendements qui seront examinés plus loin. Il s'est établi ainsi, entre le Gouvernement, la section centrale et les honorables auteurs de la proposition, une sorte d'entente qui permettra à la Chambre de discuter et de voter sans plus de retard la proposition qui lui est soumise.

DISCUSSION GÉNÉRALE

Le principe de la proposition et ses idées directrices n'ont soulevé aucune divergence de vues. Aussi la section centrale a-t-elle autorisé son rapporteur à reproduire les considérations générales que les précédentes sections ont unanimement approuvées.

Le rapport de 1892 exprimait en ces termes l'opinion de la section centrale d'alors sur l'ensemble du projet :

« L'opinion publique s'occupe vivement du sort des enfants moralement
» abandonnés. Des philosophes, des juristes, des magistrats, effrayés
» des progrès de la criminalité, et convaincus que nos lois répressives,
» malgré de notables améliorations, sont impuissantes à arrêter le mal;
» invitent instamment le législateur à tourner ses regards du côté de ces
» enfants et à organiser leur protection légale.

» Les enfants trouvés, les orphelins pauvres, les enfants matériellement
» abandonnés trouvent dans nos lois une protection qui paraît suffisante et
» efficace. On peut en dire autant des jeunes indigents, mendiants et vaga-
» bonds, et de certains mineurs acquittés pour avoir agi sans discernement
» en vertu des articles 72 et suivants du Code pénal. Tout au moins faut-il
» reconnaître que ces catégories d'enfants ont fait depuis longtemps l'objet
» de la sollicitude du législateur, constamment préoccupé de leur améliora-
» tion morale.

» Il n'en est pas de même d'un grand nombre d'autres enfants que la nais-
» sance a placés dans des familles où ils se trouvent livrés à eux-mêmes, ou
» dont d'indignes parents ont fait des foyers de démoralisation et de crime.

» Que faire de ces êtres malheureux, souvent plus à plaindre que les
» enfants matériellement abandonnés? Faut-il régler leur situation, ou bien
» laisser sans solution le problème grave et fondamental de leur protection
» légale?

» La famille est la base de la société; elle est elle-même une société rudi-
» mentaire, et l'exercice de l'autorité paternelle n'est autre chose que le
» gouvernement de cette société. Si les enfants, entourés des soins physiques
» que réclame leur âge, reçoivent en même temps des influences moralisa-
» trices, l'action bienfaisante de leurs parents s'étendra au delà du foyer
» domestique, en formant des citoyens utiles à la société. La loi doit encou-
» rager et seconder cette action féconde; elle ne peut rien faire qui soit de
» nature à l'énervier ou à l'entraver. Mais quand la santé, la sécurité ou la
» moralité de l'enfant sont menacées; quand il est vrai de dire qu'en réalité

» il n'a pas de parents, ou qu'il vaudrait mieux pour lui n'avoir jamais
» connu les siens, le législateur peut-il se détourner et refuser aux pouvoirs
» publics le droit de pénétrer dans le sanctuaire profané de la famille ?

» Des moralistes indolents, tout en s'apitoyant sur le sort de l'enfance
» moralement abandonnée, estiment qu'il faut s'efforcer avant tout de
» corriger les mœurs et laisser agir le temps, qui modifie bien des choses :
» *quid leges sine moribus?* D'autres, hommes d'initiative et de courage,
» n'hésitent pas à proclamer que le salut de l'humanité peut dépendre de la
» solution du problème (1), et que l'État accomplit un devoir urgent en
» soustrayant les enfants délaissés à l'atmosphère malsaine qui les
» entoure (2).

» Depuis quelques années le Gouvernement belge a proposé plusieurs
» mesures de protection des mineurs, et le pouvoir législatif les a con-
» crées. Citons la loi du 16 août 1887, qui punit : les débitants de boissons
» qui, dans l'exercice de leur commerce, auront servi des boissons enivrantes
» à des mineurs âgés de moins de seize ans, et ceux qui auront fait boire
» jusqu'à l'ivresse manifeste des mineurs du même âge; la loi du 28 mai 1888,
» relative à la protection des enfants employés dans les professions ambu-
» lantes, et qui édicte des peines sévères contre ceux qui livrent ou aban-
» donnent leurs enfants, pupilles ou apprentis, à des acrobates ou des
» individus exerçant des professions analogues; enfin, la loi du 13 dé-
» cembre 1889, qui constitue un moyen de protection des plus efficace
» pour les enfants de la classe ouvrière. Cette loi, qui a reçu l'approbation
» d'assemblées savantes et de gouvernements étrangers, et dont plusieurs
» dispositions ont été adoptées par les Chambres françaises, interdit le
» travail industriel aux enfants âgés de moins de douze ans et autorise le
» Gouvernement à réglementer ou à interdire le travail des enfants de douze
» à seize ans. Par une disposition, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1892, la
» loi interdit en général le travail de nuit aux enfants de cette dernière
» catégorie, et prescrit, en outre, pour eux, le repos hebdomadaire. Des
» peines pécuniaires sanctionnent ces dispositions (3).

» Déjà le Code pénal avait édicté quelques mesures protectrices de
» l'enfance, en privant de la puissance paternelle et des avantages qui
» en résultent : ceux qui se sont rendus coupables d'attentat à la pudeur ou
» de viol sur la personne de leurs enfants, et ceux qui ont excité, facilité,
» favorisé habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche
» ou la corruption de leurs enfants mineurs; articles 578 et 582.

» Mais ces mesures sont incomplètes et défectueuses, comme nous le
» dirons plus loin. En y ajoutant la destitution ou l'interdiction du droit
» d'être tuteur, prévues par les articles 49 et 51 du Code pénal, pour certains
» condamnés, et dans le cas d'inconduite notoire de l'article 444 du Code

(1) *Discours d'inauguration du Congrès de 1890*, par M. GUILLERY.

(2) *Journal des Tribunaux*. 9^e année, n° 744.

(3) Ajoutons la loi récente destinée à réprimer les abus auxquels donne lieu l'assurance infantile.

» civil, nous avons épuisé la nomenclature des dispositions par lesquelles les
» auteurs de nos Codes ont pourvu à la protection légale des enfants.

» L'ensemble des mesures, que nous venons d'énumérer rapidement, est
» encore bien insuffisant pour assurer au mineur la protection à laquelle
» il a droit. L'intérêt de l'enfant, l'intérêt de la famille, l'intérêt de la société
» exigent une répression plus étendue et plus efficace des abus auxquels
» l'enfance est exposée.

» C'est le plus souvent le foyer paternel qui est infecté ; c'est donc là qu'il
» faut agir, le plus promptement, le plus efficacement possible.

» Mais il ne peut être question, sous prétexte de protéger l'enfance, de
» restreindre les pouvoirs de la famille. Le déplacement ou l'amoindrisse-
» ment de l'autorité paternelle ne doit avoir lieu qu'en cas d'absolue néces-
» sité et lorsqu'il est à craindre que la conduite des parents soit de nature à
» compromettre la moralité, la sécurité ou la santé de l'enfant.

» A l'heure qu'il est, la question qui nous occupe a pris possession de
» l'attention publique. Elle est posée dans presque tous les pays par un grand
» nombre de publicistes, et inscrite à l'ordre du jour des congrès scientifiques
» et des assemblées législatives. Quelques nations l'ont sanctionnée dans
» leurs lois ». (Rapport de M. Colaert, session de 1891-92, n° 159.)

Division.

Les projets de loi antérieurs proposaient quatre séries de mesures ayant pour objet d'organiser la protection légale de l'enfance.

La première tendait à protéger l'enfant contre les abus de l'autorité paternelle.

La seconde concernait l'éducation des enfants délaissés et de ceux qui ont déjà manifesté des penchants vicieux.

La troisième se rapportait à des mesures judiciaires à l'égard des enfants délaissés, maltraités ou coupables.

La quatrième punissait les crimes et les délits qui portent atteinte à la moralité de l'enfant.

M. le Ministre de la Justice a proposé à la section centrale de supprimer le chapitre II, intitulé dans les projets antérieurs : *Des Écoles de bienfaisance de l'État*. En même temps l'honorable Ministre a déposé un projet de loi apportant des modifications aux lois du 27 novembre 1891 et du 15 février 1897 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

Le Gouvernement estime, non sans raison, que les dispositions tendant à la répression du vagabondage et de la mendicité dont se rendent coupables des individus âgés de moins de dix-huit ans, trouvent mieux leur place dans les lois générales de 1891 et 1897, dont le projet de loi du 10 décembre 1907 propose de modifier certaines dispositions.

La section centrale s'est ralliée à cette manière de voir. Les enfants dont s'occupe la proposition de loi sont des enfants *moralement* abandonnés. Bien que nés de parents indignes de ce nom, ils n'ont pas manifesté d'instincts

pervers ; dans tous les cas, il n'est pas certain qu'ils iront grossir un jour les rangs de l'armée du crime. S'ils n'ont pas délinqué, de quel droit les mettrait-on, comme les coupables, à la disposition du Gouvernement ?

Sans doute, on pourrait créer, dans les Ecoles de bienfaisance de l'Etat, une place à part et instaurer un régime spécial en faveur des enfants de notre catégorie. Mais ces enfants, auxquels il n'a manqué qu'une famille, ne trouveraient, dans ces établissements, ni parents ni amis ; et leur contact avec les délinquants placés sous la même direction serait possible et souvent dangereux.

Il est donc préférable de ne pas nous occuper ici des Ecoles de bienfaisance de l'Etat, ne fût-ce que pour éviter l'assimilation des deux catégories d'enfants dont nous venons de parler.

CHAPITRE I.

DE LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

Comme nous l'avons dit plus haut, avec les honorables auteurs de la proposition de loi, le chapitre premier de cette proposition est la reproduction, pour ainsi dire textuelle, du projet ancien tel qu'il fut amendé en 1897 par la section centrale, mais quelques dispositions de ce chapitre ont donné lieu à des observations et à des amendements dont la section centrale actuelle a cru devoir tenir compte. Nous les traiterons sous les articles, après avoir débarrassé le terrain de la discussion d'une question qui a surgi à propos de certains arrêts de nos cours et tribunaux :

La déchéance de la puissance paternelle a-t-elle encore sa raison d'être aujourd'hui ?

Le projet de M. Lejeune, aussi bien que l'avant-projet de Laurent et celui de la Commission de revision du Code civil, proclame la nécessité d'établir dans notre législation des cas de déchéance de la puissance paternelle. La plupart des pays étrangers sont entrés dans la même voie.

Les sections centrales qui se sont succédé ont adopté le principe, en se basant sur des considérations que nous reproduisons ici :

- » Ce n'est point le législateur qui crée la puissance ou, pour mieux dire,
- » l'autorité paternelle : les pouvoirs qu'ont les père et mère sur la personne
- » de leur enfant dérivent de la paternité et de la filiation ; ils ont pour but
- » l'éducation physique et morale de l'enfant.
- » A ces pouvoirs, qui sont des *droits* en même temps que des *devoirs*, le
- » législateur ne peut apporter aucune entrave ; il ne lui est même pas permis
- » de les limiter, tant que les parents n'en font pas un usage contraire ou pré-
- » judiciable à l'intérêt bien entendu de l'enfant : sa mission consiste à for-
- » tifier l'autorité paternelle en donnant une juste sanction aux uns et aux
- » autres.
- » Notre législation paraît avoir garanti suffisamment les attributs de ce

» que le Code civil appelle *la puissance paternelle*. Des esprits sérieux pensent même que le Code Napoléon est allé trop loin, et qu'il a revêtu les parents de droits excessifs et privilégiés. La question qui nous intéresse ici, et à laquelle la Chambre est appelée à donner une solution, est celle de savoir si nos lois actuelles ont sanctionné, dans une mesure égale ou tout au moins suffisante, les devoirs des père et mère vis-à-vis de leurs enfants.

» On le conteste non sans raison.

» L'article 203 du Code civil contient en germe les règles législatives concernant les obligations morales qui découlent de la filiation. « Les époux, dit-il, contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants. »

» Sans doute, on peut dire que le manquement des parents à leurs devoirs; leur négligence à donner à leurs enfants les soins nécessaires, le délaissement matériel et l'abandon moral; les excès, les violences, les sévices; l'inconduite et l'exemple de la débauche; l'abus d'autorité ou de pouvoir; l'association des enfants à leurs crimes et délits, et tous les autres actes qui ont pour conséquence de démoraliser l'enfance, sont contraires à l'obligation générale imposée aux père et mère par cet article.

» Mais ces actes, quelque coupables qu'ils soient, ne trouvent aucune répression dans le Code civil. Les rédacteurs de ce Code, par oubli ou peut-être par crainte de porter atteinte à l'autorité des père et mère, qu'ils ont exprimée sous la dénomination de *puissance paternelle*, ont ajourné la discussion des questions de détail, sous prétexte qu'il fallait se préoccuper avant tout du plan général du titre. Dans la suite, ils ont négligé les détails, convaincus sans doute, avec Bigot de Préameneu, que les parents n'useraient de leurs droits que dans l'intérêt ou pour le bien de leurs enfants.

» Il est vrai que certains articles du Code civil, et notamment les articles 207, 1409, 1448, 1558, parlent de l'entretien et de l'éducation des enfants à l'occasion des charges qui résultent du mariage, de la communauté légale, de la séparation de biens et du régime dotal. Mais les obligations du père et de la mère ne sont pas déterminées d'une façon précise et détaillée. Nulle part il n'est dit en quoi consistent l'entretien et l'éducation. Il appartiendra au législateur qui revisera le Code civil de régler ce point en prenant en considération la position de fortune des parents. Nulle part non plus il n'est question de défendre l'enfant contre les excès du pouvoir de garde et de correction que la nature et la loi accordent aux père et mère.

» Aussi chaque fois qu'il s'agit de sévir contre les abus de l'autorité paternelle, les tribunaux sont-ils embarrassés. On peut même dire qu'en dehors des cas, fort rares, où le pouvoir répressif peut intervenir, ils sont désarmés et que ce n'est qu'à la faveur de certains exemples tirés du droit romain, des traditions de l'ancien droit français ou de la jurisprudence des parlements et grâce à des citations non probantes empruntées aux travaux préparatoires et à l'interprétation manifestement erronée des articles 4 et 444 du Code civil, que nos tribunaux civils sont parvenus à justifier leur intervention dans le domaine de la famille, et à paralyser dans les mains de parents indignes l'exercice de la puissance paternelle.

» Cette immixtion du pouvoir judiciaire paraît illégale à plus d'un auteur.
» Laurent, entre autres, la combat vivement. Il est loin de partager l'opinion
» de Demolombe, qui, ne pouvant s'appuyer sur un texte de loi — il le
» reconnaît, — invoque *la raison, la morale et l'humanité* pour légitimer
» les décisions de la jurisprudence.

» Encore les cours et tribunaux, en se laissant guider par l'intérêt exclusif
» de l'enfant, ne font-ils que régler l'exercice de la puissance paternelle dans
» des cas particuliers, en ayant soin de proclamer qu'ils la maintiennent
» dans ses limites juridiques et qu'ils ne font qu'en réprimer les abus et
» les excès.

» La puissance paternelle subsiste donc dans ces cas, et si elle est suspen-
» due pour un temps plus ou moins long et à l'égard d'un enfant déterminé,
» elle peut s'exercer vis-à-vis d'autres enfants d'une façon absolue et
» illimitée. C'est cette situation anormale qu'il importe surtout de modifier,
» en fixant et en étendant les cas de déchéance de l'autorité paternelle (1).»

Si l'on se place au point de vue exclusif de l'enfant, on peut soutenir qu'il est suffisamment protégé dès que le droit de garde est enlevé à son père ou à sa mère coupable. La déchéance de la puissance paternelle, dit-on, n'est qu'une peine, admissible au point de vue répressif, mais toujours inutile et souvent injuste quand on se place au seul point de vue de la protection de l'enfance.

Ceux qui partagent cette manière de voir argumentent de l'article 72 du Code pénal, qui permet de mettre à la disposition du Gouvernement l'accusé ou le prévenu âgé de moins de seize ans accomplis, s'il est décidé qu'il a agi avec discernement. Voilà, dit-on, l'enfant soustrait momentanément à la garde de ses parents, sans que les parents, fautifs ou non, soient déchus le moins du monde des droits de la puissance paternelle (2).

On invoque aussi la jurisprudence de nos cours et tribunaux, qui décident unanimement que la garde de l'enfant mineur peut être enlevée à ses parents, coupables ou non, dès que l'intérêt de l'enfant le commande. Cette mesure n'implique aucune déchéance (3).

Enfin, on se base sur l'exemple de la France. D'après la loi française de 1889, la déchéance est obligatoire ou facultative, suivant les cas. Les inconvénients de cette innovation n'ont pas tardé à se manifester... Les tribunaux l'appliquent le moins possible quand la déchéance est facultative... Aussi, le législateur français a-t-il compris sa faute; il a voulu la réparer dans une certaine mesure en votant la loi du 19 avril 1898, qui dispose :

ART. 4. — Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un

(1) Rapport de M. Colaert, de 1891-92.

(2) *Un projet de réforme législative*. Rapport de M. Capelle, procureur du Roi de Namur. Assemblée extraordinaire du 11 novembre 1907.

(3) Rapport de M. Capelle.

parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'assistance publique.

Art. 5. — Dans les mêmes cas, les cours et tribunaux saisis du crime ou du délit pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant (1).

Ces arguments n'ont pas convaincu les membres de la section centrale.

L'article 72 ne suppose pas nécessairement que le père ou la mère a commis une infraction à la loi pénale. C'est l'enfant qui a délinqué; et si les parents peuvent avoir quelque faute à se reprocher, ils ne tombent pas sous l'application d'un des cas auxquels la proposition de loi attache la déchéance de la puissance paternelle. Il n'en est pas de même dans le projet de loi.

Quant à la jurisprudence, il est vrai que dans ces dernières années elle a institué, sans intervention du législateur, la déchéance de la puissance paternelle (2); mais ses décisions n'échappent pas entièrement aux critiques que nous avons fait valoir ci-dessus, d'après le rapport de 1891-1892; et, dans tous les cas, l'application du principe qu'elle semble avoir consacré unanimement donne lieu à des difficultés telles que l'on hésite à intenter l'action (3).

Si l'on pouvait invoquer contre notre système la nouvelle loi française, on pourrait lui opposer les législations allemande (4), hollandaise, italienne et espagnole qui toutes consacrent la déchéance de la puissance paternelle dans certains cas déterminés. Mais est-il bien exact que le législateur français de 1889 *commit une faute* que celui de 1898 a *réparée*? N'est-il pas plus vrai de dire que l'article 4 consacre une mesure provisoire, comme le fait du reste le projet belge par son article 6, et que l'article 5 français ne modifie pas la loi de 1889, qui prévoit les cas de déchéance?

L'auteur dont nous critiquons la manière de voir semble d'ailleurs admettre la déchéance obligatoire dans certains cas; car il conclut que *le législateur ne doit en venir à pareille extrémité qu'en cas de nécessité absolue*.

D'accord; c'est ce que les sections centrales, saisies des projets et proposition de loi qui se sont succédé, ont toujours été unanimes à admettre.

Causes de déchéance de la puissance paternelle.

Ces causes sont prévues par les articles 1 et 5 du projet. Les unes entraînent nécessairement la déchéance de la puissance paternelle comme conséquence d'une condamnation grave encourue par le père ou la mère. Les autres sont des causes de déchéance que les tribunaux peuvent prononcer dans les cas déterminés par le projet de loi.

(1) Rapport M. Cappellet.

(2) Cour de Liège, 25 novembre 1891 (*Pas.* 1892, II, 121); Cour de Bruxelles, 6 décembre 1893 (*Pas.* 1894, II, 241); Cour de Gand, 9 février 1895 (*Pas.* 1896, II, 88).

(3) JASPAN, *Les succédanés de la déchéance de la puissance paternelle. Bulletin de la Commission royale des Patronages*, 1898, p. 165. LEVOZ, Discours prononcé en 1901.

(4) Voir l'exposé de la loi prussienne sur la protection de l'enfance, dans *L'éducation protectrice de l'enfance en Prusse*, par Charles COLLARD, avocat, 1908.

DISCUSSION DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier frappe de déchéance obligatoire :

1^o Les père et mère condamnés pour attentat à la pudeur, viol ou excitation à la débauche, par application des articles 378 § 2 et 382 § 2 du Code pénal.

2^o Les père et mère condamnés à une peine criminelle du chef de tout fait, autre que l'avortement ou l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant.

Cet article diffère, en plusieurs points, de celui que la section centrale de 1897 avait proposé et qui a été repris par MM. Denis et consorts.

D'abord il n'applique plus la déchéance à « ceux qui, étant tuteurs, même » officieux, ont été condamnés à une peine criminelle comme auteurs, » co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne de leur pupille. » L'article revient ainsi au système de la Commission de revision du Code civil, qui n'admet pas qu'il puisse exister une assimilation complète entre le crime commis par le père ou la mère sur la personne de son enfant et celui commis sur un enfant qui n'est que le pupille du coupable. « Il y a plus de perversité, dit le rapport de la Commission, plus d'indignité dans le crime » commis par le parent sur celui que les sentiments naturels lui commandent non seulement de respecter, mais encore d'aimer et d'entourer » de tous les soins de sa sollicitude. »

La majorité des membres de la section centrale s'est ralliée à cette considération. Les autres ont préféré voir appliquer l'exclusion au tuteur coupable, en se basant sur les raisons développées dans l'ancien rapport : « Sans » doute, l'indignité est plus grande; mais la perversité n'est-elle pas suffisante chez celui qui a commis un *crime* sur la personne de son pupille, » pour nous permettre de présumer que la santé, la sécurité ou la moralité » de son propre enfant sont en péril? D'un autre côté, l'intérêt social » n'exige-t-il pas que le tuteur donne à son pupille les soins d'un bon père » de famille? L'orphelin appartient souvent, à divers titres, à la classe des » enfants moralement abandonnés. Il a donc droit à une protection efficace. » Si le tuteur ne doit pas avoir pour son pupille la même affection que pour » son propre enfant, il doit avoir pour lui le même respect. Capable de » démoraliser l'enfant que la société lui a confié et qui est le plus souvent » un membre de sa famille, ne prouve-t-il pas qu'il est indigne de conserver » l'autorité paternelle que la nature lui a donnée? Enfin, la menace de » déchéance de l'autorité paternelle à l'égard de ses propres enfants sera, » pour le tuteur, une sanction plus efficace de ses devoirs vis-à-vis de son » pupille. »

Le projet reproduit l'opinion de la majorité de la section.

Autre différence entre le projet nouveau et celui de 1897 : Le projet antérieur excluait obligatoirement de la puissance paternelle « ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle, comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime (autre qu'un crime politique), auquel ils ont associé leur

enfant ». La section centrale, après une longue discussion, a été unanimement d'avis de classer ce cas parmi ceux qui *peuvent* donner lieu à la déchéance. Nous reviendrons sur cette question sous l'article 3, qui règle les cas de déchéance facultative.

Les cas de déchéance obligatoire sont donc les suivants :

L'attentat à la pudeur, le viol, l'excitation à la débauche et tout autre fait ayant entraîné condamnation à une peine criminelle, pourvu qu'il ait été commis sur la personne de l'enfant ou descendant du condamné. Dans ces cas, la déchéance est absolue et s'applique au père ou à la mère à l'égard de tous leurs enfants et descendants, nés et à naître, légitimes et naturels. Cette disposition a été admise sans contestation aucune. La gravité du fait la justifie amplement.

Le projet excepte l'avortement et l'infanticide. Déjà la section centrale de 1897 les avait rangés parmi les cas de déchéance facultative. La Commission de revision du Code civil ne les prévoyait pas. Elle critiquait même l'inscription de l'infanticide parmi les causes de déchéance facultative. « Le fait de » commettre un infanticide ou d'y participer, disait le rapport de cette » Commission, ne prouve pas le manque d'affection du parent pour ses » enfants, son indignité à leur égard. Le médecin, la sage-femme, l'amant » qui se rendent coupables d'un infanticide ne doivent pas nécessairement » être signalés au juge comme des gens qu'il convient de priver de l'exercice » de l'autorité paternelle. »

La majorité de la section centrale a adopté cette manière de voir. En examinant les cas de déchéance *facultative*, nous verrons si l'avortement et l'infanticide peuvent y être compris.

En ce qui concerne l'attentat à la pudeur, le viol, l'excitation à la débauche, l'article premier est donc ramené à l'application des articles 378 § 2 et 382 § 2 du Code pénal, avec cette différence que l'exclusion des droits de famille frappe le coupable à l'égard de tous ses enfants.

Le projet tout à fait primitif allait beaucoup plus loin. Il frappait de déchéance obligatoire : « ceux qui ont été condamnés comme auteurs, » co-auteurs ou complices, pour *attentat à la pudeur, viol ou excitation de » mineurs à la débauche.* »

Frappé de l'un de ces chefs d'une peine, même correctionnelle, le coupable perdait à jamais l'exercice de la puissance paternelle.

La section centrale d'alors s'éleva énergiquement contre cette disposition. Le rapport s'exprima en ces termes, que nous reproduisons afin d'éviter de longues discussions sur un point que toutes les sections centrales ont rejeté :

« Ainsi un individu quelconque, auteur ou non de la victime, marié ou » célibataire, coupable d'une des trois infractions prévues par le numéro 1 » de cet article, est exclu pour toujours de toute participation à l'exercice de » la puissance paternelle.

» Que le crime ou le délit ait été commis sur l'enfant de l'auteur lui-même » ou sur l'enfant d'un étranger, et même, dans les cas d'attentat à la pudeur » ou de viol, sur un individu majeur, toujours il entraîne la déchéance de la » puissance paternelle, non seulement à l'égard de l'enfant de la victime,

» mais vis-à-vis des autres enfants légitimes ou naturels, nés ou à naître
» de l'auteur de l'infraction.

» Cette disposition consacre une innovation radicale. Elle s'explique
» quand il s'agit de dessaisir de la puissance paternelle ceux qui se sont
» rendus coupables d'une infraction de cette nature vis-à-vis de leur enfant
» ou descendant. Il convient de modifier, sous ce rapport, les articles 378,
» § 2, et 282, § 2, du Code pénal, qui ne prononcent l'exclusion qu'à l'égard
» de l'enfant victime. Le parent coupable de pareille immoralité est indigne
» d'exercer les droits qui dérivent de la paternité vis-à-vis de tous ses
» enfants.

» Mais s'agit-il d'un attentat à la pudeur ou d'un viol sur une personne
» étrangère, ils ne constituent généralement, dans les législations d'autres
» pays, qu'une cause de déchéance *facultative* de la puissance paternelle.

» L'attentat à la pudeur et le viol, si coupables, si avilissants qu'ils soient,
» dénotent-ils toujours, chez leur auteur, un dérèglement tel qu'il doive
» être considéré comme indigne d'exercer l'autorité paternelle ?

» L'individu peut avoir cédé à un emportement subit, à une passion
» violente. La condamnation le flétrit; l'honneur de la famille, l'honneur de
» l'enfant en sont gravement atteints, il est vrai. Mais d'autres condamna-
» tions produisent le même effet.

» L'individu a-t-il abusé de l'autorité paternelle ? L'intérêt de l'enfant
» exige-t-il qu'il ne puisse être soumis à cette autorité ? C'est là la question.

» Il s'agit, par exemple, d'un délinquant de dix-huit ans. Il n'a pas encore
» connu les devoirs du père de famille qu'il remplira peut-être un jour
» d'une manière exemplaire. Le tribunal, en lui infligeant la peine méritée,
» devra lui dire en outre : aux yeux de la loi vous ne serez jamais père de
» famille !

» Et il en sera ainsi de l'attentat à la pudeur comme du viol : dans l'un
» comme dans l'autre cas, déchéance obligatoire.

» L'attentat à la pudeur, même celui qui ne donne lieu qu'à une peine
» correctionnelle, commis sur une personne quelconque, entraînera la
» déchéance de l'autorité paternelle dès que l'auteur est condamné. Or,
» l'attentat existe dès qu'il y a un commencement d'exécution (art. 374 du
» Code pénal). Il existe tout entier, il est complet dès le premier acte qui
» commence l'exécution, même quand l'agent s'est arrêté volontairement
» à ce premier acte. Et les circonstances peuvent être telles que le juge a
» cru ne devoir appliquer qu'une amende, et même conditionnellement !

Le Gouvernement se rallia à la manière de voir de la section centrale.

Une autre disposition du projet primitif donna lieu à de longues et vives discussions. L'article 24 du projet punissait de la réclusion l'excitation de mineurs à la débauche *pour satisfaire ses propres passions* ; et l'article 1^{er} excluait de la puissance paternelle, *obligatoirement*, le coupable de pareil fait. Le rapport combattit les deux dispositions en ces termes :

« La question fait surgir une ancienne controverse qui partageait la juris-
» prudence sous l'empire du Code pénal de 1810, et qui a été tranchée
» en Belgique par la loi interprétative du 31 mars 1844 en faveur du

» système restrictif. Le Code pénal de 1867, adoptant le même système, ne
 » punit que le proxénétisme.

» Le projet de loi propose de consacrer l'autre théorie. Il s'appuie sur la
 » jurisprudence constante de la Cour de cassation et sur ce que l'essai
 » fait en Belgique avant 1844 n'a pas eu de conséquences fâcheuses. La
 » jeunesse doit être défendue contre la corruption qui est la même pour
 » elle, comme pour la société, dans les deux cas. C'est surtout au dommage
 » social qu'il faut mesurer l'imputabilité pénale. Il ne faut pas redouter
 » d'ailleurs les conséquences possibles d'une semblable incrimination :
 » l'inquisition de la vie privée, le scandale des poursuites et le danger pour
 » le repos des familles. On peut concevoir ces appréhensions à propos de
 » toute disposition pénale (1).

» A ces considérations on peut ajouter celles que nous avons développées
 » au début de ce chapitre. Ensuite, le fait que l'article 24 veut frapper sera
 » souvent celui que dans beaucoup d'autres pays on punit sous le nom de
 » *séduction*. Enfin, la disposition trouve un nouvel et puissant appui dans
 » un vote émis à l'unanimité par la Commission chargée de préparer un
 » projet de loi sur la police des mœurs (2).

» La majorité de la section ne s'est pas laissée vaincre par ces considéra-
 » tions. Elle n'admet pas tout d'abord que l'expérience faite en Belgique
 » avant la loi de 1844 soit concluante. Si la Cour de cassation n'a pas varié,
 » son interprétation était contredite par la jurisprudence de nos cours
 » d'appel, d'accord avec la plupart des arrêts des cours de France. La néces-
 » sité d'une loi interprétative prouve précisément que ces cours n'adoptaient
 » pas le système de la Cour suprême. Le prétendu essai fait antérieurement
 » à la loi de 1844 est d'ailleurs compensé et au delà par l'expérience plus
 » longue et plus récente faite depuis l'existence de cette loi et de la disposi-
 » tion de l'article 379 du Code pénal.

» Mais la solution de la question législative ne doit pas être cherchée dans
 » la jurisprudence qui tranchait d'ailleurs le plus souvent la question en
 » droit. Qu'entend-on, en fait, par *l'attentat aux mœurs* que le projet
 » propose de frapper?

» S'agit-il de punir *l'attentat à la pudeur* prévu par l'article 19 en éten-
 » dant le cas aux victimes qui ont seize à vingt et un ans? Il suffirait dans
 » ce cas d'élever l'âge de l'enfant. C'est dans la définition du proxénétisme
 » même qu'il faut trouver celle de l'attentat aux mœurs de l'article que
 » nous discutons. Or, les conditions sont les mêmes; il n'y a de différence
 » que dans les mots *pour satisfaire ses propres passions* opposés à ceux-ci :
 » *pour satisfaire les passions d'autrui*. Pour que le proxénétisme soit punis-
 » sable, il est de doctrine et de jurisprudence qu'il n'est pas nécessaire que
 » l'excitation ait été suivie d'effet, c'est-à-dire que l'enfant ait été flétri. Il en
 » sera de même du cas de l'article 24; car l'attentat aux mœurs consiste,
 » d'après les termes mêmes de l'article, dans le fait de *faciliter, de favoriser,*

(1) Exposé des motifs sous l'article 24. (Projet primitif.)

(2) *Documents*, n° 156, déposés le 5 avril 1892.

» *d'exciter* la débauche. Ces termes ne donnent pas l'idée d'un attentat direct sur la personne.

» On pourrait peut-être écarter notre interprétation en disant que le Code pénal ne punit pas la tentative du crime d'attentat aux mœurs; l'attentat existe dès qu'il y a un commencement d'exécution, d'après l'article 374 du Code. Mais il suffit de répondre que l'article 28 du projet abolit l'article 380 du Code pénal. Il en résulte que, si l'on peut concevoir ici la tentative, celle-ci serait punie également. Il est donc permis de dire que le crime consistera dans *les efforts faits pour corrompre l'enfant*.

» Ainsi interprétée, la disposition ne saurait être adoptée par la Chambre, nous semble-t-il : un don, une promesse, une parole imprudente pourraient donner lieu à poursuite et être punis de la réclusion.

» Supposons que le projet n'ait pour but que de punir l'excitation suivie d'effet. Même ainsi réduite, la proposition n'a pas été adoptée par la section centrale. Elle a été vivement attaquée à la Chambre des Représentants par M. Janson (1). L'honorable membre supposait le cas d'individus des deux sexes qui ont plus de seize ans et qui se séduisent l'un l'autre. Ce cas tomberait, en effet, sous l'application de l'article 24.

» La section centrale pense que tout acte immoral ne doit pas être érigé en crime ou délit. Nous reconnaissons volontiers que les unions passagères sont nuisibles à l'institution fondamentale de la société, le mariage, et contraires à l'intérêt de l'enfance. Mais peut-on imposer le mariage à ceux qui n'en veulent pas? Et dans le cas cité par l'honorable M. Janson, lequel des deux punira-t-on? Qui est l'agresseur dans un combat dont le législateur de 1791 a dit que *le vainqueur et le vaincu sont moins ennemis que complices*? Si vous les poursuivez, ils vous diront : « Le mariage crée des obligations auxquelles nous ne pouvons nous soumettre actuellement ; nous nous marierons plus tard. » Non, la loi et la justice n'ont rien à dire dans le ménage de deux individus qui veulent vivre dans l'immoralité pour leur compte, sans que leur conduite extérieure offusque la morale (2). »

ART. 2.

L'article 2 règle la procédure à suivre en cas de déchéance obligatoire et les effets de cette déchéance.

Cette procédure est simple : le ministère public produira une expédition du jugement répressif rendu en dernier ressort, et le tribunal, sur le vu de cette expédition, prononcera la déchéance.

On a demandé si cette procédure ne pourrait être simplifiée davantage : pourquoi ne pas faire prononcer l'interdiction par le tribunal ou la cour qui a condamné le coupable? Si vous exigez un jugement civil, qui exercera la puissance paternelle dans l'intervalle qui sépare les deux jugements?

On peut ajouter que dans le cas de l'article 34 du Code pénal, c'est l'arrêt de condamnation qui prononce les incapacités prévues par cet article.

(1) Séance du 9 juillet 1895. *Annales*, p. 4518.

(2) Rapports antérieurs de M. Colaert.

La section centrale n'a pas suivi ce système. En supposant que le juge répressif puisse prononcer la déchéance, il demeure incompétent pour désigner la personne qui remplacera le déchu. Cette désignation ne rentre pas dans la nature de ses attributions. De plus, il lui manquera les éléments voulus pour se prononcer à cet égard en connaissance de cause. Dans les deux systèmes, il est donc nécessaire de saisir le juge civil et d'obtenir un second jugement.

Quant à l'intervalle qui séparera les deux jugements, en réalité cet intervalle n'existera pas. En fait, presque immédiatement après la condamnation, on se trouvera sous le régime des *mesures provisoires* qui, en vertu de l'article 6, peuvent être prises depuis le début de l'action en déchéance.

Enfin le système proposé par la section centrale met de l'unité dans la loi. Il est évident, en effet, que c'est ce système qui doit être appliqué dans les cas de déchéance facultative prévus par l'article 3. Pourquoi instaurer ici un régime différent, sans nécessité, sans utilité et comme pour compliquer à plaisir?

On a fait au mode de procédure inauguré par le projet une seconde objection, plus sérieuse que la première : pourquoi donner l'action en déchéance au ministère public seul?

A notre avis la question ne doit être soulevée qu'à propos des cas de déchéance facultative. Nous l'examinerons sous l'article 3. Quand il s'agit de la déchéance obligatoire, on ne conçoit pas bien la nécessité ou l'utilité du droit des parents. Le ministère public manquerait à son devoir le plus élémentaire s'il négligeait de provoquer la déchéance dans l'un des cas de l'article premier. La déchéance est inscrite dans la loi et doit être poursuivie d'office. Les parents pourront donc, au besoin, signaler au ministère public le cas qui donne lieu à la déchéance. Cette nécessité ne peut se concevoir que dans le cas où la condamnation aurait été prononcée par une cour ou un tribunal qui n'est pas celui de la résidence du parent du coupable. Encore faut-il supposer que le ministère public près ce tribunal sera informé de la décision intervenue ailleurs.

Mais, a-t-on objecté, l'arrêt ou le jugement peut avoir été rendu par un tribunal étranger; le condamné échappera-t-il, dans ce cas, à l'application de la loi qui règle la déchéance de la puissance paternelle?

Nous devons faire remarquer que le jugement répressif *rendu à l'étranger* contre un étranger, ou même contre un Belge, ne saurait jamais entraîner la déchéance : ce jugement est considéré comme non existant en Belgique.

A propos de cette question on en a soulevé une autre : qu'en serait-il si le jugement avait été rendu en Belgique contre un étranger?

Il a été répondu que la loi qui régit la puissance paternelle est un statut personnel. Il faut donc appliquer aux étrangers, sous ce rapport, leur loi nationale (art. 3 § 3 du Code civil). Par conséquent, si cette loi nationale ne prévoit pas que le père peut être déclaré déchu de la puissance paternelle par un jugement étranger, il ne peut être privé de cette puissance par un jugement rendu en Belgique.

Pourtant, on enseigne que, s'il y a conflit entre un statut personnel et

une *loi d'ordre public*, c'est cette dernière qui doit l'emporter. En se basant sur ce principe, on pourrait poursuivre la déchéance contre les parents étrangers. Mais le jugement n'aurait en tout cas de valeur qu'en Belgique. Pour recouvrer la puissance paternelle, il suffirait au père de passer la frontière. Il faut donc s'en tenir à l'application du statut personnel, si l'on veut éviter des conflits et des incidents internationaux.

Le section centrale et le Gouvernement ont été unanimes pour décider la question dans ce sens.

Effets de la déchéance.

Nous avons dit plus haut que la déchéance est absolue en ce sens qu'elle atteint le coupable vis-à-vis de tous ses enfants et descendants, nés ou à naître, légitimes ou naturels, contrairement aux articles 378. § 2 et 382. § 2 du Code pénal, qui ne l'appliquent qu'à l'égard de l'enfant victime de l'infraction.

La déchéance est encore absolue en ce qui concerne les droits qui dérivent de la puissance paternelle. Le condamné devient incapable de valider par son consentement un acte de ses enfants ou descendants. Ces actes sont ceux énoncés aux articles 148, 151, 346, 361, 477, 1095, 1598 du Code civil, et tous ceux qui, pour leur validité, requièrent le consentement du père ou de la mère, tel que l'engagement volontaire de leur enfant ou descendant. La loi française entre dans le détail de ces actes; mais elle semble donner un caractère exemplatif à sa longue énumération. Le projet de revision du Code civil les énumère :

« Consentir à l'option de nationalité, au mariage, à l'adoption, à la tutelle
» officieuse, à l'émancipation et à l'engagement volontaire de leurs enfants
» ou descendants. »

La section centrale donne la préférence à la disposition, admise par le Gouvernement, qui se borne à formuler le principe.

Le condamné devient de plus incapable d'exercer la tutelle et les droits énumérés par l'article 283.

Le projet primitif ne prévoyait que la tutelle et la subrogé-tutelle. Les sections centrales et la proposition de MM. Denis et consorts ajoutent les autres fonctions par analogie ou identité de motifs.

ART. 3.

Causes de déchéance facultative.

Les causes de déchéance facultative ont donné lieu, comme précédemment, à de longs débats dans la section centrale. Avant de les examiner, signalons une différence importante entre le projet actuel et les projets et proposition précédents : la déchéance peut se borner à l'une ou l'autre des attributions de la puissance paternelle et ne frapper le coupable d'incapacité que vis-à-vis d'un ou de plusieurs de ses enfants, tandis que tous les projets antérieurs assimilaient les effets de la déchéance facultative à ceux de la déchéance obligatoire.

Cette innovation se justifie par cette considération que l'intérêt de l'enfant n'exigera pas nécessairement que son parent soit privé de tous les droits qui dérivent de la puissance paternelle. Il importe aussi d'établir une différence, quant à leurs effets, entre la déchéance obligatoire, prononcée seulement dans des cas d'une gravité exceptionnelle, et la déchéance facultative, dont les causes ne dénotent pas toujours une perversité amenant l'indignité du père ou de la mère. La section centrale s'est ralliée à cette manière de voir.

PREMIÈRE CAUSE DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE.

Le fait de tenir une maison de débauche et l'inconduite notoire.

Le fait de tenir une maison de débauche ou de prostitution est incontestablement, pour les enfants du tenancier, un des plus démoralisants que l'on s'imagine. Aussi le projet primitif du Gouvernement en avait-il fait une cause de déchéance obligatoire, avec cette différence que l'exclusion de la puissance paternelle devait être précédée d'une instruction. Une fois le fait établi, la déchéance devait être prononcée par les tribunaux.

La Commission de revision du Code civil ne classa pas ce cas parmi ceux qui pouvaient donner lieu à déchéance; mais il était évidemment compris dans les mots « inconduite notoire », dont elle faisait un cas d'exclusion facultative.

Le Gouvernement et la section centrale actuelle partagent cette manière de voir : la déchéance sera facultative pour le juge. Mais ils pensent qu'il faut autant que possible spécifier les cas d'exclusion, même facultative, comme le faisaient le projet Lejeune, et viser notamment le fait de tenir une maison de débauche.

Faut-il, comme dans le projet primitif, que les parents soient *notoirement connus* comme tenant une maison de débauche ou de prostitution ?

Nous ne le pensons pas. D'ailleurs, ces termes semblent impliquer que seules les maisons de prostitution publiques sont visées par l'article. Le fait de tenir une maison de débauche clandestine suffit, parce que la moralité de l'enfant placé dans un milieu pareil court les plus grands dangers, en supposant même que ses parents prennent certaines mesures pour le préserver du vice. On ne voit pas bien, du reste, quelle différence il peut y avoir, au point de vue de l'enfant, entre les deux espèces de maisons de débauche.

Le fait avéré de tenir une maison de débauche pourra donc donner lieu à la déchéance, et sera, sans doute, un des cas où la puissance paternelle sera retirée aux parents d'une façon complète et à l'égard de tous leurs enfants, comme le permet le paragraphe 1 de l'article.

Quant à l'inconduite, le projet exige qu'elle soit *notoire*. C'est l'expression dont se sert l'article 444 du Code civil qui règle les cas d'exclusion de la tutelle.

Le terme *inconduite* est général et comprend notamment l'ivrognerie habituelle, la fréquence des condamnations encourues, le concubinage de la

femme et les cas prévus par l'article 39 de la loi du 27 novembre 1891 sur le vagabondage et la mendicité.

DEUXIÈME CAUSE DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE.

Mauvais traitements, abus d'autorité ou négligence grave dans l'accomplissement des obligations légales des parents.

La Commission de revision du Code civil prévoyait, outre l'inconduite notoire, les mauvais traitements, l'abus d'autorité et la négligence grave dans l'accomplissement des obligations des parents envers l'un de leurs enfants ou descendants.

a) *Mauvais traitements.* — Le projet Lejeune exigeait une condamnation à une peine correctionnelle du chef d'un crime ou d'un délit volontaire, commis par le père ou la mère sur la personne de leurs enfants. Les sections centrales précédentes, comme MM. Denis et consorts, se sont ralliées à ce système que l'avant-projet de Laurent consacrait également (art. 219 et 370). La section centrale actuelle, d'accord avec le Gouvernement, s'est prononcée en faveur du système de la Commission de revision. La condamnation n'est pas exigée; mais il va sans dire que, en cas de mauvais traitements, la déchéance résultera le plus souvent d'un jugement de condamnation à une peine correctionnelle.

Il est possible que les mauvais traitements ne tombent pas sous le coup du Code pénal. Ne faut-il pas, par exemple, que l'on puisse venir au secours d'un enfant persécuté systématiquement dans sa famille?

b) *Abus d'autorité.* — Le fait consiste dans le mauvais usage de l'autorité paternelle: un père donne des ordres scandaleux, oblige l'enfant à mendier, à vagabonder, à exercer des métiers louches, ou le livre à des acrobates (art. 4 de la loi du 28 mai 1888). Ce sont là quelques cas d'abus d'autorité.

c) *Négligence dans l'accomplissement des obligations légales des père et mère.* — Il s'agit des obligations légales, prévues par l'article 383, 2° du Code civil, qui constituent, aux termes de cet article, une charge de la puissance paternelle.

*
* *

On a reproché à l'énumération des cas prévus par l'article 3, n° 2, d'être trop vagues. Il serait plus juste de dire qu'ils présentent une certaine élasticité qui permettra au juge d'étendre les principes déjà consacrés par la jurisprudence actuelle. Si la loi projetée était trop stricte, les tribunaux ne se croiraient plus autorisés à user de ce droit. D'ailleurs, les définitions et les exemples que nous venons de donner précisent le sens des termes employés par le projet.

La section centrale ne s'est pas bornée à l'énumération des cas où la puissance paternelle pourra être retirée aux père et mère; elle exige que les mauvais traitements, l'abus d'autorité ou la négligence des parents dans l'accomplissement de leurs obligations légales *aient mis en péril la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant.*

Enfin, le danger que pourraient présenter ces dispositions élastiques est écarté par d'autres dispositions qui les complètent : l'attribution de l'action en déchéance au ministère public exclusivement, et le large pouvoir d'appréciation accordé aux tribunaux pour décider si la déchéance sera totale ou partielle, absolue ou relative.

TROISIÈME CAUSE DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE

Privation de l'exercice de la puissance paternelle par application des articles 31, 32 et 33 du Code pénal.

Ce cas d'exclusion ne peut résulter que d'une condamnation encourue par le père ou la mère; et quelque grave que soit cette condamnation, elle ne peut entraîner que la déchéance *facultative*, sauf dans les deux cas prévus par l'article premier du projet. Mais, d'autre part, que la peine soit criminelle ou simplement correctionnelle, si les articles 31, 32 et 33 du Code pénal sont appliqués par les cours et tribunaux répressifs, la déchéance de la puissance paternelle *pourra* être prononcée par la juridiction civile.

En ce qui concerne les condamnés correctionnels, de même que les cours et tribunaux ne peuvent prononcer l'interdiction que *dans les cas prévus par la loi* (art. 32 c. pén.), de même le juge civil ne *pourra* prononcer la déchéance que dans ces cas et pour autant que la justice répressive ait elle-même prononcé l'interdiction légale des droits énumérés à l'article 31.

Qu'en est-il de l'avortement et de l'infanticide?

Nous avons dit plus haut que ces faits ne constituent pas des causes de déchéance obligatoire, même quand ils ont été commis sur la personne de l'enfant du coupable. L'article premier les excepte formellement. Mais ils sont des cas d'exclusion facultative, en vertu du n° 3 de l'article deux, si le coupable a été condamné à une peine criminelle.

En ce qui concerne l'avortement, le projet Lejeune n'en faisait pas une cause de déchéance même facultative. La section centrale de 1897 l'assimilait à l'infanticide et autorisait les tribunaux civils à prononcer la déchéance facultative. Le projet actuel diffère des précédents en ce que l'avortement n'est pas par lui-même une cause de déchéance facultative. En effet, il ne rentre pas dans les cas *prévus par la loi* dont parle l'article 33 du Code pénal. L'interdiction légale et, par suite, la déchéance de la puissance paternelle ne peuvent donc s'appliquer que si l'avortement est punissable des travaux forcés ou de la réclusion (art. 348 à 352 du Code pénal.)

QUATRIÈME CAS DE DÉCHÉANCE FACULTATIVE.

Le 4^me cas est le suivant : « S'ils (les père ou mère) ont été condamnés à » une peine criminelle du chef d'un crime, autre qu'un crime politique, » auquel ils ont associé leur enfant ou descendant, soit que celui-ci ait été » condamné, soit qu'il ait été acquitté pour avoir agi sans imputabilité. »

Le projet primitif n'exceptait pas le crime politique; et la *participation* de l'enfant au crime commis par le père ou la mère suffisait pour que la déchéance obligatoire fût prononcée contre eux.

La Commission de revision n'adopta pas ce cas de déchéance. La section centrale de 1892, sans se rallier absolument à la manière de voir de la Commission, proposa de modifier cette disposition en se basant sur les considérations suivantes :

« Il arrivera généralement, dans ce cas, que le parent aura associé son » enfant ou son pupille à son crime, soit directement, soit indirectement. » Mais le contraire peut arriver. A l'occasion de troubles ou d'émeutes, par » exemple, des crimes ont été commis par plusieurs individus; un père de » famille et son fils y ont participé. Existera-t-il toujours et nécessairement » un lien criminel entre le père et son fils?

« S'il n'existe qu'un concours matériel, la déchéance de l'autorité pater- » nelle ne se justifierait pas plus qu'après une condamnation pour un crime » quelconque. L'autorité paternelle n'est pas en cause. L'auteur, le co-auteur » ou le complice du crime n'a pas abusé de cette autorité. Elle n'a été ni la » cause ni l'occasion de la participation de l'enfant à l'accomplissement du » crime (1). »

La section centrale proposa de remplacer les mots « auquel leur enfant a participé » par les suivants : ... « crime auquel ils ont *associé* leur enfant ». Ces mots marquent qu'il doit y avoir eu entre le père et l'enfant une sorte de concert préalable et exclut le concours matériel ou accidentel au crime.

La disposition ainsi rédigée a reparu dans les projets et proposition de loi postérieurs à 1892. Le Gouvernement, consulté par la section centrale actuelle, s'y est rallié et l'a inscrite dans l'article premier. Mais la section centrale, tout en admettant la rédaction proposée, a jugé que le cas ne devait pas figurer parmi ceux qui donnent lieu à la déchéance obligatoire. Elle s'est laissé guider par cette considération qu'il n'est pas toujours facile de distinguer entre crimes politiques et crimes ordinaires, et que, en supposant que le crime qui a donné lieu à la condamnation soit très grave, il n'est pourtant pas de ceux, particulièrement odieux, qui sont commis sur la personne de l'enfant, et que seul l'article premier classe parmi les causes qui entraînent la déchéance obligatoire.

La circonstance que l'enfant a été acquitté comme ayant agi sans imputabilité ne fait pas obstacle à ce que la déchéance de la puissance paternelle soit poursuivie et prononcée.

Qui peut intenter l'action en déchéance ?

Nous avons dit que, en cas de déchéance obligatoire, l'action est réservée

(1) Rapport de M. Colaert, 1892,

au ministère public, et nous avons fait valoir les motifs qui ont déterminé la section centrale à se rallier à cette solution. Mais la question est plus délicate quand il s'agit de la déchéance facultative.

On peut argumenter, en effet, de ce que l'action en destitution de la tutelle appartient aussi aux membres de la famille, articles 444 et suivants. du Code civil.

L'article 302 du même code prévoit une hypothèse analogue à celle qui nous occupe. La loi française du 24 juillet 1888 accorde l'action en déchéance de la puissance paternelle, à *un ou plusieurs parents du mineur au degré de cousin germain ou au ministère public*. La Commission de révision du Code civil alla même plus loin : *tout parent ou allié* pouvait demander la déchéance.

Les considérations suivantes, empruntées à l'Exposé des motifs du projet primitif, semblent justifier l'exclusion de la famille :

« Abandonner cette action aux membres de la famille, ou en saisir nécessairement la juridiction compétente, toutes les fois qu'une condamnation peut donner ouverture à déchéance, ce serait multiplier les procès non justifiés, au détriment de la paix des familles et au respect dû aux parents par les enfants. L'intervention du ministère public est nécessaire pour empêcher les poursuites indiscretes ou vexatoires ; il importe que le ministère public soit libre d'intenter l'action en déchéance ou de ne pas l'intenter. »

Ces considérations indiquent aussi les limites de l'intervention du parquet. L'intérêt bien établi de l'enfant doit être son principal mobile. Le déplacement de la puissance paternelle, quoique ne constituant pas une peine, est une mesure d'une gravité exceptionnelle qui anéantit des droits fondés sur la nature et que les parents peuvent invoquer comme des devoirs sacrés. C'est assez dire que la déchéance ne peut atteindre que ceux qui aux yeux de tous ne méritent pas de porter le titre de père ou de mère.

La procédure en déchéance, même facultative, est très simple : le tribunal de première instance la prononce sur la poursuite du ministère public ; mais, comme nous le verrons à l'article 9, le tribunal ne statue qu'après avoir pris l'avis écrit du juge de paix et appelé la mère. Pour tout le reste, on suit les règles ordinaires de la procédure. La section centrale, d'accord avec le Gouvernement, ne se rallie donc pas au projet primitif qui soumettait l'action à une série de dispositions exceptionnelles, dépôt de mémoire, réunion en chambre du conseil, demande d'avis d'un conseil de famille extraordinaire, décision préliminaire, etc. Nous revenons ainsi au système de la Commission de révision du Code civil.

ARTICLE 4.

Cet article dispose que « le tribunal peut, sur la réquisition du ministère public, prononcer l'exclusion telle qu'elle est prévue par l'article 5, contre la femme qui épouse une personne déchue de la puissance paternelle ».

Les projets primitifs, de même que les propositions de la section centrale et de MM. Denis et consorts, permettaient au ministère public de demander

que la mère n'exerçât pas les droits de la puissance paternelle en cas de déchéance de son mari. Cette disposition fut justifiée par cette considération que l'enfant, confié à sa mère, sera placé indirectement sous l'autorité de son père. La déchéance de la puissance paternelle n'ayant en effet aucune influence sur la puissance maritale, la mesure de protection prise en faveur de l'enfant pouvait devenir inefficace.

Pour un motif analogue, on accordait au tribunal, à la requête du ministère public, le droit de retirer la puissance paternelle sur ses enfants à la femme qui épouse un individu déchu de cette puissance.

Le projet actuel ne vise qu'à ce dernier cas. Le cas même fut vivement critiqué par un membre de la section centrale de 1897. Il n'admettait pas, disait-il, que la puissance paternelle pût être enlevée à la femme dont le mari en est déchu. Il ajoutait que, dans le mariage, la femme doit être l'égale du mari et avoir les mêmes droits que lui.

L'article 4 nouveau donne en partie satisfaction à l'honorable membre. La femme mariée, dont le mari est exclu de la puissance paternelle, exercera elle-même cette puissance, conformément aux dispositions de l'article 3. La déchéance ne pourra être poursuivie que contre la femme qui épouse un individu déjà exclu de la puissance paternelle.

Cette disposition s'appliquera spécialement à la femme veuve ayant des enfants d'un premier lit; mais elle pourra s'appliquer également à l'égard des enfants à naître du mariage contracté avec un individu déchu de la puissance paternelle.

L'article 4 dispose que le tribunal pourra prononcer l'exclusion *telle qu'elle est prévue par l'article 3*. Ces termes visent la déchéance facultative prévue par cet article.

ART. 5.

Les dispositions proposées par cet article réalisent les idées du rapport de la section centrale primitive, qui finirent par être adoptées par le Gouvernement d'alors et que MM. Denis et consorts ont adoptées dans leur proposition de loi.

L'article ancien remettait à l'autorité communale la garde et l'éducation de l'enfant dont les parents sont déchus de la puissance paternelle. Cette disposition fut vivement combattue dès 1892 et rejetée à l'unanimité des membres de la section centrale.

Le rapport se fit l'écho de cette unanimité :

« Nous devons reconnaître que cette disposition bouleverse toute notre
» législation actuelle et qu'elle peut, par une application fréquente, compro-
» mettre l'existence de la famille et, partant, constituer un grave danger
» pour la société même.

» L'éducation des enfants ne rentre pas dans les attributions de l'autorité
» communale telles qu'elles sont définies par nos lois politiques. Le Code civil
» de 1803 a confié cette mission à la famille, aux père et mère d'abord, aux
» ascendants ensuite, et, à leur défaut, à celui qui, parent, ami ou étran-
» ger même à l'enfant, sera désigné par le *conseil de famille*. Ce conseil est
» composé de parents et, au besoin, d'amis.

» Le décret des 16-24 août 1790 lui-même, qui définissait les attributions
 » des corps municipaux, avait songé si peu à leur conférer un pouvoir
 » quelconque sur la famille, qu'il institua un tribunal domestique pour
 » trancher les contestations entre parents, et, notamment, pour régler
 » le droit de correction vis-à-vis d'enfants dont la conduite donnait à leurs
 » parents des sujets de mécontentement très graves. Le droit de correction,
 » fortement critiqué aujourd'hui, est réglé par le Code civil.

» C'est la personne de confiance, désignée comme nous venons de le dire,
 » qui est chargée par la loi de veiller sur l'enfant et de pourvoir à son édu-
 » cation, en cas de décès des père et mère. La tutelle est ouverte de la
 » même façon quand les parents, par suite d'absence ou d'interdiction judi-
 » ciaire, sont dans l'impossibilité de remplir les devoirs de garde ou d'édu-
 » cation de leurs enfants.

» C'est à ce système, éminemment favorable à l'intérêt de l'enfant et qui
 » respecte les droits et les devoirs des père et mère, sans nuire d'ailleurs à
 » l'intérêt de la société, que le projet de loi nous semble porter une grave
 » atteinte.

» Nous avons vainement cherché, dans l'Exposé des motifs, la justification
 » de l'innovation proposée. Il invoque, en trois mois, *l'intérêt de la société*
 » *tout entière*. Mais en quoi cet intérêt serait-il lésé, si le législateur appli-
 » quait à l'enfant dont les père et mère ou l'ascendant sont déchus de la
 » puissance paternelle, le système que le Code civil applique à l'enfant dont
 » les parents sont morts, absents ou interdits?

» Jusqu'ici ce système n'a pas été critiqué sérieusement dans son
 » ensemble; et si quelques détails peuvent laisser à désirer, il ne peut être
 » venu qu'à l'idée d'esprits imbus de doctrines subversives de vouloir
 » enlever l'autorité paternelle à la famille, pour la confier aux pouvoirs publics.

» Avons-nous besoin de dire que tel n'est évidemment pas le but du projet
 » de loi? L'honorable M. Lejeune a déclaré, à l'assemblée de la Fédération
 » des Comités de patronage, que l'initiative privée, la charité de chacun
 » peut intervenir.

» D'ailleurs, l'article propose que *dans le cas, où, par suite de déchéance,*
 » *l'exercice des droits de la puissance paternelle n'appartient plus ni au père*
 » *ni à la mère, la tutelle pourra être constituée conformément aux disposi-*
 » *tions du Code civil.*

» Mais ce n'est là qu'une exception qui, fort heureusement, deviendrait
 » la règle dans l'état actuel de nos idées et de nos mœurs. L'Exposé des
 » motifs la justifie en fort bons termes : *Il se peut, dit-il, que, la puissance*
 » *paternelle étant enlevée aux parents, une personne quelconque, appa-*
 » *rentée à l'enfant ou même étrangère à la famille, désire se charger de son*
 » *éducation. Si cette personne présente toutes les garanties nécessaires, il n'y*
 » *a aucune raison pour lui refuser cette tutelle volontaire, dans les condi-*
 » *tions spécifiées par les trois derniers paragraphes de l'article 10.*

» La section centrale propose de faire de cette exception la règle générale
 » et de ne confier la garde et l'éducation à l'autorité communale que lorsque
 » l'enfant n'a pas de parents, ou, mieux encore, lorsque personne ne se
 » charge de son éducation.

» Ce serait proclamer dans la loi le principe salutaire du respect de l'autorité familiale, éviter le reproche adressé au projet de consacrer un principe dangereux et ne pas aggraver les charges des communes, tout en sauvegardant l'intérêt bien entendu de l'enfant.

» En ce qui concerne l'intervention de l'autorité communale, on ne doit pas se dissimuler qu'à l'avenir les tribunaux auront à s'occuper d'un nombre plus considérable de jeunes malheureux qui, pour des motifs divers, appartiennent à la classe nombreuse des enfants moralement abandonnés. Si la loi favorise l'action privée, il est évident que ce sera à la décharge de l'État et des communes dont un grand nombre ont une situation obérée.

» Qu'on n'objecte pas que si l'enfant du riche peut recevoir, dans notre système, une éducation convenable, il n'en sera pas de même de l'enfant indigent. Ceux qui connaissent l'esprit des familles pauvres, pour s'être mis en contact avec elles, savent de quels sacrifices elles sont capables quand il s'agit de placer les enfants abandonnés par leurs parents.

» Quoiqu'il en soit, nous sommes d'avis que l'autorité publique doit intervenir le moins possible, et qu'il faut laisser agir l'initiative privée. Dans ces dernières années, la charité individuelle a fait des merveilles en faveur des enfants abandonnés, en France, en Angleterre, en Italie, en Amérique et dans d'autres pays. Pourquoi en serait-il différemment en Belgique, où toutes les misères trouvent des secours, des consolations, des dévouements ? »

L'article 5 du projet actuel réalise d'une façon complète les idées développées dans le rapport de 1892.

En prononçant la déchéance *obligatoire ou facultative*, le tribunal ordonne la convocation du conseil de famille, conformément aux articles 405 et suivants du Code civil, comme si le père était mort, absent, interdit ou destitué de la tutelle. Naturellement, c'est la mère qui dorénavant exercera la puissance paternelle ; et ce n'est que pour des motifs graves que le conseil de famille désignera une autre personne. Le tribunal nommera la personne désignée par le conseil, sauf, dans la suite, à modifier son choix s'il y avait nécessité, et sur la réquisition du ministère public. Ce n'est que dans le cas où le tribunal ne trouve pas une personne apte à remplacer les père ou mère et qui accepte cette mission, que l'enfant sera mis à la disposition de l'autorité communale.

La mise de l'enfant à la disposition de l'autorité communale exclut l'idée de sa mise à la disposition du Gouvernement. L'État ne se charge que des enfants qui ont délinqué et qu'il place dans ses écoles de bienfaisance. Nous avons dit déjà qu'il ne faut pas confondre avec eux les enfants dont les parents sont déchus de la puissance paternelle : ce ne sont pas des coupables, mais des malheureux qu'il faut recueillir et protéger.

L'administration communale aura donc le droit d'éducation et de garde, qu'elle exercera en plaçant l'enfant dans un établissement charitable, public ou privé, ou chez un particulier.

ART. 6.

Cet article est relatif aux mesures provisoires à prendre dès que l'action en déchéance est introduite.

Ces mesures, dont l'appréciation est abandonnée au tribunal, et, en cas d'urgence, au juge de référé, sont prises sur la réquisition du ministère public. Elles ne peuvent concerner que la garde et l'éducation de l'enfant.

ART. 7.

Cet article consacre le principe de la révocabilité de la déchéance, tandis que l'article correspondant du projet primitif proclamait le principe contraire, sauf dans le cas où le père avait associé son enfant ou descendant à un crime. Dans ce cas, les parents déchus pouvaient demander, après une période de trois ans, que l'exercice de la puissance paternelle leur fût restitué.

Le projet primitif admettait donc une seule exception au principe de l'irrévocabilité de la déchéance. La section centrale étendit l'exception et en fit la règle.

« La plupart de ceux qui s'occupent de la question de la protection de l'enfance, disait le rapport, ont réclaté contre cette disposition radicale du projet de loi. La Commission de revision du Code civil propose :
 » « Les père et mère peuvent être réintégrés par le tribunal dans l'exercice de l'autorité qu'ils auraient perdue aux termes de l'article 8 ;
 » c'est-à-dire dans les cas de déchéance facultative proposés par la Commission.

» La loi française va beaucoup plus loin : elle admet la restitution de la puissance paternelle, même dans les cas où la déchéance a été encourue de plein droit, pourvu que le condamné ait obtenu sa réhabilitation. Le Congrès d'Anvers émit le vœu que « la déchéance ne fût *jamais* prononcée d'une manière absolument définitive et irrévocable, mais que, *dans tous les cas*, celui qui l'a encourue puisse en être relevé judiciairement et reprendre l'exercice des droits qui lui sont nécessaires pour remplir, à l'égard de ses enfants, le devoir d'éducation qui lui est imposé par la nature et par la loi. »

« La section centrale, à l'unanimité de ses membres, s'est ralliée à cette manière de voir. Nous avons démontré plus haut combien il serait peu équitable, injuste même, de priver de la puissance paternelle des individus qui peuvent avoir cédé à une passion violente et passagère, par exemple dans le cas d'attentat à la pudeur commis par des jeunes gens sur des personnes étrangères et majeures. La sévérité de la mesure saute davantage aux yeux quand on considère que, d'après le projet de loi, cette déchéance, comme toutes les autres, sauf le cas excepté par l'article 11, serait irrévocable.

» On peut objecter que le dessaisissement de l'autorité des père et mère

» n'est pas une peine proprement dite : ni une peine principale, ni une
 » peine accessoire. Cela est vrai; mais elle constitue une déchéance, une
 » peine civile d'un caractère extrêmement grave. Quoique prononcée dans
 » l'intérêt exclusif de l'enfant, elle peut avoir pour effet, si non pour but,
 » l'amendement du coupable. Si ce résultat est atteint, le déplacement de
 » la puissance paternelle n'a plus de raison d'être. On ne saurait assez le
 » répéter : l'autorité paternelle est un droit en même temps qu'un devoir
 » imposé par la nature. « Non seulement elle a toujours existé, mais, après
 » » l'autorité de Dieu, elle est la première. Toute autre autorité sur la terre
 » » n'a dû être, dans le principe, qu'une image de celle du père de famille à
 » » l'égard de ses enfants; et toute magistrature parmi les hommes a été
 » » d'autant plus parfaite qu'elle s'est moins éloignée de ce type primitif (1). »

» Comme nous l'avons dit en critiquant l'innovation proposée par l'arti-
 » cle 10, c'est la tutelle déferée par la famille à un parent ou à un ami, ou
 » même à une personne étrangère réunissant les qualités voulues, qui, à
 » défaut des parents, exercera le mieux la magistrature domestique. Mais
 » cette mission elle-même, quelque féconde qu'elle puisse être, doit cesser
 » le jour où le chef de la famille découronné est devenu digne d'exercer sa
 » royauté familiale.

» La section centrale propose donc de restituer la puissance paternelle
 » toutes les fois que l'indignité a cessé. Mais, pour constater l'amendement
 » du parent, il faut une période plus ou moins longue et proportionnée à la
 » gravité du cas. Nous proposons dix ans dans les cas de déchéance obliga-
 » toire, cinq ans dans les cas de déchéance facultative. » (2)

Nous nous rallions à la rédaction du Gouvernement, qui propose aussi la
 réintégration *totale ou partielle*.

ART. 8.

Cet article introduit dans le projet une cause de déchéance qui n'existait
 pas dans les précédents projets et proposition de loi : « Les père et mère
 » perdent l'exercice des droits indiqués en l'article 2 pendant qu'ils sont en
 » état d'absence déclarée ou d'interdiction judiciaire. »

La disposition nouvelle a paru inutile à plusieurs membres de la section
 centrale. Déjà, en effet, les articles 141, 142 et 143 du Code civil prévoient
 l'absence et organisent « la surveillance des enfants mineurs du père qui a
 » disparu ». Quant à l'interdiction judiciaire, les articles 507 et 511 sem-
 blent avoir réglé suffisamment les intérêts des enfants de l'interdit.

D'accord avec le Gouvernement, nous proposons le maintien de l'article ;
 mais il a paru à la section centrale qu'on ne peut assimiler à l'interdiction
 judiciaire celle des articles 31, 32 et 33 que le Gouvernement a proposé
 d'ajouter. L'interdiction légale est en effet prévue par l'article 3 parmi les
 causes de déchéance facultative, et dès lors on conçoit difficilement que les

(1) BLANCHET, de la puissance paternelle. (*Revue de droit français et étranger*, t. V.)

(2) Rapport de M. Colaert, de 1892.

tribunaux puissent prononcer deux déchéances, l'une facultative, en vertu de l'article 5, l'autre *obligatoire, quoique temporaire*, en vertu de l'article 8. La section centrale estime qu'il est inutile d'ajouter l'interdiction légale.

Les paragraphes 2 et 5 règlent la procédure à suivre. C'est la même que celle de l'article 5.

ART. 9.

Nous avons dit plus haut que le projet entoure l'action en déchéance de toutes les garanties désirables. Il s'agit ici de la déchéance facultative. Le tribunal ne la prononce qu'après avoir pris l'avis écrit du Juge de Paix du domicile ou, à défaut de domicile, de la résidence des père et mère.

Le paragraphe 2 de l'article oblige aussi le tribunal à entendre ou à appeler la mère. C'est une nouvelle garantie.

Les dispositions de l'article 9 ne sont pas applicables aux mesures prévues par l'article 6 du projet. Dans le cas de cet article, il y a urgence; il ne s'agit du reste que d'une situation qui n'a rien de définitif.

ART. 10.

Cet article règle deux questions de procédure. La première est relative à l'autorisation maritale. La femme ne doit pas être autorisée pour ester en justice, dans les cas prévus par les articles précédents. Il s'agit de la femme défenderesse à l'action intentée par le ministère public. Comme demanderesse, elle ne pourra agir que dans deux cas : celui de l'article 7, relatif à la réintégration dans les droits de la puissance paternelle, puisque dans le système du projet l'action est réservée au ministère public, et le cas d'appel, qui est prévu par le paragraphe 2 de l'article 10.

Le délai d'appel est fixé à quinze jours. L'appel est suspensif, sauf dans le cas de l'article 6.

On a demandé à partir de quel jour court le délai d'appel. Le projet Lejeune autorisait implicitement l'appel, sans en régler le délai. Le projet de la Commission de revision du Code civil fixait le délai à quinze jours, en justifiant cette dérogation au droit commun par la raison que « les difficultés qui concernent l'autorité des père et mère exigent une solution urgente ». On atteindra ce but en fixant le délai à quinzaine, à partir du jour où le jugement contradictoire ou par défaut a été rendu. Si le jugement est contradictoire, le père ou la mère déchu sera suffisamment informé de la déchéance; s'il est rendu par défaut, le défaillant n'aura qu'à se reprocher à lui-même d'avoir ajouté une nouvelle faute — l'absence ou la négligence — à celle qui a donné lieu à son exclusion de la puissance paternelle. On pourrait même soutenir qu'en cas de déchéance obligatoire l'appel n'est pas recevable. Nous n'allons pas jusque là; mais nous répétons que l'action est entourée de tant de garanties que l'on peut dire que la décision judiciaire aura été rendue en pleine connaissance de cause, et que l'appel sera rarement justifié.

ART. 11.

Cet article solutionne la question des frais d'entretien et d'éducation de l'enfant indigent. Des membres de la section centrale voulaient faire subir ces frais par l'Etat, et le Gouvernement estimait d'abord qu'ils devaient incomber à la commune.

La section centrale a trouvé le partage des frais pour moitié entre l'État et la commune juste et équitable et s'est ralliée à l'article 11. Dès que l'enfant, moralement abandonné et qui n'a pas encore délinqué, n'est pas mis à la disposition du Gouvernement, mais que le droit de garde et d'éducation en est donné à la commune, il paraît logique que celle-ci supporte, au moins partiellement, les frais qui résultent du placement dans un établissement de charité, d'instruction ou d'apprentissage, public ou privé, ou chez un particulier. Mais comme ces frais peuvent constituer, à l'avenir, une nouvelle et lourde charge pour les Administrations communales, l'État a cru devoir y intervenir pour moitié. Le partage des frais est la suite d'une transaction entre partisans des systèmes opposés.

Le paragraphe 2 donne à la commune le droit de poursuivre en justice le recouvrement de ces frais, contre ceux qui doivent à l'enfant des aliments. Il s'agit ici de l'enfant qui n'appartient pas à la classe indigente et auquel les parents et ascendants doivent des aliments.

Si l'enfant a des biens, ses parents en ont la jouissance dans les limites de l'article 384 du Code civil. Le remboursement des frais ne pourra être poursuivi contre l'enfant que sur ces biens.

Le paragraphe 4 règle la prescription de l'action en remboursement. La durée de la prescription sera de cinq ans, conformément à l'article 2277 du Code civil.

CHAPITRE II.

DES MESURES JUDICIAIRES A L'ÉGARD DES JEUNES DÉLINQUANTS.

La proposition de MM. Denis et consorts, comme les projets précédents, maintient la classification des enfants âgés de moins de seize ans et qui ont commis des infractions, en deux catégories : ceux qui ont agi avec discernement et ceux qui ont agi sans discernement.

Cette classification et le traitement différent infligé à ces deux catégories d'enfants par le Code pénal ont subi de vives attaques, notamment au Congrès d'Anvers, qui a voté la proposition suivante :

« La constatation du discernement visée par les législations positives, »
» en cas de poursuite exercée à charge d'enfants âgés de moins de seize ans »
» ayant commis des infractions, ne peut servir de base légale à la classifi- »
» cation des enfants. Cette classification doit être laissée à l'Administration. »

Ce vœu a fait l'objet de longues discussions. Appuyé par des criminalistes du pays et de l'étranger, il semble avoir été adopté à l'unanimité des membres du Congrès.

Ceux qui ont suivi les séances de cette assemblée ont dû s'apercevoir qu'il a régné une certaine confusion dans la discussion qui a précédé la proposition que nous venons de relater. Il se dégage de la lecture des débats que l'on était unanime pour dire que le « discernement introduit dans les lois » pénales pour reconnaître si l'enfant est vicieux ou non, s'il doit être » soumis à tel ou tel régime, est un mode inexact d'observation... C'est à » l'assistance qu'il faut demander la solution du problème qui jusqu'ici a été » placé sur le terrain pénal et pénitentiaire... Les mesures préventives sont » les meilleures que l'on puisse prendre d'abord... (1) ».

D'accord sur ces principes, M. Bruyère ne demande qu'une déclaration indiquant qu'il y avait, dans la législation pénale actuelle, « cette iniquité » grave de mettre dans le même établissement correctionnel les enfants » innocents de notre article 72 et les enfants pervers de la correction paternelle. »

L'honorable membre constata aussi que c'était aller trop loin d'enlever aux tribunaux la responsabilité de la décision à prendre, pour la confier à l'autorité gouvernementale ou communale.

Mais il a été répondu que l'Administration, dans le système proposé, n'a pas plus que les tribunaux à se poser la question de savoir si l'enfant a agi ou non avec discernement, puisqu'elle ne s'occupe pas du délit.

L'honorable M. Prins fit connaître le rôle des tribunaux. D'après lui, il est inutile d'obliger le juge à choisir entre le discernement et le non-discernement. La seule chose que le tribunal doive se demander est celle-ci : faut-il laisser l'enfant à son milieu? Peut-on le laisser à sa famille? Ou bien, cet enfant est-il dangereux? Faut-il l'arracher à son milieu, le prendre, le protéger, lui donner une tutelle administrative? (2)

Il est incontestable que la plupart des enfants qui commettent des délits avant l'âge de seize ans sont des malheureux plus dignes de pitié que de châtimement. A de rares exceptions près, ils sont victimes de la négligence, du mauvais exemple, de l'inconduite de leurs parents. Est-il juste dès lors de les condamner? Jusqu'ici ils n'ont pas connu la famille, ou plutôt, comme nous l'avons dit, il eût mieux valu qu'ils n'eussent jamais connu la leur. Il s'agit donc de leur en donner une. Laquelle? Ici, encore une fois, il faut laisser agir la charité privée, et ce n'est qu'à son défaut que l'on peut remettre les enfants de notre catégorie à la disposition des pouvoirs publics.

Mais il est possible que l'enfant ait subi de mauvaises influences au dehors, tandis que le foyer domestique, même sous le chaume, est resté sain. Alors, si les parents ne sont pas dans l'impossibilité physique ou morale d'élever et d'éduquer l'enfant, c'est à la famille qu'il faut le restituer et le placer sous le regard du père et de la mère, toujours plus vigilant, plus affectueux, plus efficace que celui d'un administrateur quelconque.

C'est une question de fait et d'appréciation qu'il faut abandonner à la

(1) Discours de M. Bruyère, compte rendu sténographique, p. 589.

(2) Compte rendu, pp. 181, 586.

justice, qui s'entourera de tous les renseignements nécessaires pour se prononcer en connaissance de cause.

Dans le système du projet de loi, la question de discernement sera encore posée; mais elle le sera non plus par le tribunal saisi de l'affaire et à l'audience même, mais par la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation. C'est l'instruction préparatoire qui dira si l'enfant a agi ou non avec discernement.

Dans le premier cas, l'enfant sera mis en jugement en vertu d'une ordonnance de la chambre du conseil ou de la chambre des mises en accusation. Dans le second, il sera laissé à ses parents ou mis à la disposition des pouvoirs publics.

ART. 12.

A la différence des anciens projets et de la proposition Denis, le projet ne distingue plus entre enfants de moins de dix ans, de moins de quatorze ans et de moins de seize ans accomplis. Quel que soit leur âge, s'ils n'ont pas seize ans accomplis au moment du fait, ils pourront être mis sous mandat d'arrêt alors même que le délit ne peut entraîner un emprisonnement de trois mois. C'est dire qu'à tout âge le mineur de moins de seize ans pourra être arrêté préventivement, alors que tous les projets et propositions antérieurs interdisaient cette mesure, à moins que le fait ne fût de nature à motiver à la charge de l'enfant une condamnation à un emprisonnement de six mois ou à une peine plus forte.

Cette innovation se justifie-t-elle ?

Remarquons tout d'abord que l'article donne au magistrat instructeur un pouvoir d'appréciation : l'enfant *pourra* être mis sous mandat d'arrêt. Cette mesure ne s'appliquera évidemment pas à de tout jeunes délinquants, ni à ceux dont les parents soignent l'éducation de leurs enfants d'une manière convenable. Il s'agit d'une mesure de protection prise tant dans l'intérêt de l'enfant que dans l'intérêt public. Si cette mesure n'est pas indispensable, si par exemple le délinquant est encore en très bas âge, ou si les parents ont soin de lui, le juge ne la prendra pas, parce qu'elle serait injustifiable. Il faudra ou une perversité précoce de l'enfant ou une négligence grave de la part des parents pour que le juge le leur enlève et le place sous mandat d'arrêt.

Dans ce cas, la loi française du 19 avril 1898 permet au juge d'instruction et aux cours et tribunaux de charger de la garde de l'enfant des particuliers ou des institutions publiques ou privées. C'est le système que M. Denis propose de suivre et que nous approuvons, d'accord avec le Gouvernement. Mais, ainsi que le dit l'article, cette mesure sera toujours révocable.

Afin que cette pratique puisse se répandre, il est introduit un paragraphe final qui charge le Gouvernement de déterminer par arrêté royal l'indemnité à allouer à ceux qui seront chargés de la garde et de l'entretien de l'enfant, lorsque l'indigence de celui-ci sera constatée (1).

(1) Développements de la proposition Denis, p. 4.

ART. 13.

Cet article réalise les idées directrices que nous avons exposées au début de ce chapitre.

La chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation a ici un très large pouvoir d'appréciation. Si l'enfant a agi sans discernement, et même s'il a agi avec discernement, mais qu'il n'y a pas lieu de prononcer une peine contre lui à raison de son jeune âge et de ses bons antécédents, elle le renverra devant le tribunal de police, qui statuera suivant l'article 72 du Code pénal. C'est-à-dire que l'enfant *pourra* être mis à la disposition du Gouvernement. Le juge de police, à son tour, jouit d'un pouvoir d'appréciation qu'il exercera dans l'intérêt bien entendu de l'enfant.

Ce n'est que lorsque la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation estimera qu'il y a lieu de prononcer une peine qu'elle renverra l'enfant devant la juridiction répressive compétente.

ART. 14.

L'article 14 modifie la rédaction de l'article 72 du Code pénal.

Le paragraphe 2 de cet article permet au tribunal de mettre l'enfant à la disposition du Gouvernement *pour un temps qui ne dépassera pas l'époque où il aura accompli sa vingt et unième année.*

En fait, c'est toujours jusqu'à cet âge que l'enfant est mis à la disposition du Gouvernement; mais les termes de l'article peuvent s'interpréter en ce sens que l'enfant pourrait être placé sous la tutelle du Gouvernement jusqu'à un âge moins avancé. Comme nous l'avons dit plus haut, c'est à l'administration à apprécier si la libération de l'enfant peut lui être accordée avant l'âge de vingt et un ans.

Cela dépendra de sa conduite et des garanties que présentent ses parents. Dans tous les cas, les cours et tribunaux ne peuvent trancher ce point au moment où ils font usage de la faculté que leur accorde l'article 72.

Le paragraphe 3 de cet article n'ayant plus sa raison d'être, la section centrale se rallie à sa disparition.

ART. 15 à 19 inclus.

Les articles 15, 16, 18 et 19 sont la reproduction intégrale des dispositions de l'article premier de la loi du 15 février 1897, modifiant les dispositions de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité. Elles avaient été introduites dans ces lois en attendant que le projet de loi relatif à la protection de l'enfance fût voté. Elles trouvent donc naturellement leur place dans le projet de loi actuel.

L'article 17 consacre une disposition proposée par la commission de police

rurale; elle peut donc être disjointe des propositions relatives à cette matière et faire partie du projet de loi que nous rapportons ici.

La disposition consacre une innovation importante. Elle permet de frapper d'une peine de police la personne qui a facilité l'infraction commise par un enfant âgé de moins de seize ans dont elle a la garde.

S'il y a complicité dans le sens du Code pénal, les peines prévues par les articles de ce Code seront applicables. L'article 17 atteint le défaut de surveillance facilitant l'infraction. Il n'est donc pas nécessaire qu'il y ait eu complicité; le défaut de surveillance suffit. Ce mot comprend nécessairement le fait de laisser vagabonder l'enfant, le fait de le faire ou de le laisser mendier, le fait de négliger son instruction ou son apprentissage et tous autres qui sont de nature à le démoraliser même par inaction.

« La nouvelle infraction est basée sur l'omission d'un des devoirs essentiels de la puissance paternelle; elle se prouvera sans peine par les circonstances de la cause. La loi du 15 février 1897 (art. 25 quater) contient déjà une disposition analogue lorsqu'elle punit d'une peine de police la personne qui a la garde l'enfant, si celui-ci ne comparait pas sur l'ordre du tribunal. Ainsi, tout en respectant les principes généraux du droit pénal quant à la personnalité des peines, on donnera à l'action judiciaire une action efficace sur les parents coupables, qui échappaient jusqu'ici aux rigueurs de la loi. L'avenir dira si cette innovation est suffisante pour enrayer la progression de la criminalité infantile; si, contrairement à l'attente de la Commission, l'expérience n'est pas satisfaisante, la question se posera de savoir s'il ne conviendrait pas d'en revenir à une législation, peut-être moins parfaite en théorie, mais dont l'application n'a pas donné lieu aux plaintes que l'on entend aujourd'hui s'élever de toutes parts » (1).

Le projet du Gouvernement sur la police rurale ne reproduit pas la proposition de notre article 17, parce qu'elle trouve mieux sa place dans la loi sur la protection de l'enfance.

ART. 20.

Cet article reproduit en grande partie une disposition des projets antérieurs. La section centrale se rallie aux modifications introduites par le Gouvernement. Mais celui-ci ne repète pas la disposition du projet Lejeune relative à l'appel. Il faut cependant prévoir la faculté d'appeler de la décision prise par le juge. Nous proposons d'ajouter la disposition suivante :

« L'appel ne sera pas suspensif. Le délai pour l'interjeter sera de dix jours; il courra du jour où l'enfant aura été placé dans une école de bienfaisance ».

(1) Commission de la police rurale. Rapports et propositions, page 151.

ART. 21.

Cet article, qui consacre une disposition déjà en vigueur, a été unanimement adopté.

ART. 22.

La section centrale s'est ralliée à cet article consacré par tous les projets et proposition antérieurs et par l'usage.

CHAPITRE III.**DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA MORALITÉ ET LA FAIBLESSE DES ENFANTS.**

Les dispositions de ce chapitre sont empruntées en partie aux projets antérieurs, en partie à la loi française du 19 avril 1898. MM. Denis et consorts les ont reprises (1).

Elles constituent, les unes, une aggravation des peines prononcées par le Code pénal contre ceux qui se livrent à des crimes ou délits contre l'enfance. Les autres introduisent quelques innovations des plus judicieuses et nécessaires.

Les anciens rapports justifiaient ces aggravations :

« En examinant, dans le chapitre premier, les causes qui doivent entraîner
» la déchéance de la puissance paternelle, nous avons démontré combien certaines dispositions pénales, qui ont pour but de réprimer les infractions
» contre la moralité des enfants, sont défectueuses et insuffisantes.

» On ne nous en voudra pas de répéter ici que, dans notre législation, l'enfance ne reçoit aucune protection contre certains actes de la plus honteuse immoralité. Ceux qui ne sont pas initiés au droit criminel pourraient-ils croire que le crime le plus révoltant qui se puisse imaginer, l'excitation de mineurs à la débauche pratiquée même par des parents vis-à-vis de leurs enfants, n'est punissable que s'il constitue une habitude ? Dans l'ancienne Rome, le père de famille avait le droit de vie et de mort sur ses enfants. Sous l'Empire, il possédait encore celui de vendre ses enfants nouveau-nés. On s'est élevé avec raison contre ce droit barbare qui, disons-le à la louange de nos ancêtres, n'existait guère chez les Germains.

» Dans notre siècle civilisé, l'enfant a le droit de vivre ; il n'est plus la propriété de ses parents ; mais le père peut impunément dresser son enfant à la débauche, la mère prostituer sa fille ! Le mineur n'est plus une marchandise ; mais sa vertu peut être l'objet d'un commerce honteux !

» D'autre part, le Code pénal ne punit l'attentat à la pudeur, commis sans violence ni menace, que pour autant que la victime n'ait pas atteint l'âge de quatorze ans ! Une fille de moins de quinze ans accomplis ne

(1) Développements de M. Denis.

» peut se marier, mais elle peut donner un consentement valable à un acte
» immoral sur sa personne, à un crime contre son honneur !

» Et quelle indulgence dans la répression quand il s'agit d'atteindre les coupables de crimes contre la moralité de l'enfance ! L'attentat à la pudeur commis sans circonstances aggravantes sur un enfant de moins de quatorze ans n'est qu'un délit ; le fait n'est pas punissable au delà de cet âge. Le viol lui-même, commis sur une fille de plus de quatorze ans n'est pas un délit ; il devient un crime, punissable de la réclusion, vis-à-vis de *toute personne*, lorsqu'il est commis à l'aide de violences *graves* ou dans certaines autres circonstances prévues par l'article 375 du Code pénal. On sait d'ailleurs que presque toujours ce crime est correctionnalisé, et que, grâce à ce moyen d'enlever au fait son caractère criminel, le coupable n'est punissable que d'un emprisonnement de cinq ans au plus. Notons, enfin, que la présence d'un enfant à un outrage public aux mœurs ne constitue pas, dans le Code pénal, une circonstance aggravante du délit.

» On serait tenté d'accuser de mollesse les auteurs du Code pénal de 1867, si l'on ne tenait compte que depuis cette époque, l'immoralité a fait des progrès constants. Les dispositions que nous venons de critiquer pouvaient, il y a quarante ans, paraître protéger suffisamment les mœurs de l'enfance contre des attaques et des entreprises infâmes. En est-il encore de même aujourd'hui ?

» On n'a qu'à consulter les statistiques pour se convaincre que les crimes d'attentat à la pudeur et de viol deviennent d'année en année plus nombreux. Cette recrudescence se manifeste surtout dans les grandes villes et dans les centres populeux, et souvent au détriment de l'enfance.

» Des criminalistes, justement émus de cette situation qui devient presque un état social, cherchent des solutions ailleurs que dans les lois pénales et dans notre système pénitentiaire, qui leur semblent n'avoir pas produit l'effet qu'on pouvait en attendre. Sans doute, l'énergie de la loi et la sévérité de la répression ne suffisent pas seules pour arrêter les progrès de la criminalité. Sans doute aussi la loi doit être autant que possible l'expression des mœurs, et son action a pour limite les nécessités de l'ordre social. Mais peut-on contester sérieusement l'influence bienfaisante de la loi pénale sur les mœurs ? Que deviendrait l'humanité si — comme quelques-uns semblent le rêver — on attendait exclusivement de certaines réformes sociales la soumission de l'homme aux règles du devoir ?

» Il y a dans les mœurs actuelles un laisser-aller, un relâchement qui frappe les esprits les moins pessimistes. Le respect de la femme est devenu un préjugé : la jeune fille, l'épouse, la mère ne sont plus à l'abri de certaines entreprises que l'on qualifie de galantes. Est-ce cette situation que la loi doit refléter ? Nous ne le pensons pas. Que chacun soit libre de ses idées et de ses convictions intimes ; que, d'autre part, on travaille à corriger les mœurs, à les rendre parfaites, si l'on peut, par tous les moyens de persuasion et surtout par l'exemple, nous le voulons bien. Mais en attendant que cette régénération se produise ou que les mœurs deviennent simplement meilleures, empêchons ceux qui semblent ne plus avoir même

» l'idée de la morale, de nuire à leurs semblables et surtout à l'enfance qui
» est la base et l'avenir même de la société. »

Des criminalistes, des sociologues, des hommes publics appartenant à toutes les opinions, signalent l'immoralité comme un mal croissant sans cesse.

« L'immoralité — disait récemment M. Beernaert dans une réunion de
» savants —, l'immoralité nous envahit sous toutes les formes, et nous en
» serions plus frappés si l'accoutumance ne rendait indulgent. L'immoralité
» règne dans une partie de la presse ; elle salit la rue par l'annonce, par
» l'affiche, par l'image ; elle corrompt par le théâtre, par le café-concert, par
» le cabaret soi-disant artistique, par la chanson (1). »

De louables efforts sont tentés dans tous les pays pour enrayer le mal. En France, il s'est formé une institution, due à l'initiative de M. Béranger, d'une sorte de ligue de bien public, qui s'est donné pour mission d'aider et parfois de stimuler l'action des pouvoirs publics.

La jurisprudence aussi semble vouloir mettre le foyer familial à l'abri des entreprises de certains industriels impudents, qui se permettent de faire remettre à domicile des réclames et des prospectus contraires à la morale.

Mais, nous le répétons, l'initiative privée est insuffisante, et nos cours et tribunaux ne sont pas suffisamment armés. C'est aux pouvoirs publics à agir dans toute la mesure de leurs moyens, énergiquement et efficacement.

Le meilleur remède légal consiste incontestablement, comme nous le disons plus haut, dans l'application stricte de lois pénales sévères protégeant le jeune âge.

La section centrale se rallie donc aux dispositions de notre chapitre qui aggravent les peines prévues par le Code pénal et aux innovations proposées, en matière de crimes ou délits commis contre l'enfance.

La section centrale, après lecture du rapport, s'est ralliée à l'unanimité aux dispositions suivantes, dont l'ensemble formera le projet de loi sur la protection de l'enfance.

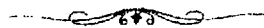
Le Rapporteur,

R. COLAERT.

Le Président,

NERINCX.

(1) Congrès de Bruxelles, juillet 1897. Discours d'ouverture de M. Beernaert, président.



Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

ARTICLE PREMIER.

Sont déchus de la puissance paternelle, à l'égard de tous leurs enfants :

1^o Les père et mère condamnés pour attentat à la pudeur, viol ou excitation à la débauche par application des articles 578 § 2 et 582 § 2 du Code pénal.

2^o Les père et mère condamnés à une peine criminelle du chef de tout fait, autre que l'avortement et l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant.

ART. 2.

La déchéance sera prononcée par le tribunal de première instance, sur la poursuite intentée d'office par le ministère public.

Quiconque l'a encourue est incapable de valider par son consentement un acte de ses enfants ou descendants.

Il est incapable également d'être tuteur même officieux, co-tuteur, subrogé-tuteur, membre d'un conseil de famille, curateur ou conseil de la mère tutrice.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

EERSTE HOOFDSTUK.

ONTZETTING VAN DE VADERLIJKE MACHT.

EERSTE ARTIKEL.

Worden uitgesloten van de vaderlijke macht ten opzichte van al hunne kinderen :

1^o De vader en de moeder die, door toepassing van de artikelen 378, § 2 en 582, § 2 van het Strafwetboek, werden veroordeeld wegens aanslag op de eerbaarheid, verkrachting of aanhitsing tot ontucht;

2^o De vader en de moeder die werden veroordeeld tot eene lijfstraf wegens elk ander feit dan vruchtafdrijving en kindermoord, gepleegd op den persoon van hun kind of afstammeling.

ART. 2.

De ontzetting wordt door de rechtbank van eersten aanleg uitgesproken, op vervolging ambtshalve ingesteld door het openbaar ministerie.

Al wie daardoor werd getroffen, is onbevoegd om door zijne toestemming eene akte van zijne kinderen of afstammelingen geldig te maken.

Hij is insgelijks onbevoegd om te zijn voogd, zelfs dienstwillige voogd, medevoogd, bijstaande voogd, lid van een familieraad, curator of raadsman der moeder-voogdes.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

ART. 3.

Le tribunal de première instance peut, sur la poursuite du ministère public, exclure de la puissance paternelle les père et mère, en tout ou en partie, à l'égard de tous leurs enfants ou de l'un ou plusieurs d'entre eux :

1^o S'ils tiennent une maison de débauche ou s'ils sont d'une conduite notoire.

2^o S'ils ont, par mauvais traitements, abus d'autorité ou négligence grave dans l'accomplissement de leurs obligations légales, compromis la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant.

3^o S'ils ont été privés de l'exercice de leurs droits de famille, par application des articles 31, 32 et 33 du Code pénal.

4^o S'ils ont été condamnés à une peine criminelle du chef d'un crime, autre qu'un crime politique, auquel ils ont associé leur enfant ou descendant, soit que celui-ci ait été condamné, soit qu'il ait été acquitté comme ayant agi sans imputabilité.

ART. 4.

Le tribunal peut, sur la réquisition du Ministère public, prononcer l'exclusion telle qu'elle est prévue par l'article 5, contre la femme qui épouse une personne déchue de la puissance paternelle.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

ART. 3.

De rechtbank van eersten aanleg kan, op vervolging ingesteld door het openbaar ministerie, geheel of gedeeltelijk van het vaderlijk gezag uitsluiten den vader en de moeder, ten opzichte van al hunne kinderen, of van één of verscheidene hunner :

1^o Indien zij een huis van ontucht houden of van algemeen bekend slecht levensgedrag zijn ;

2^o Indien zij, door mishandeling, misbruik van gezag of erge nalatigheid bij het vervullen van hunne wettelijke verplichtingen, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van hun kind in gevaar hebben gebracht ;

3^o Indien zij, door toepassing van de artikelen 31, 32 en 33 van het Strafwetboek, werden beroofd van de uitoefening van hunne familie-rechten ;

4^o Indien zij werden veroordeeld tot lijfstraf wegens een andere dan eene politieke misdaad, waaraan zij hun kind of afstammeling deden deelnemen, 't zij deze werd veroordeeld of vrijgesproken als zijnde niet toerekenbaar.

ART. 4.

De rechtbank kan, op eisch van het openbaar ministerie, de uitsluiting uitspreken, zooals deze is voorzien bij artikel 5, tegen de vrouw welke een persoon huwt die is ontzet van de vaderlijke macht.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

ART. 5.

Le tribunal, en prononçant la déchéance, ordonnera que le conseil de famille sera convoqué conformément aux articles 405 et suivants du Code civil.

Le conseil désigne, dans l'intérêt de l'enfant, la personne qui remplacera les père et mère dans les droits dont le tribunal les a exclus et dans les obligations qui y sont corrélatives.

Pour remplacer le père, le conseil désigne la mère ou, à défaut de la mère, un membre de la famille, quand l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas.

Si la personne désignée n'est pas la mère, cette personne ne peut avoir la jouissance des biens de l'enfant. En ce cas, les revenus de celui-ci doivent être essentiellement employés à son entretien et à son éducation.

Dans le même cas, il sera procédé, pour le consentement à l'option de nationalité et au mariage, comme si les père et mère faisaient défaut.

Le tribunal peut toujours, dans l'intérêt de l'enfant, modifier son choix sur la réquisition du Ministère public.

Si le tribunal ne trouve pas une personne apte à remplacer les père et mère et qui accepte, il met l'enfant à la disposition de l'autorité communale jusqu'à sa majorité.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regering en de Middenafdeeling.

ART. 5.

De rechtbank, de ontzetting uitsprekende, beveelt dat de familie-raad zal worden bijengeroepen overeenkomstig de artikelen 405 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

In 't belang van het kind, wordt door den raad aangewezen de persoon die den vader en de moeder zal vervangen in de rechten waarvan de rechtbank dezen heeft uitgesloten, en in de verplichtingen die daarmee in verband staan.

Ter vervanging van den vader, wordt door den raad aangewezen de moeder, of, bij ontstentenis van de moeder, een lid der familie, indien dit niet strijdt met het belang van het kind.

Is de aangewezen persoon niet de moeder, dan kan deze persoon niet hebben het genot van de goederen des kinds. In dit geval moet het inkomen van het kind hoofdzakelijk worden besteed aan zijn onderhoud en zijne opvoeding.

In hetzelfde geval wordt, voor de toestemming tot de keuze van nationaliteit en tot het huwelijk, gehandeld alsof er geen vader of moeder bestonden.

In 't belang van het kind, kan de rechtbank te allen tijde hare keuze wijzigen, op eisch van het openbaar ministerie.

Vindt de rechtbank geen persoon die geschikt is om den vader en de moeder te vervangen en die daarin toestemt, dan stelt zij het kind, tot aan zijne meerderjarigheid, ter beschikking van de gemeenteoverheid.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

ART. 6.

Dès que l'action en déchéance est introduite, le tribunal et, en cas d'urgence, le juge de référé peuvent, sur la réquisition du Ministère public, prendre telles mesures provisoires qu'ils jugent utiles relativement à la garde et à l'éducation de l'enfant.

ART. 7.

Ceux qui ont encouru la déchéance peuvent, sur leur demande, être réintégrés, en tout ou en partie, dans leurs droits par le tribunal qui l'a prononcée.

Cette demande n'est pas recevable avant l'expiration des dix ans à compter du jour où la décision a acquis l'autorité de la chose jugée, dans les cas de l'article premier, et de cinq ans, dans les cas de l'article 3.

ART. 8.

Les père et mère perdent l'exercice des droits indiqués en l'article 2 pendant qu'ils sont en état d'absence déclarée ou d'interdiction judiciaire.

Si la déchéance atteint le père, il est remplacé par la mère.

Si la mère est décédée, absente ou interdite ou si elle est exclue de la puissance paternelle à un autre titre,

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

ART. 6.

Zoodra het geding tot ontzetting is ingesteld, kan de rechtbank, en, wanneer er spoed bij is, de rechter in kortgeding, op eisch van het openbaar ministerie, zoodanige voorloopige maatregelen nemen, als zij noodig achten, betreffende de zorg voor het kind en zijne opvoeding.

ART. 7.

Zij, tegen wie ontzetting is uitgesproken, kunnen, op hun verzoek, geheel of gedeeltelijk, hunne rechten terugkrijgen van de rechtbank die de ontzetting uitsprak.

In de gevallen voorzien bij artikel 1, is deze eisch niet ontvankelijk vóór het verstrijken van de tien jaren, te rekenen van den dag waarop de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan; en, in de gevallen voorzien bij artikel 3, vóór het verstrijken van vijf jaren.

ART. 8.

De vader en de moeder verbeuren de uitoefening van de rechten, opgesomd in artikel 2, gedurende den tijd dat zij verkeerden in staat van verklaarde afwezigheid of van gerechtelijke interdictie.

Treft de ontzetting den vader, dan wordt hij vervangen door de moeder.

Is de moeder overleden, afwezig of geïnterdiceerd of is zij om eene andere reden ontzet van het vader-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

il sera procédé à la désignation de la
personne qui la remplacera, confor-
mément à l'article 5.

lijk gezag, dan wordt, ingevolge
artikel 5, overgegaan tot aanwijzing
van den persoon die haar vervangt.

ART. 9.

Sauf dans le cas de l'article 6, le
tribunal ne statue qu'après avoir
pris l'avis écrit du juge de paix du
domicile ou, à défaut du domicile,
de la résidence des père et mère.

ART. 9.

Behalve in het geval voorzien bij
artikel 6, doet de rechtbank eerst
uitspraak nadat zij het geschreven
advies van den vrederechter der
woonplaats van het kind heeft inge-
wonnen, of, bij gemis van woon-
plaats, der verblijfplaats van den
vader en de moeder.

Sauf dans le même cas, il entend
ou appelle également la mère qui
n'est ni absente ni interdite, avant
de statuer sur le remplacement ou
sur la réintégration du père.

Behalve in hetzelfde geval, hoort
zij of roept zij insgelijks de niet
afwezige of niet geïnterdiceerde
moeder, alvorens uitspraak te doen
over de vervanging van den vader
of de herstelling van dezen in zijne
rechten.

ART. 10.

La femme mariée ne doit pas être
autorisée à ester en justice dans les
cas prévus par les articles précé-
dents.

ART. 10.

De gehuwde moeder moet, in de
gevallen voorzien bij de voorgaande
artikelen, niet worden gemachtigd
om in rechten op te treden.

Dans ces mêmes cas, le délai
d'appel est fixé à quinze jours. L'ap-
pel n'est pas suspensif dans le cas
de l'article 6.

In die zelfde gevallen, wordt de
termijn, voor het aantekenen van
beroep, op vijftien dagen bepaald.
In het geval voorzien bij artikel 6,
brengt het beroep geen schorsing
mede.

ART. 11.

Les frais d'entretien et d'éduca-
tion de l'enfant indigent incombent
pour moitié à l'État et pour moitié
à la commune de son domicile de
secours.

ART. 11.

De kosten van onderhoud en op-
voeding van het behoeftig kind
komen, voor de helft, ten laste van
den Staat en, voor de andere helft,
ten laste van de gemeente waar het
zijn domicilie van onderstand heeft.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

L'action en justice pour le recouvrement des frais d'entretien et d'éducation de l'enfant contre ceux qui doivent à celui-ci des aliments, appartient à la commune.

Le remboursement de ces frais ne peut être poursuivi contre l'enfant que sur les biens possédés par lui, dont l'article 384 du Code civil attribue la jouissance aux père et mère.

L'action se prescrit conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.

CHAPITRE II.

DES MESURES JUDICIAIRES A L'ÉGARD DES JEUNES DÉLINQUANTS.

ART. 12.

Si l'inculpé n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment du fait incriminé, il pourra être mis sous mandat d'arrêt alors même que le délit ne peut entraîner un emprisonnement de trois mois.

Les inculpés sous mandat d'arrêt, qui n'avaient pas atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment du fait incriminé, pourront être confiés par le juge d'instruction à un parent, à une personne ou à une institution charitable, publique ou privée, qu'il désignera. Cette décision sera toujours révocable.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

De rechtsvordering tot terugbetaling der kosten van onderhoud en opvoeding des kinds tegen hen die het kind onderhoudskosten zijn verschuldigd, komt aan de gemeente toe.

De terugbetaling van die kosten kan van het kind enkel worden gevorderd op de goederen die het bezit en waarvan het genot bij artikel 384 van het Burgerlijk Wetboek wordt toegekend aan den vader en de moeder.

De rechtsvordering verjaart overeenkomstig de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

HOOFDSTUK II.

GERECHTELIJKE MAATREGELEN TEGENOVER JONGE MISDADIGERS.

ART. 12.

Had de beklaagde niet den leeftijd van 16 jaren bereikt op 't oogenblik dat hij het aangetijgde feit pleegde, dan kan tegen hem een bevel van aanhouding worden verleend, zelfs indien het wanbedrijf niet eene gevangenisstraf van drie maanden kan medebrengen.

De beklaagden, tegen wie een bevel van aanhouding is verleend, kunnen, indien zij, op 't oogenblik dat het aangetijgde feit werd gepleegd, niet den leeftijd van 16 jaren hebben bereikt, doorden onderzoeksrechter worden toevertrouwd aan een bloedverwant, aan een liefdadig persoon of aan eene openbare of private instelling van weldadigheid, door hem

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Un arrêté royal déterminera les allocations à attribuer à ceux qui seront chargés de la garde de l'enfant.

ART. 13.

Sauf devant le tribunal de police, l'inculpé qui n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis, au moment du fait incriminé, ne pourra être mis en jugement qu'en vertu d'une ordonnance de la Chambre du conseil ou de la Chambre des mises en accusation.

Si la Chambre du conseil, saisie par les réquisitions du ministère public ou par le rapport du juge d'instruction, ou si la Chambre des mises en accusation estime que l'inculpé a agi sans discernement et ne doit pas être mis à la disposition du Gouvernement, elle rendra une ordonnance de non-lieu.

Si la Chambre du conseil ou la Chambre des mises en accusation estime que l'inculpé a agi sans discernement et peut être mis à la disposition du Gouvernement, ou que l'inculpé a agi avec discernement, mais que, à raison de son âge et de ses antécédents, il n'y a pas lieu de prononcer une peine à son égard, elle le renverra devant le tribunal de police, qui statuera conformément à l'article 72 du Code pénal.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

aan te wijzen. Deze beslissing kan te allen tijde ingetrokken worden.

Een koninklijk besluit bepaalt de sommen, toe te kennen aan hen die worden belast met de zorg voor het kind.

ART. 15.

Behalve voor de politierechtbank, kan tegen den beklaagde die, op 't oogenblik dat hij het aangetijgde feit pleegde, niet den leeftijd van zestien jaren had bereikt, geen rechtsingang worden verleend tenzij uit krachte van een bevel der Raadkamer of der Kamer van inbeschuldigingstelling.

Indien de Raadkamer, bij welke de zaak aanhangig is gemaakt door den eisch van het openbaar ministerie of door het verslag van den onderzoekrechter, of indien de Kamer van inbeschuldigingstelling acht dat de beklaagde heeft gehandeld zonder oordeel des onderscheids en niet ter beschikking van de Regeering moet worden gesteld, zoo verleent zij een bevel tot niet-vervolgving.

Acht de Raadkamer of de Kamer van inbeschuldigingstelling dat de beklaagde handelde zonder oordeel des onderscheids en dat hij ter beschikking van de Regeering kan worden gesteld; ofwel, dat de beklaagde handelde met oordeel des onderscheids, doch dater, uit hoofde van zijn leeftijd en zijn vroeger levensgedrag, geene aanleiding bestaat om tegen hem eene straf uit te spreken, dan verwijst zij hem naar de politierechtbank, die uitspraak

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si la Chambre du conseil ou la Chambre des mises en accusation estime que l'inculpé peut être condamné à une peine, elle le renverra devant la juridiction compétente.

ART. 14.

Le paragraphe 2 de l'article 72 du Code pénal est modifié comme suit :

« Il pourra être mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité. »

Le paragraphe 3 du même article est abrogé.

ART. 15.

(Loi du 27 novembre 1891, modifiée par celle du 15 février 1897, art. 25, paragraphes 1 à 3.)

« Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de 16 ans accomplis, au moment du fait, sera traduit en justice et convaincu d'avoir commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police, le tribunal, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende ; mais il constatera l'infraction et réprimandera l'enfant ou, si la nature ou la gravité du fait ou les circonstances de la cause le requièrent, mettra l'enfant à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité. Dans les deux cas, il le condamnera aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

doet overeenkomstig artikel 72 van het Strafwetboek.

Acht de Raadkamer of de Kamer van inbeschuldigingstelling, dat de beklaagde kan worden veroordeeld tot eene straf, dan verwijst zij hem naar de bevoegde rechtsmacht.

ART. 14.

Het 2^{de} lid van artikel 72 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Het kind kan, tot zijne meerderjarigheid, ter beschikking van de Regeering worden gesteld. »

Het 3^{de} lid van hetzelfde artikel wordt ingetrokken.

ART. 15.

(Wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 15 Februari 1897, artikel 25, §§ 1 tot 3.)

« Wanneer iemand, die op het oogenblik dat het feit gepleegd werd niet den leeftijd van zestien jaar had bereikt, terechtstaat en er van overtuigd wordt met oordeel des onderscheids een misdrijf, strafbaar met eene politiestraf, te hebben gepleegd, zal de rechtbank ook wanneer er hervalling zijn mocht, hem niet veroordeelen tot gevangenzitting of boete; maar zij zal het misdrijf vaststellen en het kind berispen of, indien de aard of de gewichtigheid van het feit of de omstandigheden der zaak zulks vereischen, het kind ter beschikking van de Regeering stellen tot zijne meerderjarigheid. In beide

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si les dommages-intérêts n'excèdent pas 50 francs, le tribunal pourra les adjuger, sur la plainte de l'intéressé visée par le bourgmestre et accompagnée d'un procès-verbal d'évaluation du dommage dressé sans frais par ce fonctionnaire.

Les personnes responsables, soit en vertu de l'art. 1384 du Code civil, soit dans les termes d'une loi spéciale, seront régulièrement citées et tenues solidairement avec l'enfant des frais, des restitutions et des dommages-intérêts.

ART. 16.

(Loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 15 février 1897, art. 25^{bis}.)

Seront punis des peines de police comme auteurs de l'infraction commise par un enfant de moins de 16 ans :

1° Ceux qui, par un des moyens indiqués aux alinéas 3 et 4 de l'article 66 du Code pénal, auront participé à une infraction qui ne peut être punissable d'une peine criminelle ou d'une peine correctionnelle;

2° Ceux qui auront participé de la même manière à une infraction prévue par le Code forestier.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

gevallen zal zij het veroordeelen tot de kosten en, zoo er grond voor is, tot teruggave en tot schadevergoeding.

» Indien de schadevergoeding niet 50 frank te boven gaat, mag de rechtbank die toewijzen, op klacht van den belanghebbende, gevisceerd door den burgemeester en vergezeld van een proces-verbaal tot raming der schade, door dezen ambtenaar kosteloos opgemaakt.

» De personen die, hetzij krachtens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek, hetzij naar de bevoordingen eener bijzondere wet, aansprakelijk zijn, worden regelmatig gedagvaard en zijn met het kind hoofdelijk gehouden tot het betalen van de kosten, tot de teruggave en tot schadevergoeding.

ART. 16.

(Wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 15 Februari 1897, art. 25^{bis}.)

Worden gestraft met de politie-straffen, als plegers van het misdrijf, begaan door een kind beneden de zestien jaren :

« 1° Zij die, door een der middelen aangeduid in de alinea's 3 en 4 van artikel 66 van het Strafwetboek, deel hebben genomen aan eene overtreding die niet geene lijf- of boetstraf kan gestraft worden;

» 2° Zij, die op dezelfde wijze hebben deelgenomen aan eene bij het Boschwetboek voorziene overtreding. »

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Reggering en de
Middenafdeeling.

ART. 17.

(Disposition proposée par la Commission de police rurale.)

Dans tous les cas où un enfant âgé de moins de 16 ans aura commis une infraction et quelle que soit la mesure prise à son égard, si l'infraction a été facilitée par un défaut de surveillance, la personne qui a la garde de l'enfant pourra être condamnée à une peine de police, sans préjudice des dispositions du Code pénal et des lois spéciales concernant la participation.

ART. 18.

(Loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 13 février 1897, art. 25^{ter}.)

Quiconque aura recelé, en tout ou en partie, les choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'une contravention, sera puni d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de un à vingt-cinq francs ou d'une de ces peines seulement.

ART. 19.

(Loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 13 février 1897, art. 25^{quater}.)

Le tribunal pourra toujours ordonner la comparution personnelle de l'enfant.

ART. 17.

(Bepaling voorgesteld door de Commissie voor de landelijke politie.)

In al de gevallen waarin een kind, dat niet den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, een misdrijf begaat en welke maatregel ook tegen het kind moge genomen zijn, indien het misdrijf werd vergemakkelijkt door gemis van voldoende bewaking, zoo kan de persoon die voor het kind moet zorgen, worden veroordeeld tot eene politiestraf, onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek en van de bijzondere wetten betreffende deelneming.

ART. 18.

(Wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 13 Februari 1897, art. 25^{ter}.)

Alwie, geheel of gedeeltelijk, verheelt de voorwerpen die ten gevolge van eene overtreding in 't bezit zijn van een kind beneden de 16 jaren, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met eene boete van één tot vijf en twintig frank of met slechts ééne van deze straffen.

ART. 19.

(Wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 13 Februari 1897, art. 25^{quater}.)

De rechtbank mag altijd bevelen dat het kind persoonlijk voor haar zal verschijnen.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si, sans motif légitime, l'enfant ne comparait pas, la personne qui a la garde de cet enfant pourra de ce chef être condamnée à une amende de un à vingt-cinq francs et à un emprisonnement de un à sept jours ou à une de ces peines seulement.

ART. 20.

Les mineures, âgées de moins de 18 ans accomplis, qui se livrent à la prostitution, et les individus, âgés de moins de 18 ans accomplis, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, la débauche ou dans les trafics qui les exposent à la prostitution ou à l'habitude du délit, pourront être mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à leur majorité, par citation donnée à la requête du Ministère public près le tribunal de police dans le ressort duquel ils se trouveront.

Les mineurs qui se trouvent dans les conditions prévues par le paragraphe précédent et ceux qui, âgés de moins de 18 ans accomplis, donnent des sujets de mécontentement grave par leur désœuvrement et leur indiscipline, pourront, à la requête de leurs parents ou tuteurs, ou des personnes sous la garde desquelles ils auront été placés en vertu de la présente loi, être mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à leur majorité, par le tribunal de police dans le ressort duquel ils se trouveront.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

Indien het kind, zonder wettige reden, niet verschijnt, kan uit dien hoofde de persoon, die dat kind onder zijne hoede heeft, worden veroordeeld tot eene boete van één tot vijf en twintig frank en tot eene gevangenisstraf van één tot zeven dagen of tot slechts ééne van deze straffen.

ART. 20.

Minderjarige meisjes, die niet den leeftijd van 18 jaar hebben bereikt en zich overleveren aan ontucht, alsmede de personen die niet den leeftijd van 18 jaar hebben bereikt en hunne bestaansmiddelen zoeken in spel, ontucht of handelingen blootstellende aan ontucht of ze aan de gewoonte van het wanbedrijf, kunnen, na dagvaarding op eisch van het openbaar ministerie, door de politierechtbank, binnen welker rechtsgebied zij zich bevinden, ter beschikking van de Regeering worden gesteld totdat zij meerderjarig zijn.

Minderjarigen, die zich bevinden in de omstandigheden voorzien bij de vorige paragraaf, en zij die, niet den leeftijd van 18 jaar hebbende bereikt, door hunne ledigheid en tuchtelooheid, reden geven tot erg misnoegen, kunnen, op aanvraag van hunne ouders of voogden of van de personen onder wier hoede zij, krachtens de wet, worden geplaatst, door de politierechtbank, binnen welker rechtsgebied zij zich bevinden, tot hunne meerderjarigheid ter beschikking van de Regeering worden gesteld.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

L'appel ne sera pas suspensif. Le
délai pour l'interjeter sera de dix
jours; il courra du jour où l'enfant
aura été placé dans une école de
bienfaisance.

Aanteekening van beroep brengt
geene schorsing mede. De termijn
voor het aanteekenen van beroep is
tien dagen; hij vangt aan den dag
dat het kind in eene weldadigheids-
school werd opgenomen.

ART. 21.

Les individus mis à la disposition
du Gouvernement en vertu du cha-
pitre 2 de la présente loi ou en vertu
de l'article 72 du Code pénal seront
internés dans une école de bienfai-
sance de l'État.

Les dispositions des articles 28
à 32 et 37 de la loi du 27 novembre
1891 modifiée par celle du 15 fé-
vrier 1897 leur sont applicables.

ART. 21.

De personen die, uit krachte van
hoofdstuk II dezer wet of uit krachte
van artikel 72 van het Strafwetboek,
ter beschikking van de Regeering
zijn gesteld, worden in eene welda-
digheidsschool opgesloten.

De bepalingen van de artikelen
28 tot 32 en 37 der wet van 27 No-
vember 1891, gewijzigd door de wet
van 15 Februari 1897, zijn toepas-
selijk op hen.

ART. 22.

Les décisions par lesquelles un in-
dividu a été mis à la disposition du
Gouvernement en vertu de l'arti-
cle 72 du Code pénal, ou en vertu
du chapitre II de la présente loi, ne
seront pas mentionnées dans les do-
cuments délivrés par les autorités
concernant les antécédents de ces
individus.

ART. 22.

De beslissingen, waarbij een per-
soon ter beschikking van de Regee-
ring wordt gesteld uit krachte van
artikel 72 van het Strafwetboek of
uit krachte van hoofdstuk II dezer
wet, worden niet vermeld in de
stukken door de overheden afgele-
verd aangaande het vroeger levens-
gedrag van dien persoon.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel nitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

CHAPITRE III.

DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA
MORALITÉ ET LA FAIBLESSE DES
ENFANTS.

ART. 23.

L'article 372 du Code pénal est
remplacé par la disposition suivante :

« Tout attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de seize ans accomplis, sera puni de la réclusion. »

Sera puni des travaux forcés de dix à quinze ans l'attentat à la pudeur commis, sans violences ni menaces, par tout ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur, même âgé de 16 ans accomplis, mais non émancipé par le mariage.

ART. 24.

L'article 373 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

L'attentat à la pudeur, commis avec violences ou menaces, sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

HOOFDSTUK III.

VAN DE MISDADEN EN WANBEDRIJVEN
TEGEN DE ZEDELIIKHEID EN DE ZWAK-
HEID DER KINDEREN.

ART. 23.

Artikel 372 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Elke aanranding der eerbaarheid, zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een kind van de eene of andere kunne, dat niet den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, wordt gestraft met opsluiting.

De aanranding der eerbaarheid, zonder geweld noch bedreigingen door een bloedverwant in opklimmende lijn gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een minderjarige, zelfs als deze den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoogd door het huwelijk, wordt gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaren.

ART. 24.

Artikel 373 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

De aanranding der eerbaarheid, met geweld of bedreigingen gepleegd op personen van de eene of andere kunne, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaren.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si l'attentat a été commis sur la personne d'un mineur de plus de 16 ans accomplis, le coupable subira la réclusion.

La peine sera des travaux forcés de dix à quinze ans, si le mineur était âgé de moins de 16 ans accomplis.

ART. 23.

L'article 375 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Sera puni de réclusion quiconque aura commis le crime de viol, soit à l'aide de violences ou de menaces graves soit par ruses, soit en abusant d'une personne qui, par l'effet d'une maladie, par l'altération de ses facultés ou par toute autre cause accidentelle, avait perdu l'usage de ses sens ou en avait été privée par quelque artifice.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant de plus 14 ans accomplis et de moins de 16 ans accomplis, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Est réputé viol à l'aide de violences le seul fait du rapprochement charnel des sexes commis sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de 14 ans accomplis. Dans ce cas, la peine sera des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

Is de aanslag gepleegd op den persoon van een kind dat den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, zoo zal de schuldige opsluiting ondergaan.

Heeft de minderjarige niet den leeftijd van zestien jaren bereikt, dan is de straf dwangarbeid van tien tot vijftien jaren.

ART. 25.

Artikel 375 van het Strafwetboek wordt vervangen door de navolgende bepalingen :

Al wie de misdaad van verkrachting heeft gepleegd, hetzij door middel van gewelddaden of erge bedreigingen, hetzij door misbruik te maken van een persoon die, ten gevolge van ziekte, door krenking zijner vermogens of door alle andere toevallige oorzaak, het gebruik zijner zinnen had verloren of daarvan door eenige arglist was beroofd geweest, wordt gestraft met opsluiting.

Is de misdaad gepleegd op den persoon van een kind dat reeds den leeftijd van veertien jaren en nog niet den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, dan wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Wordt geacht verkrachting te zijn door middel van gewelddaden, de enkele daad van vleeschelijke gemeenschap der seksen, gepleegd op den persoon van een kind dat niet den leeftijd van veertien jaren heeft bereikt. In dit geval is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Elle sera des travaux forcés à perpétuité si l'enfant était âgée de moins de 10 ans accomplis.

ART. 26.

L'article 376 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni des travaux forcés de quinze à vingt ans.

ART. 27.

L'article 377 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Si le coupable est l'ascendant, l'instituteur ou le serviteur à gages de la victime ; s'il est de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ; s'il est le serviteur à gages soit d'un ascendant ou d'un instituteur de la victime, soit d'une personne ayant autorité sur elle ; si, étant ministre d'un culte ou fonctionnaire public, il a abusé de sa position pour accomplir l'attentat ; s'il est médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de santé et que l'enfant fut confié à ses soins ; ou si, dans le cas des articles 373, 375 et 376, le coupable, quel qu'il soit, a été aidé, dans l'exécution du crime ou du délit, par une ou plusieurs personnes, les peines seront fixées comme suit :

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regering en de Middenafdeeling.

Zij is levenslange dwangarbeid, indien het kind niet den leeftijd van tien jaren had bereikt.

ART. 26.

Artikel 376 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Heeft de verkrachting, of de aanranding der eerbaarheid, den dood veroorzaakt van den persoon op welken zij werd gepleegd, dan wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

ART. 27.

Artikel 377 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Is de schuldige een bloedverwant in opklimmende lijn, de onderwijzer of loontrekkende dienaar van het slachtoffer ; behoort hij tot degenen die over hem gezag hebben ; is hij de loontrekkende dienaar hetzij van een bloedverwant in opklimmende lijn of van een onderwijzer van het slachtoffer, hetzij van een persoon die er gezag over heeft ; heeft hij, dienaar van een eeredienst of openbaar ambtenaar zijnde, misbruik gemaakt van zijnen staat om de aanranding te plegen ; is hij geneesheer, heelmeeester, vroedmeester of officier van gezondheid en werd het kind aan zijne zorgen toevertrouwd ; of werd, in de gevallen voorzien bij de artikelen 373, 375 en 376, de schuldige, wie hij ook zij, in de uit-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 372, la peine sera celle des travaux forcés de dix ans à quinze ans ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 373, le maximum de l'emprisonnement sera doublé ;

Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 373, la peine sera celle des travaux forcés de quinze ans à vingt ans ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 375, la peine de la réclusion sera de sept ans au moins ;

Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 375, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 376, la peine des travaux forcés sera de dix-sept ans au moins.

ART. 28.

Les articles 379 et 380 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 379. Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité lui était connu, sera puni de la réclusion, si

voering van de misdaad of van het wanbedrijf geholpen door één of meer personen, dan worden de straffen verhoogd als volgt :

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 372, is de straf dwangarbeid van tien tot vijftien jaren ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 373, wordt het maximum van de gevangenisstraf verdubbeld ;

In de gevallen voorzien bij de paragrafen 2 en 3 van artikel 373, is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 375, is de straf opsluiting van ten minste zeven jaren.

In de gevallen voorzien bij de paragrafen 2 en 3 van artikel 375, is de straf levenslange dwangarbeid ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 376, is de straf ten minste zeventien jaren dwangarbeid.

ART. 28.

De artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

Art. 379. Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hem bekend was, aan te hitsen, ze te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde eens an-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

le mineur est âgé de plus de 16 ans accomplis.

La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans si le mineur n'avait pas atteint l'âge de seize ans accomplis. Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de dix ans accomplis.

Art. 380. Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 29.

Les dispositions 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867, modifiée par les lois du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, en tant qu'elles concernent les circonstances atténuantes, ne sont pas applicables aux infractions prévues par les articles 379 et 380 du Code pénal.

ART. 30.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 385 du Code pénal :

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

ders driften te voldoen, wordt gestraft met opsluiting, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt.

De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige niet den leeftijd van zestien jaren had bereikt. Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind niet den leeftijd van tien jaren had bereikt.

Art. 380. Al wie eenen aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, ze te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde eens anders driften te voldoen, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren.

ART. 29.

De bepalingen van de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867, gewijzigd door de wetten van 26 December 1881 en 4 September 1891, zijn, in zooverre zij de verzachtende omstandigheden betreffen, niet van toepassing op de misdrijven voorzien bij de artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek.

ART. 30.

Aan artikel 385 van het Strafwetboek wordt de volgende paragraaf toegevoegd :

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si l'outrage a été commis en présence d'un enfant âgé de moins de seize ans accomplis, la peine sera d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 fr. à 1000 francs.

ART. 31.

Les numéros 17 et 18 de l'article premier de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions sont modifiés comme suit :

17° Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de seize ans accomplis ;

Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces par un ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur, même âgé de plus de seize ans accomplis, mais non émancipé par le mariage ;

18° Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité était connu de l'auteur de l'infraction.

Pour attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui,

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

Werd de schennis bedreven in tegenwoordigheid van een kind dat niet den leeftijd van zestien jaren had bereikt, dan is de straf gevangenisstraf van ééne maand tot drie jaren en geldboete van 100 tot 1000 frank.

ART. 31.

De nummers 17 en 18 van het eerste artikel der wet van 15 Maart 1874 op de uitleveringen worden gewijzigd als volgt :

17° Voor aanranding der eerbaarheid zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van de eene of de andere kunne, die niet den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt ;

Voor aanranding van de eerbaarheid zonder geweld noch bedreigingen door een bloedverwant in de opklimmende lijn gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een minderjarige, zelfs wanneer hij den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoegd door het huwelijk.

18° Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of de andere kunne, wier staat van minderjarigheid den dader van het misdrijf bekend was, aan te hitsen, ze te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde eens anders driften te voldoen.

Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou l'autre sexe, dont l'auteur de l'infraction ignorait l'état de minorité par sa négligence.

ART. 32.

L'article 370 du Code pénal est modifié comme suit :

Celui qui aura enlevé ou fait enlever une fille en dessous de l'âge de dix-huit ans accomplis, qui aura consenti à son enlèvement ou qui aura suivi volontairement son ravisseur, sera puni, s'il est majeur, d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs et pourra être de plus condamné à l'interdiction conformément à l'article 33 du Code pénal.

Il sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs, s'il est mineur.

ART. 33.

Les articles 354 à 360 inclus du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

354. — Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à cent francs ceux qui ont exposé ou fait exposer, et ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, en un

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

van de andere kunne, wier staat van minderjarigheid de pleger van het misdrijf niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, ze te vergemakkelijken of gewoonlijk te begunstigen, ten einde eens anders driften te voldoen.

ART. 32.

Artikel 370 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

Hij, die heeft geschaakt of deed schaken een meisje, dat niet den leeftijd van achttien jaren heeft bereikt en dat in hare schaking toestemde of haren schaker vrijwillig volgde, wordt, indien hij meerderjarig is, gestraft met eene gevangenisstraf van twee tot vijf jaren en eene geldboete van vijftig tot vijf honderd frank en kan, daarenboven, overeenkomstig artikel 33 van het Strafwetboek, worden veroordeeld tot interdictie.

Indien hij minderjarig is, wordt hij gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar en met eene geldboete van vijftig tot drie honderd frank.

ART. 33.

De artikelen 354 tot en met 360 worden vervangen door de volgende bepalingen :

354. Zij, die een kind of een onbekwame, zich zelf niet kunnende beschermen uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, hebben te vondeling gelegd of doen leggen, en zij, die zoodanig kind of onbe-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

lieu non solitaire, un enfant ou un incapable, hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental.

555. — Les délits prévus par le précédent article seront punis d'un emprisonnement de *trois mois* à deux ans et d'une amende de *vingt-six francs* à *deux cents francs*, s'ils ont été commis par les père et mère légitimes ou naturels, ou par des personnes à qui l'enfant ou l'incapable était confié.

556. — Si par suite du délaissement l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, ou s'il a ressenti une maladie ou incapacité de travail, les coupables seront punis :

Dans le cas prévu par l'article 554, d'un emprisonnement de six mois à 2 ans et d'une amende de 26 francs à 200 francs.

Dans le cas de l'article 555, d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 50 francs à 300 francs.

557. — Si le délaissement a causé la mort de l'enfant ou de l'incapable la peine sera :

Dans le cas de l'article 554, d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 50 francs à 300 francs.

558. — Seront punis d'un emprisonnement de *six mois* à trois ans, et d'une amende de 50 francs à 300 francs, ceux qui auront délaissé

kwame op eene niet eenzame plaats hebben verlaten of doen verlaten, worden gestraft met eene gevangenisstraf van *éene maand* tot één jaar en eene geldboete van 26 tot 100 frank.

555. De bij het vorig artikel voorzene wanbedrijven worden gestraft met eene gevangenisstraf van *drie maanden* tot twee jaren en eene boete van 26 tot 200 frank, indien zij zijn gepleegd door den wettigen of natuurlijke vader of door de wettige of natuurlijke moeder of door personen aan wie het kind was toevertrouwd.

556. Indien, ten gevolge van de verlating, het kind of de onbekwame verminkt of gebrekkelijk is gebleven of indien daaruit voor hem eene ziekte of onbekwaamheid tot werken is voortgevloeid, worden de schuldigen gestraft :

In het geval voorzien bij artikel 554, met eene gevangenisstraf van zes maanden tot *twee jaren* en eene geldboete van 26 tot 200 frank.

In het geval voorzien bij artikel 555, met eene gevangenisstraf van een jaar tot *drie jaren* en eene geldboete van 50 tot 300 frank.

557. Heeft de verlating den dood veroorzaakt van het kind of van den onbekwame, dan is de straf :

In het geval voorzien bij artikel 554, *eene gevangenisstraf van één jaar tot drie jaren* en eene geldboete van 50 tot 300 frank.

558. Zij, die een kind of een onbekwame, zich zelf niet kunnende beschermen uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, op eene

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

ou fait délaisser dans un lieu solitaire un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental.

359. — L'emprisonnement sera d'un an à cinq ans et l'amende de 100 francs à 300 francs, si les coupables du délaissement sont les père et mère légitimes ou naturels ou des personnes à qui l'enfant ou l'incapable était confié.

360. — Si, par suite du délaissement prévu par les deux articles précédents, l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, les coupables seront punis de la réclusion.

Si le délaissement a causé la mort les coupables seront condamnés aux travaux de dix à quinze ans.

ART. 34.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal, dont elle formera l'article 369^{bis} :

Quand il aura été statué sur la garde d'un mineur par décision de justice provisoire ou définitive, au cours ou à la suite d'une instance de séparation de corps ou de divorce, ou dans d'autres circonstances prévues par la loi, le père ou la mère qui ne représentera pas ce mineur à ceux qui ont le droit de le réclamer, ou qui l'enlèvera ou le fera enlever même de son consentement, sera puni d'un emprisonnement d'un

eenzame plaats hebben verlaten of doen verlaten, worden gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaren of eene geldboete van 50 tot 300 frank.

359. De gevangenisstraf is één jaar tot vijf jaren en de geldboete 100 tot 300 frank indien de schuldigen aan verlating de wettige of natuurlijke vader en moeder zijn ofwel personen aan wie het kind of de onbekwame was toevertrouwd.

360. Indien, ten gevolge van de verlating bij de twee voorgaande artikelen voorzien, het kind, of de onbekwame, verminkt of gebrekkelijk is gebleven, worden de schuldigen gestraft met opsluiting.

Heeft het te vondeling leggen of het verlaten op eene openbare plaats den dood veroorzaakt, dan worden de schuldigen gestraft met tien tot vijftien jaren dwangarbeid.

ART. 34.

Aan het Strafwetboek wordt de volgende bepaling, wordende artikel 369^{bis}, toegevoegd :

Is er, in den loop of ten gevolge van een geding tot scheiding van tafel en bed of tot echtscheiding, of in andere omstandigheden bij de wet voorzien, bij voorloopige gerechtelijke beslissing of bij eindbeslissing, uitspraak gedaan over de vraag aan wie een minderjarige wordt toevertrouwd, dan wordt de vader of de moeder die den minderjarige niet toont aan hen die het recht hebben hem op te eischen of die, zelfs met

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

mois à un an et d'une amende de
vingt-six francs à cinq mille francs.

Si le coupable a été déchu de la
puissance paternelle, l'emprisonne-
ment pourra être relevé jusqu'à
trois ans.

ART. 35.

La disposition suivante est ajoutée
au Code pénal dont elle formera
l'article 401^{bis} :

Sera puni des peines portées par
les articles 398 à 401, et suivant les
distinctions y établies, quiconque
aura volontairement privé d'ali-
ments ou de soins un enfant au-des-
sous de l'âge de quinze ans accom-
plis, au point de compromettre sa
santé.

ART. 36.

Le paragraphe suivant est ajouté
à l'article 410 du Code pénal :

Il en sera de même si le crime ou
le délit a été commis envers un en-
fant au-dessous de l'âge de 15 ans
accomplis par ses père et mère légi-
times, naturels ou adoptifs, ou par
toutes autres personnes ayant auto-
rité sur l'enfant ou ayant sa garde.

ART. 37.

Quiconque, en dehors des cas pré-
vus par le Code pénal, la loi du
28 mai 1888, et la loi du 19 dé-

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regering en de
Middelenafdeeling.

*zijne toestemming, hem schaakt of
hem doet schaken*, gestraft met eene
gevangenisstraf van ééne maand tot
één jaar en eene geldboete van 26
tot 3,000 frank.

Werd de schuldige ontzet van de
vaderlijke macht, dan kan de gevan-
genisstraf worden verhoogd tot drie
jaren.

ART. 35.

De navolgende bepaling wordt
toegevoegd aan het Strafwetboek
en zal daarvan 401^{bis} uitmaken.

Al wie een kind, dat niet den leef-
tijd van vijftien jaren heeft bereikt,
vrijwillig heeft beroofd van voeding
of zorgen, in zooverre dat zijne ge-
zondheid gevaar loopt, wordt ge-
strafst met de straffen voorzien bij
de artikelen 398 tot 401, en vol-
gens het daarin gemaakt onder-
scheid.

ART. 36.

De volgende bepaling wordt toe-
gevoegd aan artikel 410 van het
Strafwetboek :

Dit zal ook het geval zijn indien
de misdaad of het wanbedrijf is ge-
pleegd door de wettige, natuurlijke
vader en moeder, den pleegvader of
de pleegmoeder, of door alle andere
personen die gezag over het kind of
het in bewaring hebben, op een
kind dat niet den leeftijd van vijf-
tien jaren heeft bereikt.

ART. 37.

Al wie, buiten de gevallen voor-
zien en gestraft door het Strafwet-
boek, de wetten van 28 Mei 1888

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

cembre 1889, aura employé un enfant âgé de moins de 16 ans accomplis à des travaux qui excèdent manifestement ses forces, sera puni d'une amende de vingt-six francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu d'enfants ainsi employés, sans que la somme des peines puisse excéder mille francs.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées, sans que le total des amendes puisse dépasser deux mille francs.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre I^{er} de ce Code sont applicables à l'infraction prévue par le présent article.

Tekst in gémeen overleg aangenomen door de leden
van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en
de Middenafdeeling.

en van 13 December 1889, een minderjarige, die niet den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, gebruikt tot het verrichten van of voor zijnen leeftijd blijkbaar te zwaar werk, wordt gestraft met eene geldboete van 26 tot 200 frank.

De boete is van toepassing zoo veelmaal als er aldus kinderen aan 't werk worden gesteld, zonder dat de som der geldboeten duizend frank mag te boven gaan.

Ingeval van herhaling binnen twaalf maanden na de vroegere veroordeeling, worden de straffen op het dubbel gebracht, zonder dat het bedrag der geldboeten meer dan twee duizend frank mag belopen.

In afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en artikel 85, boek I van dit Wetboek van toepassing op het misdrijf voorzien bij dit artikel.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 AUGUSTUS 1908.

Wetsvoorstel tot kinderbescherming (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

Het eerste ontwerp van wet betreffende de kinderbescherming ging uit van den heer Lejeune. Het werd door den achtbaren heer Minister van Justitie ingediend, ter vergadering der Kamer van Volksvertegenwoordigers, den 10ⁿ Augustus 1889.

Eerst in de maand December van hetzelfde jaar kon het door de Afdeelingen in behandeling worden genomen. De Middenafdeeling onderzocht het op hare beurt, doch oordeelde dat slechts na onderzoek van het verslag der Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek over den titel IX : *Van de Vaderlijke macht*, het ontwerp met goed gevolg en gansch omstandig zou behandeld worden. Ondertusschen hadden het Congres, in October 1890 te Antwerpen gehouden, en andere vergaderingen van geleerden de kinderbescherming aan de orde gebracht. In den loop van het zittingsjaar 1890-1891, legde de Regeering ter tafel « *le Recueil des législations étrangères* » betreffende hetzelfde onderwerp, en op 5 April 1892 de *processen-verbaal van de vergaderingen der Commissie belast met het voorbereiden van een ontwerp van zedenwet*.

Deze stukken, alsmede het onderzoek van het ontwerp door de criminalisten, brachten meer licht in de Middenafdeeling om de talrijke vraagstukken, door het wetsontwerp opgeworpen, grondig te behandelen.

Op 27 April 1892 legde, namens de Middenafdeeling, de heer Colaert zijn verslag neer. Doch het ontwerp verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers. Op 1 Februari 1893 werd het opnieuw aangeboden en daarop werd een tweede verslag door den heer Colaert ingediend den 22ⁿ Februari 1893.

(1) Wetsvoorstel, n^r 44 (zittingsjaar 1904-1905).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Mabilie, Hambursin, Colaert, Beernaert, Van Der Linden en Hoëvois.

De eerste Middenafdeeling had talrijke amendementen op het eerste ontwerp voorgesteld; op verschillende hoofdpunten weken die af van de inzichten der Regeering. Deze nam ze in aanmerking, en op 20 Juli 1893 werd door den achtbaren heer Lejeune, Minister van Justitie, ter Kamer eene reeks amendementen ingediend tot wijziging van zijn eerste ontwerp.

Bij de ontbinding van 1894 verviel weerom het ontwerp der Regeering en ook het verslag der Middenafdeeling.

Op 24 Mei 1893 legde de heer Begerem, die Minister van Justitie was geworden, een nieuw wetsontwerp ncer; mits enkele wijzigingen, nam het dit van den heer Lejeune over.

Over de amendementen, door de Regeering ingediend, moest een nieuw verslag worden uitgebracht, althans over de nieuwe vraagstukken en de voorgestelde wijzigingen. Het verslag der Middenafdeeling werd nogmaals toevertrouwd aan den heer Colaert; hij diende het in den 26ⁿ Mei 1897.

De ontbinding der Kamers in 1900 kwam het ontwerp andermaal treffen; sedert werd het door de Regeering niet meer aangeboden, niettegenstaande het aandringen van sommige Kamerleden.

Den 16ⁿ December 1904 diende de heer Denis het ontwerp opnieuw in onder zijne handteekening en onder die van de heeren Vandervelde en Pirard. De achtbare ondertekenaars van het wetsvoorstel verbonden het rechtstreeks met het laatste verslag van den heer Colaert en met de amendementen der Middenafdeeling van 1897 (1).

« Uit het in 1897 gewijzigd ontwerp zijn de artikelen 1 tot en met 38 » schier letterlijk overgenomen.

» De artikelen 39 tot 43 zijn getrokken uit Fransche wetten, op dit » gebied in de laatste vijf jaren aangenomen, en uit sommige hervormingen » voorgesteld door de rechtsgeleerden en de schrijvers die zich bekommerden om de verwaarloosde kinderen. »

Door al die wisselvalligheden heen kwam het vraagstuk der kinderscherming, overgenomen door de heeren Denis en medeleden, voor de Middenafdeeling, nadat het gunstig onthaald werd in al de Afdeelingen, behalve sommige voorbehoudingen waarop zal gewezen worden bij de artikelen waartoe zij behooren.

ONDERZOEK VAN HET WETSVoorSTEL DOOR DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling acht het haren plicht, zich aan te sluiten bij de ondertekenaars van het wetsvoorstel om eene welverdiende hulde te brengen aan dezen die zich bekommerden met het gewichtig vraagstuk dat de Kamer moet oplossen, namelijk aan den heer Jules Lejeune, Minister van State, die het de eerste voor de Belgische Kamer bracht, en aan den heer Arthur Levoz, die er een merkwaardig boek over schreef (2). Met

(1) Wetsvoorstel. Toelichting, n° 44, bl. 5. Vergadering van 16 December 1904.

(2) *La Protection de l'Enfance et le Code de l'Enfance*. Parijs, 1904.

genoegen ook wijst zij op de pogingen van den heer Renkin, Minister van Justitie, om een werk van maatschappelijk behoud, dat maar al te lang verwaarloosd werd, te doen slagen. Zoodra hij Minister van Justitie was, nam hij ruimschoots deel aan de behandeling van het wetsvoorstel in de Middenafdeeling en bood amendementen aan, die verder onderzocht zullen worden. Aldus ontstond er tusschen de Regeering, de Middenafdeeling en de achtbare onderteekenaars van het voorstel, een soort van verstandhouding die de Kamer in staat zal stellen, het onderhavige wetsvoorstel, zonder verder uitstel, te behandelen en goed te keuren.

ALGEMEENE BEHANDELING.

Over het beginsel van het voorstel en over zijne hoofdgedachten rees er niet het minste verschil van meening op. Derhalve machtigde de Middenafdeeling haren verslaggever, de algemeene beschouwingen te herhalen, die de vroegere Afdeelingen eenparig hadden goedgekeurd.

De zienswijze van de toenmalige Middenafdeeling over het ontwerp in zijn geheel werd door het verslag uitgedrukt als volgt :

« De openbare meening bekommert zich zeer om het lot van de zedelijk » verwaarloosde kinderen. Wijsgeeren, rechtsgeleerden, magistraten, ver- » schrikt door het toenemen van het aantal misdaden, overtuigd dat onze » strafwetten, alhoewel merkelyk verbeterd, niet bij machte zijn om de » kwaal te stremmen, vragen dringend dat de wetgever zijne blikken zou » wenden naar die kinderen en hunne bescherming door de wet zou » regelen.

» De vondelingen, de schamele weezen, de stoffelyk verwaarloosde kin- » deren vinden in onze wetten eene bescherming die toereikend en doel- » matig schijnt. Hetzelfde mag worden gezegd van de jonge behoeftigen, » bedelaars en landloopers, alsmede van sommige minderjarigen, vrijge- » sproken, krachtens artikel 72 en volgende van het Strafwetboek, omdat » ze zonder oordeel des onderscheids hadden gehandeld. Althans moet men » bekennen dat die soorten van kinderen sedert lang het voorwerp zijn » geweest van de bezorgdheid des wetgevers, gestadig bekommerd met » hunne zedelijke verbetering.

» Dat is het geval niet met een aantal andere kinderen behoorende door » hunne geboorte tot gezinnen waar zij aan zichzelf zijn overgeleverd » of waarvan onwaardige ouders broeinesten van zedeloosheid en misdaad » maakten.

» Wat gedaan met die rampzalige schepsels, welke niet zelden meer te » beklagen zijn dan de stoffelyk verwaarloosde kinderen? Moet hun toe- » stand geregeld worden, ofwel moet men het gewichtig en hoofdzakelyk » vraagstuk hunner bescherming door de wet onopgelost laten?

» Het gezin is de grondslag der samenleving; het is op zichzelf eene » kleine maatschappij en de uitoefening van de vaderlijke macht is enkel » het bestuur dier maatschappij. Indien de kinderen, getroeteld met al de » stoffelyke zorgen door hunne tengere jaren vereischt, tevens voorbeelden

» van zedelijkheid voor oogen hebben, dan zal de heilzame invloed hunner
 » ouders verder strekken dan het ouderlijke dak door ze te doen opgroeien
 » tot nuttige burgers voor de samenleving. De wet moet dien weldoenden
 » invloed bevorderen en steunen; zij mag niets doen dat hem kan verlam-
 » men of belemmeren. Doch, wanneer de gezondheid, de veiligheid of de
 » zedelijkheid van een kind in gevaar verkeeren; wanneer terecht mag
 » worden gezegd dat het wezenlijk geen ouders heeft, of dat het voor hem
 » beter ware zijne ouders nooit te hebben gekend, mag dan de wetgever
 » zijne blikken afwenden en aan de openbare macht het recht ontzeggen
 » om in het ontheiligd heiligdom van het huisgezin te dringen?

» Zedenmeesters zonder wilskracht beklagen wel het lot van de zedelijk
 » verwaarloosde kinderen, doch tevens achten zij dat men in de eerste
 » plaats moet trachten de zeden te verbeteren en den tijd, waardoor veel
 » dingen veranderen, zijn werk laten doen : *Quid leges sine moribus?*
 » Anderen, mannen met ondernemingsgeest en moed, aarzelen niet te ver-
 » konden dat het heil van het menschedom kan afhangen van de oplossing
 » van het vraagstuk (1) en dat de Staat een dringenden plicht kwijt als
 » hij de zedelijk verwaarloosde kinderen onttrekt aan hunne ongezonde
 » omgeving (2).

» Sedert eenige jaren stelde de Belgische Regeering verscheidene maat-
 » regelen voor ter bescherming van de minderjarigen, en door de wetgevende
 » macht werden zij bekrachtigd. Zoo hebben wij de wet van 16 Augustus
 » 1887, waarbij worden gestraft : de dranksljters die, bij het drijven van
 » hunnen handel, aan minderjarigen beneden zestien jaar dronkenmakende
 » dranken toedienen, en zij, die minderjarigen van denzelfden leeftijd doen
 » drinken tot ze blijkbaar bedronken zijn; de wet van 28 Mei 1888 tot
 » bescherming der kinderen werkzaam bij zwerfende bedrijven, die
 » strenge straffen uitvaardigt tegen hen die hunne kinderen, de kinderen
 » waarover zij voogd zijn of hunne leergasten overlaten aan koordedansers
 » of lieden die soortgelijk bedrijf uitoefenen; ten slotte, de wet van 15 De-
 » cember 1889 die een allerdoelmatigst middel is tot bescherming der
 » kinderen van den arbeidersstand. Deze wet, die de goedkeuring verwierf
 » van geleerde vergaderingen en van vreemde Regeeringen, en waarvan
 » verscheidene bepalingen werden aangenomen door de Fransche
 » Kamers, verbiedt den nijverheidsarbeid voor de kinderen beneden
 » twaalf jaar en machtigt de Regeering om den arbeid der kinderen tusschen
 » twaalf en zestien jaar te regelen of te verbieden. Krachtens eene bepaling,
 » van kracht geworden den 1ⁿ Januari 1892, verbiedt de wet, over 't alge-
 » meen, den nachtarbeid voor kinderen van gezegden leeftijd en schrijft
 » daarenboven voor hen de wekelijksche rust voor. Deze bepalingen zijn
 » bekrachtigd door boeten (3).

(1) *Discours d'inauguration du Congrès de 1890*, door den heer GUILLERY.

(2) *Journal des Tribunaux*, 9^e jaarg., n^o 744.

(3) Voegen wij daarbij de onlangs ingevoerde wet ter beteugeling van de misbruiken waartoe
 aanleiding wordt gegeven door de kinderverzekering.

» Het Strafwetboek had reeds eenige maatregelen gehuldigd tot kinder-
 » bescherming, door de ouderlijke macht en de daaruit voortspruitende
 » voordeelen te ontzeggen aan hen die zich schuldig maken aan aanslag op
 » de eerbaarheid of aan verkrachting op den persoon hunner kinderen,
 » alsmede aan hen die de ontucht of het bederf hunner minderjarige kin-
 » deren hebben aangehitst, vergemakkelijkt, bevordert, ten einde eens
 » anders driften te voldoen. (Artikelen 578 en 582.)

» Doch die maatregelen zijn onvolledig en gebrekkig, zooals wij het
 » verder doen uitschijnen. Daarbij voegende de ontzetting uit of de ont-
 » zegging van het recht om voogd te zijn, voorzien bij de artikelen 19 en 51
 » van het Strafwetboek, voor sommige veroordeelden, en in het geval van
 » bekend slecht gedrag, voorzien bij artikel 444 van het Burgerlijk Wet-
 » boek, hebben wij al de bepalingen opgesomd door dewelke de opstellers
 » van onze wetboeken de kinderbescherming wettelijk hebben gere-
 » geld.

» De gezamenlijke maatregelen, die wij vluchtig opsomden, zijn nog
 » zeer ontoereikend om den minderjarige de bescherming te verzekeren
 » waarop hij aanspraak kan maken. Het belang van het kind, het belang
 » van de familie, het belang van de samenleving eischen eene meer uit-
 » gestrekte en meer doelmatige beteugeling van de misbruiken waaraan
 » jonge kinderen blootstaan.

» Meesttijds is de vaderlijke haard besmet; daár hoeft dus te worden
 » gehandeld zoo spoedig, zoo doeltreffend mogelijk...

» Doch, onder voorwendsel van kinderbescherming mag men er niet aan
 » denken de macht der familie te beperken. Verplaatsing of vermindering
 » van het vaderlijk gezag moet slechts gebeuren als het volstrekt noodig
 » blijkt en als het te duchten is dat het gedrag der ouders de zedelijkheid,
 » de veiligheid of de gezondheid des kinds in gevaar kan brengen.

» Op dit oogenblik houdt het onderhavige vraagstuk de openbare meening
 » gaande. In schier alle landen is het opgeworpen door tal van publicisten.
 » Het is aan de orde op de wetenschappelijke congressen en in de wet-
 » gevende vergaderingen. Eenige landen hebben het in hunne wetten
 » bekrachtigd. » (Verslag van den heer Colaert, zittingsjaar 1891-92,
 n^r 159).

INDEELING.

De vroegere wetsontwerpen stelden vier reeksen maatregelen voor tot
 regeling van de wettelijke kinderbescherming.

De eerste maatregel strekte om het kind te beschermen tegen de mis-
 bruiken van het vaderlijk gezag.

De tweede betrof de opvoeding van de verlaten kinderen en van die
 welke reeds blijk gaven van ondeugende neigingen.

De derde gold gerechtelijke maatregelen tegenover verlaten, mishandelde
 of schuldige kinderen.

De vierde strafte de misdaden en misdrijven tegen de zedelijkheid van
 het kind.

De heer Minister van Justitie stelde aan de Middenafdeeling voor, het tweede hoofdstuk te laten wegvallen; in de vorige ontwerpen had het als opschrift: *Van 's Rijks Weldadigheidsscholen*. Terzelfder tijd legde de achtbare Minister een ontwerp van wet neer, waarbij wijzigingen worden gebracht in de wetten van 27 November 1891 en van 15 Februari 1897 tot beteugeling van landlooperij en bedelarij.

Niet zonder reden acht de Regeering dat de bepalingen, strekkende tot beteugeling van landlooperij en bedelarij waar het geldt personen beneden achttien jaar, beter op hare plaats komen in de algemeene wetten van 1891 en 1897, wetten waarin het wetsontwerp van 10 December 1907 zekere wijzigingen voorstelt.

De Middenafdeeling vereenigde zich met deze zienswijze. De door het wetsvoorstel bedoelde kinderen zijn *zedelijk* verwaarloosde kinderen. Ofschoon gesproken uit ouders die dezen naam onwaardig zijn, gaven zij geen blijk van verdorven neigingen; in elk geval is het niet zeker dat zij later het getal misdadigers zullen doen toenemen. Hebben zij geen wanbedrijf gepleegd, met welk recht zou men hen als schuldige ter beschikking van de Regeering stellen?

Voorzeker kan men in 's Rijks Weldadigheidsscholen eene afzonderlijke plaats bepalen en eene bijzondere regeling invoeren voor kinderen van dit slag. Doch deze kinderen, wien slechts een gezin ontbrak, zouden in die gestichten noch bloedverwanten noch vrienden aantreffen; hunne aanraking met overtreders, die onder dezelfde leiding staan, ware mogelijk en vaak gevaarlijk.

Het is bijgevolg beter dat wij hier 's Rijks Weldadigheidsscholen onverlet laten, al ware het enkel om de gelijkstelling van beide bovenbedoelde soorten van kinderen te vermijden.

EERSTE HOOFDSTUK.

ONTZETTING VAN DE VADERLIJKE MACHT.

Zooals wij hierboven zegden met de achtbare ondertekenaars van het wetsvoorstel, herhaalt het eerste hoofdstuk van dit voorstel als 't ware letterlijk het vroegere ontwerp, zooals het in 1879 werd gewijzigd door de Middenafdeeling; doch enkele bepalingen van dit hoofdstuk gaven aanleiding tot opmerkingen en amendementen die de Middenafdeeling meende in aanmerking te moeten nemen. Wij zullen er over handelen bij het onderzoek der artikelen; eerst moeten wij uit den weg ruimen de bespreking van een vraagstuk dat oprees naar aanleiding van zekere beslissingen onzer hoven en rechtbanken :

Heeft de ontzetting van de vaderlijke macht thans nog reden van bestaan?

Het ontwerp van den heer Lejeune zoowel als het voorontwerp van Laurent en dit van de Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek,

verklaart dat het noodzakelijk is de gevallen van ontzetting van de vaderlijke macht te bepalen in onze wetten; dit werd in den vreemde meest overal gedaan.

De achtereenvolgende Middenafdeelingen namen het beginsel aan; daartoe steunden zij op beschouwingen die wij hier overdrukken :

« Niet de wetgever roept de vaderlijke macht of, beter gezegd, het vaderlijk gezag in het leven : De macht van vader en moeder over den persoon van hun kind is het gevolg van het vaderschap en van de afstamming; zij heeft ten doel de lichamelijke en zedelijke opleiding van het kind.

» Deze macht, die *rechten* en tevens *plichten* medebrengt, mag de wetgever geenszins verhinderen; zelfs mag hij ze niet beperken, zoolang de ouders er geen gebruik van maken in strijd met of schadelijk voor het welbegrepen belang van het kind : zijne zending bestaat in het versterken van het vaderlijk gezag, door beide billijk te bekrachtigen.

» Onze wetten schijnen op voldoende wijze te hebben gevrijwaard de rechten van wat het Burgerlijk Wetboek *de vaderlijke macht* heet. Zelfs denken sommige ernstige lieden dat het Wetboek Napoleon te verre ging en overdreven rechten en voorrechten toekende aan de ouders. De vraag, die ons hier aanbelangt en door de Kamer dient te worden opgelost, is, of onze huidige wetten de plichten van vader en moeder ten opzichte van hunne kinderen in eene gelijke, althans voldoende mate bekrachtigden.

» Niet zonder reden wordt zulks betwist.

» Artikel 203 van het Burgerlijk Wetboek sluit in zich de kiem van de wetsregelen betreffende de zedelijke verplichtingen die voortvloeien uit de afstamming. « De echtgenooten — zoo luidt het — verbinden zich » beiden, door de enkele daad des huwelijks, om hunne kinderen te voeden, » te onderhouden en op te brengen. »

» Voorzeker kan men beweren dat het tekortkomen van de ouders aan hunne plichten, hun verzuim, aan hunne kinderen de noodige zorg te wijden, de stoffelijke verlating en de zedelijke verwaarloozing, de buitensporigheden, de gewelddaden en de mishandelingen, het wangedrag en het voorbeeld van ontucht, het misbruik van gezag of van macht, het betrekken van de kinderen in hunne misdaden en wanbedrijven, alsmede alle andere handelingen die voor gevolg hebben de jonge kinderen zedelijk te bederven, in strijd zijn met de algemeene verplichting die door dit artikel is opgelegd aan den vader en de moeder.

» Doch die handelingen, hoe strafbaar ook, worden niet bestraft door het Burgerlijk Wetboek. Zij die het opstelden, hebben, waarschijnlijk door verzuim of uit vrees van inbreuk te maken op het gezag van den vader en de moeder, dat zij uitdrukten onder de benaming : *vaderlijke macht*, de regeling van de ondergeschikte punten verdaagd, onder voorwendsel dat eerst diende te worden gedacht aan het algemeen plan van den titel. Nadien verwaarloosden zij de bijzonderheden, zich ongetwijfeld met Bigot de Préameneu overtuigd houdend dat de ouders slechts hunne rechten zouden gebruiken in het belang of voor het welzijn van hunne kinderen.

» Wel is waar spreken sommige artikelen van het Burgerlijk Wetboek,
» namelijk de artikelen 207, 1409, 1448 en 1558, van het onderhoud en de
» opvoeding der kinderen, naar aanleiding van de lasten die voortspruiten
» uit het huwelijk, uit de wettelijke gemeenschap, uit de scheiding van
» goederen en uit het dotaal-stelsel. Doch de verplichtingen van den vader en
» van de moeder zijn niet duidelijk en omstandig bepaald. Nergens wordt
» gezegd waarin onderhoud en opvoeding bestaan. De wetgever, die het
» Burgerlijk Wetboek zal herzien, moet dit punt regelen, rekening houdend
» met het vermogen der ouders. Er is ook nergens sprake van verdediging
» des kinds tegen misbruik van het recht tot zorg en tuchtiging, door
» natuur en wet toegekend aan den vader en de moeder.

» Ook verkeeren de rechtbanken in verlegenheid, telkens als strenge
» maatregelen moeten genomen worden tegen misbruik van het vaderlijk
» gezag. Zelfs mag gezegd worden dat zij, buiten de zeer zeldzame gevallen
» waarin het strafgerecht kan optreden, onmachtig zijn en dat enkel dank
» zij sommige voorbeelden, ontleend aan het Romeinsche recht, aan de over-
» leveringen uit het vroegere Fransche recht of de rechtspraak der parle-
» menten, dank zij niet afdoende aanhalingen uit voorbereidende werk-
» zaamheden en de blijkbaar verkeerde verklaring der artikelen 4 en 444
» van het Burgerlijk Wetboek, onze burgerlijke rechtbanken haar optreden
» in familiezaken konden billijken en de uitoefening van de vaderlijke
» macht in de handen van onwaardige ouders verlammen.

» Meer dan één schrijver acht deze inmenging van de rechterlijke macht
» onwettig. Laurent, onder anderen, bestrijdt ze vinnig. Op verre na deelt
» hij niet het gevoel van Demolombe die, niet kunnende steunen op een
» wetstekst — zooals hij zelf bekent, — zich beroept op *de rede, de zedeleer*
» en *de menschlievendheid* om de beslissingen van het gerecht te billijken.

» Daarbij wordt door de gerechtshoven en rechtbanken, uitgaande van
» het uitsluitend belang des kinds, de uitoefening van de vaderlijke macht
» enkel in bijzondere gevallen geregeld, terwijl zij verklaren dat zij die
» macht binnen hare juridische grenzen insluiten en enkel misbruiken en
» buitensporigheden beteugelen.

» Dus blijft in die gevallen de vaderlijke macht bestaan; wordt zij voor
» min of meer langen tijd en ten opzichte van een bepaald kind geschorst,
» dan kan zij volstrekt en onbepaald uitgeoefend worden ten opzichte van
» andere kinderen. Vooral deze onregelmatige toestand dient te worden
» gewijzigd : de gevallen van ontzetting van de vaderlijke macht moeten
» worden bepaald en uitgebreid (1) ».

Plaatst men zich uitsluitend op het standpunt van het kind, dan kan be-
weerd worden dat het genoegzaam is beschermd, van het oogenblik af dat het
niet meer wordt toevertrouwd aan zijn schuldige vader of moeder. Ontzet-
ting van de vaderlijke macht is, zegt men, niets anders dan eene straf, aan-
neembaar als straf, doch steeds nutteloos en vaak onrechtvaardig wanneer
men de kinderbescherming alleen in aanmerking neemt.

(1) Verslag van den heer Colaert, 1891-1892.

Zij die zich vereenigen met deze zienswijze, steunen op artikel 72 van het Strafwetboek, krachtens hetwelk de beschuldigde of betichte, die den leeftijd van zestien jaar niet heeft bereikt, ter beschikking van de Regeering mag worden gesteld, indien klaar werd bewezen dat hij met oordeel des onderscheids heeft gehandeld. Dus, zegt men, is het kind tijdelijk onttrokken aan de zorg zijner ouders, zonder dat de al of niet schuldige ouders in het minst vervallen zijn van de rechten der vaderlijke macht (1).

Verder beroept men zich op de rechtspraak onzer hoven en rechtbanken, die eenparig beslissen dat de zorg voor het minderjarig kind kan onttrokken worden aan zijne al of niet schuldige ouders, van het oogenblik af dat 's kinds belang het vergt. Deze maatregel brengt volstrekt geene ontzetting mede (2).

Eindelijk steunt men op Frankrijk's voorbeeld. Volgens de Fransche wet van 1889 is ontzetting al of niet verplicht, naar gelang van de gevallen. Dadelijk kwamen de bezwaren van dezen nieuwen regel klaar te voorschijn. Is er geene verplichting tot ontzetting, dan doen de rechtbanken zoo weinig mogelijk dergelijke uitspraak... Ook heeft de Fransche wetgever zijne misgreep begrepen; hij trachtte ze in zekere mate te herstellen, door de wet van 19 April 1898, waarbij wordt bepaald :

« ART. 4. — In al de gevallen van wanbedrijf of van misdaad, gepleegd door of op kinderen, kan de rechter van instructie, het openbaar ministerie gehoord, steeds bevelen dat de zorg voor het kind voorloopig en tot er eene eindbeslissing is genomen, wordt toevertrouwd aan een door hem aan te wijzen bloedverwant, persoon of liefdadige instelling, of eindelijk aan de openbare weldadigheidsinrichtingen.

» ART. 5. — In dezelfde gevallen kunnen de hoven en rechtbanken, die kennis nemen van de misdaad of van het wanbedrijf, het openbaar ministerie gehoord, voorgoed beslissen over de zorg voor het kind (3). »

Deze beweegredenen overtuigden de leden der Middenafdeeling niet.

Artikel 72 onderstelt niet noodzakelijk dat de vader of de moeder eene overtreding der strafwet beging. Het kind heeft de wet overtreden; hebben de ouders een vergrijp te hunnen laste, toch vallen zij niet onder de toepassing van een der gevallen die, volgens het wetsvoorstel, ontzetting van de vaderlijke macht medebrengen. In het wetsontwerp is dit anders.

Weliswaar hebben de rechtbanken in de jongste jaren, zonder tusschenkomst van den wetgever, ontzetting van de vaderlijke macht ingevoerd (4); hare beslissingen ontsnappen evenwel niet geheel aan de bezwaren die wij hierboven aanvoerden naar het verslag van 1891-1892; in elk geval gaf de toepassing van het beginsel, dat zij schijnen eenparig gehuldigd te hebben,

(1) *Un projet de réforme législative*. Verslag van den heer Capelle, Procureur des Konings te Namen. Buitengewone vergadering van 11 November 1907.

(2) Verslag van den heer Capelle.

(3) Verslag van den heer Capelle.

(4) Hof van Luik, 25 November 1891 (*Pas.*, 1892, II, 121); Hof van Brussel, 6 December 1893 (*Pas.*, 1894, II, 241); Hof van Gent, 9 Februari 1895 (*Pas.*, 1896, II, 88).

aanleiding tot zoodanige moeilijkheden, dat men aarzelde den eisch in te stellen (1).

Kon men tegen ons stelsel de nieuwere Fransche wet inroepen, daartegen zouden wij kunnen stellen de Duitse (2), Nederlandsche, Italiaansche en Spaansche wetten die alle, in zekere bepaalde gevallen, ontzetting van de vaderlijke macht invoerden. Doch is het wel zeker dat de Fransche wetgever in 1889 een *misslag beging*, die door den wetgever in 1898 werd *hersteld*? Kan niet met meer waarheid worden gezegd dat artikel 4 een voorloopigen maatregel bekrachtigt, zooals overigens artikel 6 van het Belgisch ontwerp, en dat de wet van 1889, die de gevallen van ontzetting voorziet, niet wordt gewijzigd door artikel 5 der Fransche wet?

De schrijver, wiens zienswijze wij bestrijden, schijnt overigens in sommige gevallen de verplichte ontzetting aan te nemen, want hij komt tot dit besluit, *dat de wetgever eerst ingeval van volstrekte noodzakelijkheid tot zulk uiterst middel moet overgaan*.

Goed zoo; dit werd steeds met cenparigheid aangenomen door de Middenafdeelingen die waren belast met het onderzoek van de elkaar opvolgende wetsvoorstellen.

Redenen tot ontzetting van de vaderlijke macht.

Die redenen zijn voorzien bij de artikelen 1 en 3 van het ontwerp. De eene brengen noodwendig ontzetting van de vaderlijke macht mede, als gevolg van eene zware straf uitgesproken tegen den vader of de moeder. De andere zijn redenen tot ontzetting die de rechtbanken kunnen uitspreken in de door het wetsontwerp bepaalde gevallen.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Krachtens artikel 1 moet de ontzetting worden uitgesproken tegen :

1° Den vader en de moeder die, door toepassing van de artikelen 378, § 2, en 382, § 2, van het Strafwetboek, werden veroordeeld wegens aanslag op de eerbaarheid, verkrachting of aanhitsing tot ontucht;

2° Den vader en de moeder die werden veroordeeld tot eene lijfstraf wegens elk ander feit dan vruchtafdrijving en kindermoord, gepleegd op den persoon van hun kind of afstammeling.

In verscheidene punten wijkt dit artikel af van dit, door de Middenafdeeling in 1897 voorgesteld en door den heer Denis en medeleden overgenomen.

(1) JASPAR, *Les succédanés de la déchéance de la puissance paternelle*. *Bulletin de la Commission royale des Patronages*, 1898, bl. 165. Levoz, Redevoering in 1901 uitgesproken.

(2) Zie de uiteenzetting van de Pruisische wet op de kinderbescherming in het werk *L'éducation protectrice de l'enfance en Prusse*, door Charles POLLARD, advocaat, 1908.

Vooreerst straft het niet langer met ontzetting « de voogden, zelfs dienst- » willige voogden, die werden veroordeeld tot eene crimineele straf als » daders, mededaders van of medeplichtigen aan eene misdaad gepleegd op » den persoon van hun pleegkind. » Zoo komt het artikel terug tot het stelsel van de Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek, hetwelk niet aanneemt dat er volkomen gelijkstelling kan bestaan tusschen de misdaad, gepleegd door den vader of de moeder op den persoon van hun kind, en die begaan op een kind dat slechts het pleegkind van den schuldige is. « Er bestaat, zegt het verslag der Commissie, meer verdorvenheid, » meer snoodheid in de misdaad door den vader gepleegd op den persoon » van welken de natuurlijke gevoelens hem verplichten niet enkel te eeren, » maar ook te beminnen en te omringen met al zijne zorgen. »

De meerderheid van de leden der Middenafdeeling vereenigde zich met deze zienswijze. De anderen verkozen uitsluiting van den schuldigen voogd ; daartoe steunden zij op de redenen in het vroeger verslag uiteengezet : « Ongetwijfeld is de snoodheid erger ; doch is de verdorvenheid in den » persoon van hem die eene *misdaad* pleegde op zijn pleegkind, niet erg » genoeg om ons te laten onderstellen dat de gezondheid, de veiligheid of de » zedelijkheid van zijn eigen kind gevaar loopt ? Vergt anderdeels het » maatschappelijk belang niet dat de voogd aan zijn pleegkind de zorg van » een goed huisvader besteedt ? Vaak valt het weeskind, om allerhande » redenen, in de klasse der zedelijk verwaarloosde kinderen. Dus heeft het » aanspraak op doelmatige bescherming. Hoeft de voogd zijn pleegkind » niet dezelfde genegenheid toe te dragen als aan zijn eigen kind, toch moet » hij dit denzelfden eerbied betuigen. Zoo hij in staat is het kind te » bederven hem toevertrouwd door de maatschappij, een kind dat meest- » tijds een familielid is, bewijst hij niet daardoor dat hij onwaardig is het » hem door de natuur verstrekt vaderlijk gezag te behouden ? Eindelijk, de » bedreigingen met ontzetting van de vaderlijke macht over zijn eigen » kinderen zal voor den voogd eene doelmatiger bekrachtiging van zijne » plichten jegens zijn pleegkind wezen. »

Het ontwerp is de uiting van het gevoelen der meerderheid van de Middenafdeeling.

Een ander verschil tusschen het nieuw ontwerp en dit van 1897 is het volgende : Krachtens het vroegere ontwerp moest de ontzetting van de vaderlijke macht worden uitgesproken tegen « degenen die werden veroordeeld tot eene crimineele straf als daders, mededaders van of medeplichtigen aan eene (andere dan politieke) misdaad waaraan zij hun kind deden deelnemen. » Na lang beraadslagen, rangschikte de Middenafdeeling dit geval onder diegene welke aanleiding tot ontzetting *kunnen* geven. Op dit punt komen wij terug bij artikel 3, dat de gevallen van niet verplichte ontzetting regelt.

De gevallen, waarin ontzetting moet uitgesproken worden, zijn dus de volgende :

Aanslag op de eerbaarheid, verkrachting, aanhitsing tot ontucht en elke andere handeling die aanleiding gaf tot eene crimineele straf, mits het

feit werd gepleegd op den persoon van het kind of den afstammeling van den veroordeelde. In die gevallen is de ontzetting volledig en wordt zij toegepast op den vader of de moeder ten opzichte van al hunne kinderen en afstammelingen, geboren of nog ongeborn, zoo wettige als onechte. Deze bepaling werd zonder eenige tegenspraak aangenomen. De misdaad is zwaarwichtig genoeg om deze bepaling te rechtvaardigen.

Het ontwerp maakt eene uitzondering voor vruchtafdrijving en kindermoord. Reeds rangschikte de Middenafdeeling van 1897 deze gevallen onder de redenen tot niet verplichte ontzetting. De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek voorzag ze niet. Zij keurde zelfs af dat kindermoord tot niet verplichte ontzetting aanleiding kon geven. « Eene » kindermoord plegen of er toe medewerken, zegde het verslag dier Commissie, bewijst niet dat de ouder geen liefde voor zijn kinderen gevoelt, » en dat hij niet langer verdient in zijn waardigheid te worden behouden. » De geneesheer, de vroedvrouw, de minnaar, die kindermoord plegen, » moeten niet noodzakelijk den rechter aangewezen worden als personen » die dienen te worden uitgesloten van de uitoefening der vaderlijke macht. »

De meerderheid der Middenafdeeling maakte deze zienswijze tot de hare. Bij het onderzoek der gevallen van *niet verplichte* ontzetting zullen wij nagaan of vruchtafdrijving en kindermoord daaronder kunnen gerekend worden.

Wat betreft den aanslag op de eerbaarheid, de verkrachting, de aanhitsing tot ontucht, wordt dus artikel 1 in overeenstemming gebracht met de artikelen 378, § 2, en 382, § 2, van het Strafwetboek, met dit verschil, dat de ontzetting uit de familierechten den schuldige treft ten opzichte van al zijne kinderen.

Het allereerste ontwerp ging veel verder. Het bedong verplichte ontzetting « tegen al wie veroordeeld werd als dader, mededader of medeplichtige wegens *aanslag op de eerbaarheid, verkrachting of aanhitsing van minderjarigen tot ontucht.* »

De schuldige, die wegens een dezer misdrijven veroordeeld werd, zelfs boetstraffelijk, verbeurde voor immer de uitoefening der vaderlijke macht.

De toenmalige Middenafdeeling kwam hevig tegen deze bepaling op. Het verslag luidde als volgt : — wij schrijven het over, om lange besprekingen te vermijden over een punt dat al de Afdeelingen verwierpen :

« Aldus wordt elk persoon, vader of niet van het slachtoffer, gehuwd of » ongehuwd, die zich schuldig maakt aan een der drie, onder nummer 1 » van dit artikel vermelde misdrijven, voor immer uitgesloten van elke » deelneming aan de uitoefening der vaderlijke macht.

« De misdaad of het wandrijf wordt gepleegd op een eigen kind of op een » vreemd kind, en zelfs in de gevallen van aanslag op de eerbaarheid of verkrachting, op een meerderjarigen persoon, altijd zal zij de ontzetting van » de vaderlijke macht voor gevolg hebben, niet alleen ten opzichte van het » kind, het slachtoffer, maar ook ten opzichte van de andere wettige of » onechte kinderen, reeds geboren of nog zullende geboren worden, van » den dader van het misdrijf.

» Deze bepaling voert eene volledige hervorming in. Zij is te verstaan
 » waar de vaderlijke macht dient te worden onttrokken aan degenen die zich
 » schuldig maakten aan een misdrijf van dien aard tegenover hun kind
 » of afstammeling. In dit opzicht dienen de artikelen 578. § 2, en 282, § 2,
 » van het Strafwetboek te worden gewijzigd; deze bedingen trouwens de
 » uitsluiting enkel ten opzichte van het kind slachtoffer. Een ouder, die zich
 » schuldig maakte aan zulke onzedelijke handeling, is onwaardig de rechten
 » uit te oefenen, die de vaderlijke macht hem geeft, ten opzichte van al
 » zijn kinderen.

» Doch, waar het geldt een aanslag op de eerbaarheid of eene verkrach-
 » ting, gepleegd op een vreemd persoon, geven deze feiten slechts aanlei-
 » ding, in de wetgeving van andere landen, tot *niet verplichte* ontzetting van
 » de vaderlijke macht.

» Zijn de aanslag op de eerbaarheid en de verkrachting, hoe schuldig,
 » hoe verlagend ook, altijd het bewijs dat wie ze pleegde zulk onzedelijk
 » gedrag heeft dat hij moet beschouwd worden als onwaardig om de
 » vaderlijke macht uit te oefenen?

» Hij kan toegegeven hebben aan eene plotselinge opwelling, aan eenen
 » hevigen drift. De veroordeeling schandvlekt hem; de eer der familie, de
 » eer van het kind worden zwaar getroffen, dit is waar. Doch andere veroor-
 » deelingen hebben hetzelfde gevolg.

» Heeft hij misbruik gemaakt van de vaderlijke macht? Vergt het belang
 » van het kind dat het niet onderworpen blijve aan die macht? Dat is de
 » vraag.

» Er is bijvoorbeeld sprake van een misdadiger, die 18 jaar oud is. Hij
 » heeft nog geen ondervinding van de plichten van den huisvader, die hij
 » misschien later op voorbeeldige wijze vervullen zal. Terwijl de recht-
 » bank hem zijne welverdiende straf oplegt, zal zij hem moeten toevoegen :
 » Voor de wet zult gij nooit huisvader worden!

» Hetzelfde geldt voor den aanslag op de eerbaarheid evenals voor de
 » verkrachting : in beide gevallen moet ontzetting uitgesproken worden.

» De aanslag op de eerbaarheid, zelfs wanneer slechts eene boetstraf
 » volgt, gepleegd op om 't even welken persoon, zal ontzetting van de
 » vaderlijke macht voor gevolg hebben, zoodra de pleger wordt veroordeeld.
 » Nu, de aanslag bestaat zoodra er begin van uitvoering is (art. 574 van
 » het Strafwetboek). Hij bestaat in zijn geheel, hij is voltrokken vanaf de
 » eerste handeling die met de uitvoering aanvangt, zelfs wanneer de dader
 » het vrijwillig bij deze eerste handeling laat. En de omstandigheden kun-
 » nen van dien aard zijn dat de rechter het eene voldoende straf acht, eene
 » geldboete toe te passen, zelfs voorwaardelijk ! »

De Regeering sloot zich aan bij de zienswijze der Middenafdeeling. Nog
 eene andere bepaling van het allereerste ontwerp gaf aanleiding tot lange
 en drukke beraadslagingen. Artikel 24 van het ontwerp strafte met opslui-
 ting de aanhitsing van minderjarigen tot ontucht *om zijn eigen driften te*
voldoen; en artikel 1 bedong *verplichte* ontzetting van de vaderlijke macht
 tegen hem die zich aan dergelijk vergrijp schuldig maakt. Het verslag be-
 streed deze beide bepalingen als volgt :

« Het vraagpunt doet een oud geschil oprijzen, waarover de rechtbanken » het niet eens waren onder het Strafwetboek van 1810 en dat in België » werd opgelost door de verklarende wet van 31 Maart 1844 ten gunste » van het beperkend stelsel. Het Strafwetboek van 1867 nam hetzelfde » stelsel aan en straft enkel de koppelarij.

» Het wetsontwerp stelt voor, de andere theorie te aanvaarden. Het steunt » op de bestendige rechtspraak van het Hof van Cassatie en op de beweeg- » reden dat de proef, in België vóór 1844 genomen, geene erge gevolgen » had. De jeugd moet verdedigd worden tegen het bederf dat in beide ge- » vallen hetzelfde is voor haar, evenals voor de samenleving. De strafbare » toerekenbaarheid moet vooral gemeten worden naar de maatschappelijke » schade. Men moet overigens de mogelijke gevolgen van dergelijke be- » schuldiging niet duchten : het nasporen van het privaat leven, de schande » der vervolging, het storen van de rust der huisgezinnen. Men kan dezelfde » vrees koesteren bij elke bepaling der strafwet (1).

» Bij deze beschouwingen kunnen worden gevoegd de beschouwingen die » wij bij den aanvang van dit hoofdstuk ontwikkelen. Daarbij, de hande- » ling, die artikel 24 wil straffen, zal dikwijls dezelfde zijn als die welke » men in andere landen straft onder de benaming : *verleiding*. Ten slotte, » vindt de bepaling een nieuwen en krachtigen steun in de eenstemmige » meening der Commissie, die belast was met de voorbereiding van een » ontwerp van zedenwet (2).

» De meerderheid van de Afdeeling gaf zich niet gewonnen voor deze » beweegredenen. Zij neemt vooreerst niet aan dat de proef, in België vóór » de wet van 1844 genomen, afdoende is. Zoo het Hof van Cassatie bij zijne » meening bleef, dan toch werd zijne verklaring bestreden door de recht » spraak onzer Hoven van Beroep, die het eens waren met de meeste » arresten der Fransche Hoven. Dat eene verklarende wet zich opdringt, is » juist een bewijs dat die Hoven het stelsel van het hoogste Gerechtshof » niet aannamen. De zoogezegde proef, die vóór de wet van 1844 werd ge- » nomen heeft ruim haar, tegenwicht in de langere en latere proef die geno- » men werd sedert het bestaan van deze wet en van de bepalingen van » artikel 579 van het Strafwetboek.

» Doch de oplossing van het wetgevend vraagstuk dient niet te worden » gezocht in de rechtspraak, die meestal in rechtsopzicht uitspraak deed. » Wat verstaat met feitelijk onder den *aanslag op de eerbaarheid*, dien het » ontwerp voorstelt te straffen?

» Wil men den *aanslag op de eerbaarheid* straffen, die voorzien is bij » artikel 19, met uitbreiding van het geval tot de slachtoffers van 16 tot » 21 jaar oud? Daartoe zou het volstaan, den leeftijd van het kind hooger te » bepalen. In de bepaling van het woord *koppelarij* zelf moet men vinden » die van den aanslag op de eerbaarheid, voorzien bij het artikel dat wij be- » spreken. Nu, de omstandigheden zijn dezelfde; er bestaat enkel verschil

(1) Toelichting bij artikel 24 (Oorspronkelijk ontwerp).

(2) *Stukken van de Kamer*, n° 156, overgelegd den 5ⁿ April 1892.

» in de woorden : *om zijn eigen driften te voldoen*, in tegenstelling met de
 » woorden : *om de driften van anderen te voldoen*. Opdat koppelarij straf-
 » baar zij, is het, volgens de rechtsleer en de rechtspraak, niet noodig dat
 » de aanhitsing gevolgen heeft gehad, dit wil zeggen dat het kind onteerd
 » werd. Evenzoo in het geval van artikel 24; immers, naar luid van het arti-
 » kel, bestaat de aanslag op de eerbaarheid hierin dat men de ontucht
 » *vergemakkelijkt, bevordert of daartoe aanhitst*. Deze bewoordingen geven de
 » gedachte niet weder van een rechtstreekschen aanslag op den persoon.

» Men zou onze verklaring wellicht kunnen ter zijde schuiven met de
 » bewering dat het Strafwetboek de poging tot aanranding der eerbaarheid
 » niet straft; er is aanranding, zoodra er begin van uitvoering is, naar luid
 » van artikel 374 van het Wetboek. Doch, men hoeft slechts te antwoorden
 » dat artikel 28 van het ontwerp artikel 380 van het Strafwetboek doet
 » wegvallen. Daaruit volgt dat, zoo men hier de poging begrijpen kan,
 » deze ook gestraft zou worden. Men mag dus zeggen dat de misdaad
 » bestaan zal uit *de pogingen om het kind te bederven*.

» De aldus verklaarde bepaling zou, ons dunkens, door de Kamer niet
 » aangenomen kunnen worden : een geschenk, eene belofte, een onvoor-
 » zichtig woord zou aanleiding kunnen geven tot vervolging en met opslui-
 » ting gestraft worden.

» Onderstellen wij dat het ontwerp enkel ten doel heeft, de aanhitsing tot
 » ontucht te straffen, wanneer zij gevolgen heeft. Zelfs met deze beperking
 » werd het voorstel door de Middenafdeeling niet aangenomen. In de Kamer
 » werd het hevig bestreden door den heer Janson (1). Het achtbaar lid
 » onderstelde het geval van personen van beiderlei kunne, meer dan 16 jaar
 » oud, die elkander verleiden. Dit geval zou inderdaad onder de toepassing
 » van artikel 24 vallen.

» De Middenafdeeling is van meening dat niet elke onzedige handeling
 » als misdaad of wanbedrijf moet worden beschouwd. Wij erkennen vol-
 » mondig dat tijdelijke gemeenschap nadeelig is aan de grondinstelling der
 » samenleving, het huwelijk, en strijdig met het belang der kinderen. Doch
 » kan men het huwelijk opleggen aan hen die geen huwelijk willen aan-
 » gaan? En in het geval aangehaald door den heer Janson, wien van beiden
 » zal men straffen? Wie is de aanvaller in een strijd waarvan de wetgever
 » van 1794 zegde dat *overwinnaar en overwonnene eerder medeplichtigen*
 » *zijn dan vijanden*? Indien gij hen vervolgt, zullen zij antwoorden : « Het
 » huwelijk legt ons plichten op, waaraan wij ons thans niet kunnen onder-
 » werpen; wij zullen later trouwen. » Neen, wet en gerecht hebben niets
 » te maken met het huishouden van twee personen die voor eigen rekening
 » in onzedigheid willen leven, zonder dat hun uiterlijk gedrag de zedelijk-
 » heid kwetst (2). »

(1) Vergadering van 9 Juli 1895. *Handelingen*, bl. 1515.

(2) Vorige verslagen van den heer Colaert.

ART. 2.

Artikel 2 bepaalt welke regelen men volgen moet ingeval van verplichte ontzetting en welke de gevolgen dezer ontzetting zijn.

Die regelen zijn eenvoudig: het openbaar ministerie zal een afschrift voorbrengen van het strafvonnis, gewezen in hoogsten aanleg, en de rechtbank zal, op vertoon van dit afschrift, de ontzetting uitspreken.

Er werd gevraagd of die regelen niet zouden kunnen vereenvoudigd worden: waarom de ontzetting niet doen uitspreken door de rechtbank of het hof dat den schuldige veroordeelde? Eischt men een burgerrechterlijk vonnis, wie zal dan de vaderlijke macht uitoefenen gedurende het tijdsverloop tusschen de twee vonnissen?

Men kan er aan toevoegen dat, in het geval van artikel 31 van het Strafwetboek, het veroordeelingsarrest de verschillende soorten van onbekwaamheid uitspreekt, die bij dat artikel zijn voorzien.

De Middenafdeeling vereenigde zich niet met dat stelsel. Gesteld dat de strafrechter de ontzetting kan uitspreken, toch blijft hij onbevoegd om den persoon aan te wijzen die den ontzette zal vervangen. Die aanwijzing behoort niet tot den aard zijner bevoegdheden. Daarenboven zouden hem de noodige gegevens ontbreken om dienaangaande uitspraak te doen met kennis van zaken. Met beide stelsels is het dus noodig de zaak aanhangig te maken vóór den burgerlijken rechter en een tweede vonnis te verkrijgen.

Zoo zal er wezenlijk tusschen beide vonnissen geen tusschenruimte bestaan. Feitelijk zal men zich, bijna onmiddellijk na de veroordeeling, bevinden onder het stelsel der *voorloopige maatregelen* die, krachtens artikel 6, kunnen genomen worden vanaf het begin der rechtsvordering tot ontzetting.

Eindelijk brengt het stelsel, door de Middenafdeeling voorgesteld, eenheid in de wet. Het is trouwens klaarblijkelijk dat het moet toegepast worden in de gevallen van niet verplichte ontzetting, voorzien bij artikel 3. Waarom hier een verschillend stelsel invoeren zonder noodwendigheid, zonder nut, en als om de zaken opzettelijk in te wikkelen?

Tegen de wijze van handelen, door het ontwerp ingevoerd, wordt een tweede opwerping gemaakt, ernstiger dan de eerste: waarom zou men de rechtsvordering tot ontzetting opdragen aan het openbaar ministerie alleen?

Onzes inziens, dient de vraag slechts opgeworpen te worden voor de gevallen van niet verplichte ontzetting. Wij zullen ze bij artikel 3 onderzoeken. Geldt het de verplichte ontzetting, dan begrijpt men niet goed de noodzakelijkheid of het nut van het recht der ouders. Het openbaar ministerie zou aan zijn eersten plicht te kort komen, indien het verwaart loosde de ontzetting te doen verklaren in een der gevallen van het eerste artikel. De ontzetting staat in de wet en dient ambtelijk te worden vervolgd. Dus zullen de ouders, desnoods, het geval dat aanleiding geeft tot

ontzetting, aan het openbaar ministerie kunnen aanwijzen. Die noodzakelijkheid kan men slechts aannemen, wanneer de veroordeeling zou uitgesproken zijn door een hof of eene rechtbank welke niet die zijn van de verblijfplaats van den bloedverwant des schuldigen. Dan nog moet men veronderstellen dat aan het openbaar ministerie bij de rechtbank kennis zal worden gegeven van de elders genomen beslissing.

Men wierp daartegen op dat het arrest of het vonnis door eene vreemde rechtbank kan uitgesproken zijn : zal, in dit geval, de veroordeelde ontsnappen aan de toepassing der wet die de ontzetting van de vaderlijke macht regelt?

Wij moeten doen opmerken dat het strafvonnis, *in het buitenland uitgesproken* tegen een vreemdeling, of zelfs tegen een Belg, nooit de ontzetting voor gevolg hebben kan : dat vonnis wordt beschouwd als niet bestaande in België.

Naar aanleiding dezer kwestie werd eene andere opgeworpen : wat zou er gebeuren, zoo het vonnis in België tegen een vreemdeling uitgesproken werd?

Er werd geantwoord dat de wet, die de vaderlijke macht beheerscht, tot het persoonlijk statuut behoort. Men moet dus, in dat opzicht, op de vreemdelingen hunne landswet toepassen (art. 3, § 3, van het Burgerlijk Wetboek). Bijgevolg, indien die landswet niet voorziet dat de vader kan worden ontzet van de vaderlijke macht door een in 't buitenland uitgesproken vonnis, kan hij van die macht niet worden beroofd door een vonnis gewezen in België.

Nochtans leert men dat, indien een persoonlijk statuut in botsing komt met eene *wet van openbare orde*, deze laatste de bovenhand moet behouden. Steunende op dat beginsel, zou men de ontzetting kunnen eischen tegen de vreemde ouders. Doch in ieder geval zou het vonnis slechts waarde hebben in België. Om de vaderlijke macht opnieuw te verwerven, zou het den vader volstaan, over de grens te gaan. Men moet zich bijgevolg houden aan de toepassing van het persoonlijk statuut, zoo men internationale geschillen en incidenten wil vermijden.

De Middenafdeeling en de Regeering waren het eens om de kwestie in dien zin te beslissen.

Gevolgen van de ontzetting.

Hierboven zegden wij dat de ontzetting volledig is, in dezen zin dat zij den schuldige treft ten opzichte van al zijne kinderen en afstammelingen, geboren of nog ongeborn, wettige of onwettige, in strijd met de artikelen 378, § 2, en 382, § 2, van het Strafwetboek, die ze slechts toepassen ten opzichte van het kind, slachtoffer van het misdrijf.

De ontzetting is nog volledig, wat betreft de rechten voortspruitende uit de vaderlijke macht. De veroordeelde wordt onbevoegd om door zijne toestemming eene akte van zijne kinderen of afstammelingen geldig te maken. Deze akten zijn die, vermeld in de artikelen 148, 151, 346, 361, 477, 1095, 1398 van het Burgerlijk Wetboek, alsmede al de akten die slechts geldig

zijn, wanneer de vader of de moeder daartoe hunne toestemming verleen, bijvoorbeeld de vrijwillige dienstneming van hun kind of afstammeling. In de Fransche wet worden die akten omstandig vermeld; doch zij schijnen met hare lange opsomming slechts een lijst van voorbeelden te bedoelen. Het ontwerp van herziening van het Burgerlijk Wetboek noemt die op :

» Toestemmen in de keuze van nationaliteit, in het huwelijk, in de aan-
» neming, in de dienstwillige voogdij, in de mondigverklaringen, in de
» vrijwillige dienstneming hunner kinderen of afstammelingen. »

De Middenafdeeling geeft de voorkeur aan de bepaling, door de Regering aangenomen, en waarbij enkel het beginsel wordt uitgedrukt.

De veroordeelde wordt daarenboven onbevoegd om de voogdij uit te oefenen, alsook de andere rechten opgesomd in artikel 283.

Het oorspronkelijk ontwerp voorzag enkel de voogdij en de toezlende voogdij. De Middenafdeelingen en het voorstel van den heer Denis en medeleden voegen daarbij de andere functiën bij analogie of soortgelijkheid van redenen.

ART. 5.

Redenen tot niet verplichte ontzetting.

De redenen tot niet verplichte ontzetting gaven, zooals vroeger, aanleiding tot lange beraadslagingen in de Middenafdeeling. Alvorens die te onderzoeken, wijzen wij op een aanzienlijk verschil tusschen het huidig ontwerp en de vroegere ontwerpen en voorstellen : de ontzetting kan slechts een of ander voorrecht van de vaderlijke macht wegnemen en den schuldslechts ten opzichte van één of meer zijner kinderen met onbekwaamheid treffen, terwijl al de vroegere voorstellen de gevolgen der niet verplichte ontzetting gelijkstelden met die der verplichte ontzetting.

Deze nieuwigheid kan men billijken door de beschouwing, dat het belang van het kind niet noodzakelijk zal eischen dat zijn ouder beroofd zij van al de rechten die uit de vaderlijke macht voortspruiten. Er dient ook een verschil te worden gemaakt, wat de gevolgen betreft, tusschen de verplichte ontzetting, enkel in uitzonderlijk erge gevallen uitgesproken, en de niet verplichte ontzetting, waarvan de redenen niet altijd eene verdorvenheid te kennen geven, die den vader of de moeder onwaardig maakt. De Middenafdeeling heeft deze zienswijze aangenomen.

EERSTE REDEN TOT NIET VERPLICHTE ONTZETTING.

Het houden van een huis van ontucht en het algemeen bekend slecht levensgedrag.

Het feit dat men een huis van ontucht houdt, is onbetwisbaar, voor de kinderen van den houder, een van de meest zedenbedervende die men uitdenken kan. Ook had het oorspronkelijk ontwerp van de Regering daarvan eene reden tot verplichte ontzetting gemaakt, met dit verschil dat de uitsluiting van de vaderlijke macht moest worden voorafgegaan door een onderzoek. Eenmaal het feit vastgesteld zijnde, moest de ontzetting worden uitgesproken door de rechtbanken.

De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek rangschikte dat geval niet onder die welke aanleiding tot ontzetting konden geven ; maar het was klaarblijkelijk begrepen onder de woorden : « algemeen bekend slecht levensgedrag », waarvan zij een geval tot niet verplichte uitsluiting maakte.

De Regeering en de huidige Middenafdeeling zijn van dat gevoelen : voor den rechter is de ontzetting facultatief gesteld. Maar zij denken dat men zooveel als mogelijk is de gevallen van uitsluiting, zelfs van niet verplichte uitsluiting, moet bepalen, zooals dit gedaan werd in het ontwerp Lejeune, dat men, namelijk, het houden van een huis van ontucht moet treffen.

Moeten, zooals in het vroegere ontwerp, de ouders *algemeen bekend* staan als houdende een huis van ontucht?

Dat denken wij niet. Overigens, die woorden schijnen te beteekenen dat alleen de openbare huizen van ontucht door het artikel worden bedoeld. Het feit dat men een huis van geheime ontucht houdt, volstaat, omdat de zedelijkheid van een kind, in zulke omgeving geplaatst, de grootste gevaren loopt, zelfs in de veronderstelling dat zijne ouders sommige maatregelen nemen om het voor ondeugd te behoeden. Men ziet overigens niet goed welk verschil er, met het oog op het kind, bestaan kan tusschen de twee soorten van ontuchthuizen.

Het bewezen feit dat men een huis van ontucht houdt, kan dus aanleiding geven tot ontzetting en zal ongetwijfeld een der gevallen zijn, waarin de vaderlijke macht volkomen, en ten opzichte van al hunne kinderen, aan de ouders zal worden onttrokken, zooals het eerste lid van het artikel toelaat.

Wat aangaat het slecht levensgedrag, eischt het ontwerp dat het *algemeen bekend* zij. 't Is de uitdrukking gebezigd in artikel 444 van het Burgerlijk Wetboek — artikel waarbij zijn geregeld de gevallen van uitsluiting van de voogdij.

De uitdrukking *slecht levensgedrag* is algemeen en bevat namelijk de gewone dronkenschap, de herhaalde veroordeelingen, de overspelige samenwoning der vrouw en de gevallen voorzien bij artikel 59 der wet van 27 November 1891 op de landlooperij en de bedelarij.

TWEDE REDEN TOT NIET VERPLICHTE ONTZETTING.

Mishandeling, misbruik van gezag of erge nalatigheid bij het vervullen van de wettelijke verplichtingen der ouders.

De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek voorzag, buiten het algemeen slecht levensgedrag, de mishandelingen, het misbruik van gezag en de erge nalatigheid bij het vervullen van de verplichtingen der ouders jegens een hunner kinderen of afstammelingen.

A. *Mishandelingen.* — Het ontwerp Lejeune eischte eene veroordeeling tot eene correctioneele straf wegens eene misdaad of een vrijwillig wanbedrijf, door den vader of de moeder gepleegd op den persoon hunner kinderen. De vroegere Middenafdeelingen vereenigden zich, zooals de heer

Denis en medeleden, met dat stelsel, dat ook door het voorontwerp Laurent gehuldigd werd. (Art. 249 en 370.) De huidige Middenafdeeling was het eens met de Regeering om zich te verklaren voor het stelsel der Commissie tot herziening. De veroordeeling wordt niet geëischt; maar het valt niet te betwijfelen dat, ingeval van mishandelingen, de ontzetting meestal zal voortspruiten uit een vonnis van veroordeeling tot eene correctioneele straf.

Het is mogelijk dat de mishandelingen buiten het bereik van het Strafwetboek zijn. Moet men niet, bijvoorbeeld, kunnen ter hulp komen aan een kind dat stelselmatig in zijne familie wordt vervolgd?

B. Misbruik van gezag. — Het feit bestaat in het slecht gebruik van de vaderlijke macht: een vader geeft schandalige bevelen, verplicht het kind tot bedelen, tot landlooperij, tot het uitoefenen van verdachte bedrijven of levert het aan koordedansers over. (Art. 4 der wet van 28 Mei 1888.) Dat zijn enkele gevallen van misbruik van gezag.

C. Nalatigheid bij het vervullen van de wettelijke verplichtingen van vader en moeder. — Het geldt de wettelijke verplichtingen, voorzien bij artikel 385, 2^o, van het Burgelijk Wetboek, die, luidens dat artikel, als een last zijn opgelegd aan de vaderlijke macht.

* * *

Van de opsomming der bij artikel 3, n^o 2, voorziene gevallen werd gezegd dat die te onbepaald waren. Juister ware het te zeggen, dat zij eene zekere rekbaarheid hebben, die aan den rechter zal toelaten de door de huidige rechtspraak reeds gehuldigde beginselen uit te breiden. Ware de ontworpen wet te streng, dan zouden de rechtbanken zich niet meer gemachtigd achten om gebruik te maken van dat recht. Overigens geven de door ons aangehaalde bepalingen en voorbeelden nader den zin op van de door het ontwerp gebezigde uitdrukkingen.

De Middenafdeeling bepaalde zich niet bij de opsomming der gevallen, waarin de vaderlijke macht aan den vader en de moeder kan worden onttrokken; zij eischt dat de mishandelingen, het misbruik van gezag of de nalatigheid der ouders bij het vervullen hunner wettelijke verplichtingen, *de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van hun kind in gevaar hebben gebracht.*

Eindelijk wordt het gevaar, dat deze rekbare bepalingen mochten opleveren, uit den weg geruimd door andere bepalingen die ze aanvullen: de toekenning van de rechtsvordering tot ontzetting, uitsluitend aan het openbaar ministerie, de ruime macht tot beoordeeling, verleend aan de rechtbanken om te beslissen dat de ontzetting geheel of gedeeltelijk, volstrekt of betrekkelijk zijn zal.

DERDE REDEN TOT NIET VERPLICHTTE ONTZETTING.

Berooving van het recht van uitoefening der vaderlijke macht door toepassing der artikelen 31, 32 en 33 van het Strafwetboek.

Dat geval van uitsluiting kan slechts het gevolg zijn van eene veroordeeling uitgesproken tegen den vader of de moeder; en hoe zwaar die veroordeeling ook weze, toch kan zij slechts tot de *niet verplichte* ontzetting aanleiding geven, behalve in de twee gevallen voorzien bij het eerste artikel van het ontwerp. Maar, anderzijds, de straf moge eene lijfstraf of eenvoudig eene correctioneele straf wezen, zoo de artikelen 51, 52 en 53 van het Strafwetboek door de hoven en strafrechtbanken worden toegepast, *kan* de ontzetting van de vaderlijke macht worden uitgesproken door de burgerlijke rechtbanken.

Voor de correctioneele veroordeeling, evenzoo als de hoven en rechtbanken de interdictie slechts kunnen uitspreken *in de gevallen bij de wet voorzien* (art. 52, Strafwetboek), *kan* de burgerlijke rechter slechts in die gevallen de ontzetting uitspreken en in zoo verre het strafgerecht zelve de wettelijke interdictie van de in artikel 51 opgesomde rechten heeft uitgesproken.

Wat te zeggen van vruchtafdrijving en kindermoord?

Hierboven zegden wij dat die feiten geene redenen tot verplichte ontzetting zijn, zelfs wanneer zij werden gepleegd op den persoon van het kind van den schuldige. Het eerste artikel zondert ze uitdrukkelijk uit. Doch het zijn gevallen van facultatief gestelde uitsluiting, krachtens nummer 5 van artikel 2, indien de schuldige tot eene lijfstraf veroordeeld werd.

Wat de vruchtafdrijving betreft, deze was, volgens het ontwerp Le Jeune, zelfs geen reden tot niet verplichte ontzetting. De Middenafdeeling van 1897 stelde ze gelijk met kindermoord en machtigde de burgerlijke rechtbanken om de niet verplichte ontzetting uit te spreken. Het huidige ontwerp verschilt van de vorige, doordien de vruchtafdrijving niet op zichzelf eene reden tot niet verplichte ontzetting is. Inderdaad, zij is niet begrepen onder de *bij de wet voorziene gevallen* waarvan artikel 53 van het Strafwetboek spreekt. De wettelijke interdictie en, bijgevolg, de ontzetting van de vaderlijke macht kunnen dus enkel worden toegepast wanneer de vruchtafdrijving strafbaar is met dwangarbeid of opsluiting (artikelen 348 tot 352 van het Strafwetboek.)

VIERDE REDEN TOT NIET VERPLICHTTE ONTZETTING.

Het 4^{de} geval is het volgende : « Indien zij (de vader of de moeder) werden » veroordeeld tot lijfstraf wegens een andere dan eene politieke misdaad, » waaraan zij hun kind of afstammeling deden deelnemen, 't zij deze werd » veroordeeld of vrijgesproken als zijnde niet toerekenbaar. »

Het oorspronkelijk ontwerp zonderde de politieke misdaad niet uit; en de *deelneming* van het kind aan de misdaad, door den vader of de moeder

bedreven, volstond opdat de verplichte ontzetting tegen hen uitgesproken werd.

De Commissie tot herziening nam dat geval van ontzetting niet aan. De Middenafdeeling van 1892, zonder zich volstrekt aan te sluiten bij de zienswijze der Commissie, stelde voor, die bepaling te wijzigen op grond der volgende beschouwingen :

« Gewoonlijk zal het in dat geval gebeuren dat de ouder zijn kind of zijn » pleegkind rechtstreeks of onrechtstreeks aan de misdaad deed mede- » werken. Maar het tegendeel kan gebeuren. Ter gelegenheid van beroer- » ten of opstand, bij voorbeeld, werden misdaden begaan door verschillende » personen ; een huisvader en zijn zoon namen er deel aan. Zal er altijd en » noodzakelijk een misdadig verband bestaan tusschen den vader en » den zoon ?

» Zoo er slechts stoffelijke samenwerking bestaat, zou de ontzetting van » de vaderlijke macht niet meer te rechtvaardigen zijn dan na eene ver- » oordeeling wegens om 't even welke misdaad. Het vaderlijk gezag is niet » in de zaak betrokken. De dader, de mededader van of de medeplichtige » aan de misdaad heeft van dat gezag geen misbruik gemaakt. Dat gezag » was noch de reden, noch de gelegenheid voor de deelneming van het kind » aan de voltrekking der misdaad (1). »

De Middenafdeeling stelde voor, de woorden : « waaraan hun kind heeft » deelgenomen » te vervangen door deze : « waaraan zij hun kind *deden* » *deelnemen* ». Deze woorden bevestigen dat er tusschen vader en kind een soort overeenkomst bestond en sluiten de stoffelijke of toevallige samenwerking tot de misdaad uit.

De aldus luidende bepaling kwam opnieuw voor in de wetsontwerpen en wetsvoorstellen na 1892. De Regeering, door de huidige Middenafdeeling geraadpleegd, sloot er zich bij aan en schreef ze in het eerste artikel. Doch de Middenafdeeling, alhoewel zij den voorgestelden tekst aannam, oordeelde dat het geval niet moest voorkomen onder die welke aanleiding geven tot verplichte ontzetting. Zij liet zich leiden door deze beschouwing, dat het niet altijd gemakkelijk is een onderscheid te maken tusschen politieke misdaden en gewone misdaden en dat, in de veronderstelling dat de misdaad, die tot de veroordeeling aanleiding gaf, zeer erg was, zij toch niet behoorde tot de bij uitstek hatelijke, die op den persoon van het kind worden gepleegd en welke door het eerste artikel alleen zijn begrepen onder de redenen die tot verplichte ontzetting aanleiding geven.

De omstandigheid dat het kind werd vrijgesproken als zijnde ontoerekenbaar, verhindert niet dat de ontzetting van de vaderlijke macht vervolgd en uitgesproken wordt.

Wie kan de rechtsvordering tot ontzetting instellen ?

Wij zegden dat, ingeval van verplichte ontzetting, de rechtsvordering wordt voorbehouden aan het openbaar ministerie, en wij deden de redenen gelden, welke de Middenafdeeling er toe brachten tot die oplossing toe te

(1) Verslag van den heer Colaert, 1892.

treden. Doch het vraagstuk is moeilijker, wanneer het de niet verplichte ontzetting geldt.

Men kan trouwens steunen op het feit dat de rechtsvordering tot ontzegging van voogdij ook behoort aan de leden der familie. (Artikelen 444 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.)

Artikel 302 van hetzelfde Wetboek voorziet nagenoeg dezelfde veronderstelling als die waarmede wij ons bezighouden. De Fransche wet van 24 Juli 1888 verleent de rechtsvordering tot ontzetting van de vaderlijke macht *aan eenen of meer bloedverwanten van den minderjarigen tot den graad van eigen neef of aan het openbaar ministerie*. De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek ging zelfs verder: *elke bloed- of aanverwant* kan de ontzetting vragen.

De volgende beschouwingen, aan de Toelichting van het oorspronkelijk ontwerp ontleend, schijnen de uitsluiting van de familie te billijken:

« Moest men die rechtsvordering overlaten aan de familieleden of ze nood-
 » zakelijk aanhangig maken bij de bevoegde rechtsmacht, iedermaal eene
 » veroordeeling kan aanleiding geven tot ontzetting, dan zou men de niet
 » gerechtvaardigde gedingen vermenigvuldigen, ten nadeele van den vrede
 » der gezinnen en van den eerbied door de kinderen aan hunne ouders ver-
 » schuldigd. De tusschenkomst van het openbaar ministerie is noodig om de
 » onbescheiden of kwellende vervolgingen te beletten; het openbaar
 » ministerie moet vrij zijn, de rechtsvordering tot ontzetting al of niet
 » in te stellen. »

Deze beschouwingen duiden ook de grenzen aan van de tusschenkomst van het parket. Het goed bepaalde belang van het kind moet zijn eenige drijfveer zijn. De verplaatsing van de vaderlijke macht is wel geene straf, maar toch een buitengewoon erge maatregel die rechten te niet doet, welke zijn gegrond op de natuur en door de ouders als geheiligde rechten kunnen ingeroepen worden. Dit zegt genoeg dat de ontzetting slechts diegenen kan treffen, welke in niemands oogen verdienen den naam van vader of moeder te dragen.

De regelen tot het instellen en vervolgen van de rechtsvordering tot ontzetting, zelfs de facultatief gestelde ontzetting, zijn zeer eenvoudig: de rechtbank van eersten aanleg spreekt de ontzetting uit op vervolging ingesteld door het openbaar ministerie; maar, zooals wij zullen zien bij artikel 9, doet de rechtbank slechts uitspraak na het geschreven advies van den vrederechter te hebben ingewonnen en de moeder te hebben opgeroepen. Voor al het overige volgt men de gewone regelen der procedure. De Middenafdeeling, in overeenstemming met de Regeering, sluit zich dus niet aan bij het oorspronkelijk ontwerp dat de rechtsvordering onderwierp aan eene reeks uitzonderingsbepalingen: neerlegging van eene memorie, vergadering in de Raadkamer, vraag om het advies van eenen buitengewonen familie-raad, voorafgaande beslissing, enz. Zoo komen wij terug tot het stelsel van de Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 4.

Dit artikel bepaalt : « De rechtbank kan, op eisch van het openbaar ministerie, de uitsluiting uitspreken zooals deze is voorzien bij artikel 3, tegen de vrouw welke een persoon huwt die ontzet is van de vaderlijke macht. »

De oorspronkelijke ontwerpen, evenals de voorstellen van de Middenafdeeling en van den heer Denis en medeleden, lieten aan het openbaar ministerie toe, te vragen dat de moeder de rechten der vaderlijke macht niet zou uitoefenen ingeval haar echtgenoot ontzet was. Deze bepaling werd gerechtsvaardigd door deze overweging, dat het kind, aan zijne moeder toevertrouwd, onrechtstreeks onder het gezag van zijnen vader zal zijn geplaatst. Daar de ontzetting van de vaderlijke macht inderdaad zonder invloed is op het mansgezag, kan de beschermingsmaatregel, ten voordeele van het kind genomen, ondoelmatig worden.

Om eene soortgelijke reden verleende men aan de rechtbank, op eisch van het openbaar ministerie, het recht om de ouderlijke macht over hare kinderen te onttrekken aan de vrouw welke een persoon huwt, die is ontzet van dergelijke macht.

Het huidig ontwerp bedoelt slechts dit laatste geval. Dit werd hevig bestreden door een lid der Middenafdeeling van 1897. Hij nam niet aan, zegde hij, dat de vaderlijke macht kon onttrokken worden aan de vrouw wier echtgenoot er van ontzet is. Hij voegde erbij dat, in het huwelijk, de vrouw de gelijke van den man zijn moet en dezelfde rechten moet bezitten als hij.

Het nieuw artikel 4 geeft gedeeltelijk voldoening aan het achtbaar lid. De gehuwde vrouw, wier man is ontzet van de vaderlijke macht, zal zelve deze macht uitoefenen overeenkomstig de bepalingen van artikel 3. De ontzetting kan slechts vervolgd worden tegen de vrouw welke een persoon huwt, die reeds is ontzet van de vaderlijke macht.

Deze bepaling zal vooral van toepassing zijn op de weduwe die kinderen uit haar eerste huwelijk heeft; maar zij zal ook kunnen toegepast worden ten opzichte van de kinderen uit het huwelijk, gesloten met een persoon die is ontzet van de vaderlijke macht.

Artikel 4 bepaalt dat de rechtbank de uitsluiting kan uitspreken, *zooals deze is voorzien bij artikel 3*. Deze bewoordingen bedoelen de facultatief gestelde ontzetting voorzien bij dit artikel.

ART. 5.

De bepalingen, door dit artikel voorgesteld, bekrachtigen de gedachten van het verslag der eerste Middenafdeeling, die eindelijk door de toenmalige Regeering aangenomen en door den heer Denis en medeleden in hun wetsvoorstel overgenomen werden.

Door het vroeger artikel werd aan de gemcenteoverheid toevertrouwd de zorg voor de opvoeding van het kind wiens ouders zijn ontzet van de vaderlijke macht. Deze bepaling werd reeds in 1892 hevig bestreden en ver-

worpen met eenparigheid van stemmen van de leden der Middenafdeeling.

Het verslag maakte zich de tolk van die eenparigheid :

« Wij moeten erkennen dat die bepaling onze gansche huidige wetgeving overhoop werpt en dat zij, door eene herhaalde toepassing, het bestaan der familie kan in gevaar brengen alsook een erg gevaar opleveren voor de samenleving zelve.

» De opvoeding der kinderen behoort niet tot de bevoegdheden der gemeenteoverheid zooals zij door onze politieke wetten zijn bepaald. Door het Burgerlijk Wetboek van 1803 werd die zending toevertrouwd aan de familie, eerst aan den vader en aan de moeder, vervolgens aan de bloedverwanten in de opgaande lijn en, bij dezer ontstentenis, aan hem die, bloedverwant, vriend of zelfs vreemd aan het kind, door den *familieraad* zal aangewezen worden. Deze raad is samengesteld uit bloedverwanten en, desnoods, uit vrienden.

» Het decreet van 16-24 Augustus 1790 zelf, dat de bevoegdheden van de municipale korpsen bepaalde, had er zoo weinig aan gedacht, hun eenige hoegenaamde macht op de familie toe te staan, dat het eene huiselijke rechtbank instelde om de betwistingen tusschen bloedverwanten te slechten en, namelijk, om het recht van bestraffing te regelen tegen over kinderen wier gedrag aan hunne ouders zeer erge redenen tot misnoegdheid gaf. Het recht van bestraffing, waartegen thans bezwaren worden aangevoerd, is door het Burgerlijk Wetboek geregeld.

» 't Is de persoon van vertrouwen, aangewezen zooals wij het daareven zegden, die door de wet is gelast te zorgen voor het kind en te voorzien in zijne opvoeding, ingeval zijn vader en moeder overlijden. De voogdij wordt op dezelfde wijze opengesteld wanneer de ouders, ten gevolge van afwezigheid of gerechtelijke interdictie, in de onmogelijkheid verkeerden, de plichten tot zorg voor of tot opvoeding van hunne kinderen te vervullen.

» Op dit stelsel, dat zeer gunstig is voor de belangen van het kind en de rechten en de plichten van den vader en de moeder eerbiedigt, zonder overigens de belangen der samenleving te schaden, schijnt het ontwerp ons een erge inbreuk te maken.

» In de Toelichting zochten wij te vergeefs de rechtvaardiging van de voorgestelde nieuwigheid. Zij roept *het belang der geheele samenleving* in. Maar waarin zou dat belang zijn geschaad, zoo de wetgever op het kind, waarvan de vader en de moeder of de bloedverwant in de opgaande lijn zijn ontzet van de vaderlijke macht, het stelsel toepaste, dat het Burgerlijk Wetboek toepast op het kind wiens ouders gestorven of afwezig zijn ofwel onder curateele staan?

» Tot nog toe werden geen ernstige bezwaren aangevoerd tegen dat stelsel in zijn geheel; en zoo enkele bijzonderheden te wenschen kunnen overlaten, toch kan het enkel aan menschen vol oproerige gedachten zijn ingevallen, de vaderlijke macht aan de familie te ontnemen om ze aan den Staat toe te vertrouwen.

» Behoeven wij te zeggen dat dit klaarblijkelijk niet het doel van het

» wetsontwerp is? De achtbare heer Le Jeune verklaarde, ter vergadering
» van den Bond der Beschermingscomiteiten, dat het privaat initiatief en
» eenieders liefdadigheid kan optreden.

» Overigens stelt het artikel voor : « *Ingeval de uitoefening van de
» rechten der vaderlijke macht niet meer toevertrouwd is noch aan den
» vader noch aan de moeder, ten gevolge van ontzetting, dan kan de voogdij
» worden opgedragen overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk
» Wetboek.* »

» Dat is echter slechts eene uitzondering die, zeer gelukkiglijk, de regel
» zou worden in den tegenwoordigen staat onzer gedachten en zeden. De
» Toelichting billijkt ze in uitnemende bewoordingen : *Het kan, zegt zij,
» dat, de vaderlijke macht aan de ouders ontnomen zijnde, een om 't even
» welke persoon, bloedverwant van het kind of zelfs vreemd aan de familie,
» wenscht zich te belasten met zijne opvoeding. Biedt die persoon al de
» vereischte waarborgen aan, dan bestaat er geene reden om hem deze vrij-
» willige voogdij te weigeren, onder de voorwaarden bepaald bij de laatste
» drie paragrafen van artikel 10.*

» De Middenafdeeling stelt voor, die uitzondering tot algemeenen regel
» te maken en de zorg alsook de opvoeding slechts toe te vertrouwen aan
» de gemeenteoverheid, wanneer het kind geene ouders heeft of, beter,
» wanneer zich niemand met zijne opvoeding belast.

» Men zou dus het heilzaam beginsel van den eerbied voor de familiale
» overheid door de wet bekrachtigen, het verwijt vermijden, als zou het
» ontwerp een gevaarlijk beginsel huldigen, en de lasten der gemeenten
» niet bezwaren, tevens het goed begrepen belang van het kind vrij-
» warend.

» Wat betreft de tusschenkomst der gemeenteoverheid, mag men zich
» niet ontveinzen dat voortaan de rechtbanken zich zullen moeten bezig-
» houden met een aanzienlijker aantal jonge ongelukkigen die, om ver-
» schillende redenen, behooren tot de klasse van de zedelijk verwaarloosde
» kinderen. Zoo de wet het optreden van bijzonderen bevordert, is het
» toch klaarblijkelijk dat dit zal wezen ter ontlasting van den Staat en de
» gemeenten waarvan een groot getal een bezwaarden toestand hebben.

» Men werpe daartegen niet op dat, zoo het kind van den rijke, met ons
» stelsel, eene behoorlijke opvoeding kan ontvangen, dit niet hetzelfde zijn
» zal met het behoeftige kind. Zij, die den geest der behoeftige gezinnen
» kennen, omdat zij met deze in aanraking kwamen, weten voor welke
» opofferingen zij bekwaam zijn, wanneer het er op aankomt de door hunne
» ouders verlaten kinderen te plaatsen.

» Wat er ook van zij, ons gevoelen is dat de openbare overheid zoo
» weinig mogelijk moet optreden en dat men het privaat initiatief moet
» laten handelen. In deze jongste jaren deed de bijzondere liefdadigheid
» wonderen ten voordeele van de verwaarloosde kinderen, in Frankrijk,
» Engeland, Italië, Amerika en in andere landen. Waarom zou het anders
» zijn in België, waar elke ellende hulp, troost en toewijding vindt? »

Artikel 5 van het huidig ontwerp verwezenlijkt volkomen de gedachten van het verslag van 1892.

De *verplichte of niet verplichte* ontzetting uitsprekende, beveelt de rechtbank dat de familieraad zal worden bijeengeroepen, overeenkomstig de artikelen 405 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, alsof de vader dood, afwezig, onder curatele gesteld of van de voogdij ontzet was. Natuurlijk is het de moeder die voortaan de vaderlijke macht zal uitoefenen; en slechts om gewichtige redenen zal de familieraad een anderen persoon aanwijzen. De rechtbank zal den persoon benoemen, aangewezen door den raad; doch later kan zij, zoo het noodig is, hare keuze wijzigen, op eisch van het openbaar ministerie. Slechts in het geval dat de rechtbank geen persoon vindt, die geschikt is om den vader of de moeder te vervangen en die daarin toestemt, zal het kind ter beschikking van de gemeenteoverheid worden gesteld.

Stelt men het kind ter beschikking van de gemeenteoverheid, dan sluit men de gedachte uit, het ter beschikking van de Regeering te stellen. De Staat belast zich enkel met kinderen die een misdrijf pleegden en die hij in zijne weldadigheidsscholen plaatst. Wij zegden reeds dat men met deze niet moet verwarren de kinderen wier ouders zijn ontzet van de vaderlijke macht: zij zijn *gema* schuldigen, maar wel ongelukkigen die men moet opnemen en beschermen.

Het gemeentebestuur zal dus het recht hebben van opvoeding en zorg; het zal dat recht uitoefenen door het kind te plaatsen in een openbaar of privaat liefdadig gesticht, ofwel bij eenen particulier.

ART. 6.

Dit artikel betreft de voorloopige maatregelen te nemen zoohaast de rechtsvordering tot ontzetting is ingesteld.

Door de rechtbank en, wanneer er spoed bij is, door den rechter in kort-geding worden zoodanige maatregelen genomen als zij noodig achten, en wel ope isch van het openbaar ministerie. Zij kunnen enkel de zorg voor het kind en zijne opvoeding betreffen.

ART. 7.

Dit artikel huldigt het beginsel dat de ontzetting kan worden ingetrokken, terwijl het overeenstemmend artikel van het oorspronkelijk ontwerp het tegenovergesteld beginsel uitsprak, behoudens in het geval waar de vader zijn kind of afstammeling aan eene misdaad deed deelnemen. In dat geval konden de ouders, tegen wie de ontzetting is uitgesproken, na een tijdsverloop vandie jaar, vragen dat hun de uitoefening der vaderlijke macht zou teruggeschonken worden.

Het oorspronkelijk ontwerp nam dus eene enkele uitzondering aan op het beginsel van de onherroepelijkheid der ontzetting. De Middenafdeeling breidde de uitzondering uit en maakte ze tot een regel.

« De meesten van hen die zich bezighouden met de kwestie van de

» kinderbescherming, zegde het verslag, waren tegen die radicale bepaling
 » van het wetsontwerp. De Commissie voor de herziening van het Burgerlijk
 » Wetboek stelt voor : « De vader en de moeder kunnen van de rechtbank
 » » de uitoefening van de macht terugkrijgen, die zij overeenkomstig
 » » artikel 8 mochten verloren hebben » ; dit wil zeggen, in de gevallen
 » van facultatief gestelde ontzetting, door de Commissie voorgesteld.

» De Fransche wet gaat veel verder : zij neemt aan dat de vaderlijke
 » macht teruggeschonken wordt, zelfs wanneer de ontzetting met volle recht
 » werd uitgesproken, mits de veroordeelde in eere werd hersteld. Het
 » Congres te Antwerpen uitte den wensch dat « de ontzetting *nooit* op eene
 » » volstrekt definitieve of onherroepelijke wijze zou worden uitgesproken,
 » » maar dat, *in alle gevallen*, hij, tegen wien ze is uitgesproken, er rechter-
 » » lijk zou kunnen van ontheven worden en de uitoefening zou kunnen
 » » hernemen van de rechten die hem noodig zijn om ten opzichte zijner
 » » kinderen den plicht van opvoeding te vervullen, hem opgelegd door de
 » » natuur en door de wet. »

» Met algemeene stemmen sloot de Middenafdeeling zich bij die ziens-
 » wijze aan. Hierboven bewezen wij hoe weinig billijk, hoe onrechtvaardig
 » zelfs het ware, de vaderlijke macht te onttrekken aan personen die
 » kunnen toegegeven hebben aan een geweldigen en voorbijgaanden drift,
 » bijvoorbeeld ingeval van aanslag op de zeden begaan door jongelingen op
 » vreemde en meerderjarige personen. De strengheid van den maatregel
 » springt meer in het oog, wanneer men overweegt dat, volgens het wets-
 » ontwerp, die ontzetting, evenals al de andere, zou onherroepelijk zijn,
 » behoudens het geval uitgezonderd door artikel 11.

» Men kan daartegen opwerpen dat het ontnemen van de macht van
 » vader en moeder geen eigenlijk gezegde straf is : geene hoofdstraf, geene
 » bijkomende straf. Dat is waar ; maar zij is eene ontzetting, eene burger-
 » rechtelijke straf van een buitengewoon ergen aard. Alhoewel uitge-
 » sproken in het uitsluitend belang van het kind, kan zij, zooniet ten doel,
 » dan ten minste ten gevolge hebben, de verbetering van den schuldige.
 » Wordt deze uitslag bereikt, dan heeft de verplaatsing der vaderlijke macht
 » geen reden van bestaan meer. Men kan het niet genoeg herhalen : de
 » vaderlijke macht is een recht en tevens een plicht, opgelegd door de
 » natuur. « Niet alleen heeft zij altijd bestaan, maar, na de overheid van
 » » God, is zij de eerste. Elk ander gezag der wereld moest, in beginsel,
 » » enkel een beeld zijn van dat van den huisvader ten opzichte van zijne
 » » kinderen ; en elke magistratuur onder de menschen was te meer vol-
 » » maakt naarmate zij minder afweek van dit oorspronkelijk type » (1).

» Zooals wij het zegden in onze critiek der nieuwigheid voorgesteld door
 » artikel 10, is het de voogdij, door de familie opgedragen aan eenen bloed-
 » verwant of vriend of zelfs aan een vreemden persoon de vereischte hoeda-
 » nigheden vereenigend, die, bij ontstentenis der ouders, best de huiselijke
 » magistratuur zal uitoefenen. Doch deze zending zelve, hoe vruchtbaar zij

(1) BLANCHET, De la puissance paternelle (*Revue de droit français et étranger*, V.)

» ook moge wezen, moet ophouden wanneer het hoofd van de familie, wien
 » men zijne vaderkroon ontnam, waardig werd om zijne koningsmacht over
 » het gezin uit te oefenen.

» De Middenafdeeling stelt dus voor, de vaderlijke macht terug te geven
 » iedermaal de onwaardigheid ophielt. Doch, om de verbetering van
 » den ouder vast te stellen is er een min of meer lang tijdsverloop noodig,
 » in verhouding tot de zwaarwichtigheid van het geval. Wij stellen tien jaar
 » voor in de gevallen van verplichte ontzetting; vijf jaar in de gevallen van
 » facultatief gestelde ontzetting » (1).

Wij sluiten ons aan bij den tekst van de Regeering, die de *geheele of gedeeltelijke* herstelling voorstelt.

ART. 8.

Dit artikel neemt in het ontwerp eene reden tot ontzetting op, die in de vroegere wetsontwerpen en voorstellen niet voorkwam : « De vader en » de moeder verbeuren de uitoefening van de rechten, opgesomd in artikel 2, » gedurende den tijd dat zij verkeerden in staat van verklaarde afwezigheid » of van gerechtelijke interdictie ».

De nieuwe bepaling werd door verschillende leden der Middenafdeeling nutteloos geacht. Trouwens voorzien reeds de artikelen 141, 142 en 143 van het Burgerlijk Wetboek de afwezigheid en regelen « het toezicht over de » minderjarige kinderen van den vader die verdwenen is. » Wat de gerechtelijke interdictie betreft, schijnen de artikelen 507 en 511 de belangen der kinderen van den persoon, in staat van gerechtelijke interdictie, voldoende geregeld te hebben.

Wij zijn het met de Regeering eens om het behoud van het artikel voor te stellen; doch de Middenafdeeling was van gevoelen dat men de gerechtelijke interdictie niet kan gelijkstellen met die voorzien bij de artikelen 31, 32 en 33, waarvan de toevoeging werd voorgesteld door de Regeering. De wettelijke interdictie is inderdaad bij artikel 3 voorzien onder de redenen tot niet verplichte ontzetting, en dienvolgens zou men moeilijk kunnen aannemen dat de rechtbanken twee ontzettingen zouden uitspreken; eene facultatief gestelde ontzetting, krachtens artikel 5, en eene *verplichte, ofschoon tijdelijke* ontzetting, krachtens artikel 8. De Middenafdeeling acht dat het onnoodig is de wettelijke interdictie toe te voegen.

Door de §§ 2 en 3 worden de regelen der procedure bepaald. Het zijn dezelfde als die bepaald bij artikel 5.

ART. 9.

Wij zegden reeds dat het ontwerp al de wenschelijke waarborgen bepaalt voor de rechtsvordering tot ontzetting. Hier geldt het de niet verplichte ontzetting. De rechtbank spreekt ze eerst uit, nadat zij het geschreven advies van den vrederechter der woonplaats, of, bij gemis van woonplaats, der verblijfplaats van den vader en de moeder heeft ingewonnen.

(1) Verslag van den heer Golaert, van 1892.

Krachtens § 2 is de rechtbank ook verplicht, de moeder te hooren of te roepen. Dat is nog een waarborg.

De bepalingen van artikel 9 zijn niet van toepassing op de maatregelen voorzien bij artikel 6 van het ontwerp. In het geval, bij dit artikel bedoeld, is er spoed; overigens het geldt enkel een toestand die hoegenaamd niet definitief is.

ART. 10.

Dit artikel regelt twee zaken betreffende de proceduur. De eerste betreft de machtiging van den man. De gehuwde vrouw moet, in de gevallen voorzien bij de voorgaande artikelen, niet worden gemachtigd om in rechten op te treden. Er is sprake van de vrouw die optreedt als verweerster in de rechtsvordering ingesteld door het openbaar ministerie. Als eischeres kan zij slechts in twee gevallen optreden: het geval voorzien bij artikel 7, betreffende het terugkrijgen van de rechten der vaderlijke macht, vermits volgens het stelsel van het ontwerp de rechtsvordering is voorbehouden aan het openbaar ministerie, en het geval van beroep voorzien bij het tweede lid van artikel 10.

De termijn voor het aantekenen van beroep is bepaald op vijftien dagen. Het beroep brengt schorsing mee, behalve in het geval voorzien bij artikel 6.

- Er werd gevraagd te rekenen van welken dag de termijn voor het aantekenen van beroep een aanvang neemt. Het ontwerp Lejeune machtigde het beroep stilzwijgenderwijs, doch regelde den termijn daartoe niet. Het ontwerp van de Commissie voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek bepaalde den termijn op vijftien dagen en billijkte die afwijking van het gemeene recht door deze reden: « De geschillen betreffende het gezag van » den vader en de moeder moeten spoedig opgelost worden. » Men zal dit doel bereiken door den termijn te bepalen op vijftien dagen, van den dag af waarop het vonnis in het bijzijn van partijen of bij verstek werd uitgesproken. Wordt het vonnis uitgesproken in het bijzijn van partijen, dan zal de ontzette vader of moeder voldoende kennis hebben van de ontzetting; werd het uitgesproken bij verstek, dan zal de niet-verschijnende alleen zich zelven moeten verwijten, een nieuwen misslag — de afwezigheid of de nalatigheid — te hebben begaan buiten dien welke aanleiding gaf tot zijne ontzetting uit de vaderlijke macht. Men zou zelfs kunnen staande houden dat, wanneer de ontzetting verplicht is, het beroep niet ontvankelijk is. Zoover gaan we niet; doch, wij herhalen het, voor het geding zijn er zooveel waarborgen bepaald dat terecht kan worden gezegd dat de beslissing der rechtbank met volle kennis van zaken werd genomen en het beroep zelden zal gegrond zijn.

ART. 11.

- Door dit artikel wordt het vraagstuk van de kosten van onderhoud en opvoeding van het behoeftig kind opgelost. Sommige leden van de Middenafdeeling wenschten dat die kosten ten laste van den Staat zouden komen,

en de Regeering was eerst van meening dat zij dienden te worden gedragen door de gemeente.

De Middenafderling achtte het rechtvaardig en billijk, de kosten te doen dragen door den Staat en de gemeente, ieder voor de helft, en keurde artikel 41 goed. Is het kind, dat zedelijk verwaarloosd is en zich aan een misdrijf nog niet schuldig maakte, niet ter beschikking van de Regeering gesteld, is integendeel het recht om daarvoor te zorgen en het op te voeden toegekend aan de gemeente, dan komt het logisch voor dat deze de kosten, althans een deel daarvan, draagt wegens het plaatsen van het kind in eene openbare of private liefdadige inrichting, onderwijsinrichting of leerschool, ofwel bij een bijzonderen persoon. Die kosten kunnen echter, in de toekomst, een nieuwe en zware last zijn voor de gemeentesturen; daarom achtte de Staat het noodig, daarvan de helft te dragen. Het verdeelen van de kosten is het gevolg van eene overeenkomst tusschen aanhangers van de tegenovergestelde regelingen.

§ 2 verleent aan de gemeente het recht om de terugbetaling dier kosten in rechte te vorderen van hen die het kind onderhoudskosten zijn verschuldigd. Het geldt hier het kind, dat niet tot de behoeftige klasse behoort en waaraan de ouders en de bloedverwanten in de opgaande lijn onderhoudskosten verschuldigd zijn.

Bezit het kind goederen, dan hebben zijne ouders daarvan het genot binnen de grenzen bepaald bij artikel 584 van het Burgerlijk Wetboek. De terugbetaling der kosten kan van het kind enkel worden gevorderd op die goederen.

Lid 4 regelt de verjaring van de rechtsvordering tot terugbetaling. De duur der verjaring bedraagt vijf jaar, overeenkomstig artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

HOOFDSTUK II.

GERECHTELIJKE MAATREGELEN TEGENOVER JONGE MISDADIGERS.

Volgens het voorstel van den heer Denis en medeleden blijven de kinderen, die den leeftijd van zestien jaar niet hebben bereikt en zich aan misdrijven schuldig maakten, evenals volgens de vorige ontwerpen, ingedeeld in twee klassen : de kinderen die toerekenbaar zijn, en die welke niet toerekenbaar zijn.

Deze indeeling en de verschillende wijze waarop beide klassen van kinderen worden behandeld door het Strafwetboek, werden heftig bestreden, namelijk op het Congres te Antwerpen, dat het volgende voorstel aannam :

« Het vaststellen van de in de positieve wetten bedoelde toerekenbaarheid, wanneer vervolgingen zijn ingesteld tegen kinderen beneden zestien jaar, die misdrijven pleegden, kan niet tot wettelijken grondslag dienen voor de indeeling der kinderen. Tot deze indeeling moet worden overgegaan door het Bestuur. »

Deze wensch gaf aanleiding tot lange beraadslagingen. Gesteund door

criminalisten uit België en uit het buitenland, werd hij, naar het schijnt, algemeen aangenomen door de leden van het Congres.

Wie de vergaderingen van dit Congres bijwoonde, zal wellicht vastgesteld hebben, dat de behandeling van het door ons vermelde voorstel eenigszins verward was. Uit de lezing der debatten blijkt, dat men het eens was om te verklaren dat de « toerekenbaarheid, door de strafwetten gehuldigd » om te weten of het kind al of niet ondeugend is, of het aan deze of gene » regeling moet onderworpen worden, een onnauwkeurige wijze van waarneming is... Het vraagstuk, dat tot nog toe werd behandeld met het oog » op het strafrecht en de zedelijke verbetering, dient te worden opgelost » door de liefdadigheid... De voorbehoedende maatregelen zijn de beste die » men eerst nemen kan... (1). »

De heer Bruyère, die het eens is over deze beginselen, vraagt enkel eene verklaring waaruit blijkt, dat in de huidige strafwetten voorkwam « de » groote onrechtvaardigheid, hierin bestaande dat men de onschuldige kinderen, bedoeld bij ons artikel 72, en de ondeugende kinderen plaatst in » een zelfde tuchthuis ».

Het achtbaar lid stelde ook vast dat men te verre gaat, wanneer men de rechtbanken ontlast van de verantwoordelijkheid der te nemen beslissing om ze op te dragen aan den Staat of aan de gemeenteoverheid.

Er werd echter geantwoord dat, volgens het aangeprezen stelsel, het Bestuur, evenmin als de rechtbanken, dient na te gaan of het kind al of niet toerekenbaar was, vermits het zich niet bezighoudt met het wanbedrijf.

De achtbare heer Prins wees op de zending der rechtbanken. Volgens hem is het onnoodig den rechter te verplichten, een keuze te doen tusschen de toerekenbaarheid en de niet-toerekenbaarheid. De eenige vraag, die de rechtbank moet oplossen, is deze : Dient het kind te worden behouden in zijne omgeving? Mag het worden gelaten aan zijne familie? Ofwel, is dat kind gevaarlijk? Moet men het onttrekken aan zijne omgeving, het wegnemen, het beschermen, het onder de voogdij van het Bestuur stellen? (2)

Onbetwistbaar zijn meest al de kinderen, die zich aan wanbedrijven schuldig maken vóór den leeftijd van zestien jaren, ongelukkigen welke medelijden veeleer dan straf verdienen. Op weinige uitzonderingen na, zijn zij het slachtoffer van de nalatigheid, van het slecht voorbeeld, van het slecht gedrag hunner ouders. Is het bijgevolg rechtvaardig ze te straffen? Tot nog toe kenden zij de familie niet, of, zooals wij het reeds zegden, het ware beter geweest dat zij nooit de hunne hadden gekend. Men dient dus er hun eene te schenken. Doch welke? Ook op dat gebied moet men de private liefdadigheid laten optreden en slechts bij gebrek aan deze mag men de kinderen van onze klasse ter beschikking van de openbare machten stellen.

Het is echter mogelijk dat het kind werd beïnvloed door slechte voorbeelden buiten den familiekring, terwijl de huiselijke haard, al is hij gevestigd onder een stroodak, rein is gebleven. In dit geval, zoo het voor de

(1) Rede van den heer Bruyère, stenographisch verslag, bl. 589.

(2) Verslag, bl. 181, 586.

ouders niet stoffelijk of zedelijk onmogelijk is het kind op te brengen en op te leiden, moet het worden teruggegeven aan de familie en toevertrouwd aan den vader en de moeder, die steeds met meer zorg, met meer liefde handelen en doelmatiger optreden dan deze of gene bestuurder.

Elk geval dient afzonderlijk te worden nagegaan door het gerecht, dat al de vereischte inlichtingen nemen zal om met kennis van zaken uitspraak te doen.

Volgens het wetsontwerp zal het vraagstuk van de toerekenbaarheid zich nog voordoen, doch niet, zooals vroeger, voor de rechtbank die zich bezighoudt met de zaak, of op de terechtzitting zelf, maar wel voor de raadkamer of voor de kamer van inbeschuldigingstelling. Uit het voorbereidend onderzoek zal blijken of het kind al of niet toerekenbaar was.

In het eerste geval, zal er tegen het kind rechtsingang worden verleend krachtens een bevel van de raadkamer of van de kamer van inbeschuldigingstelling. In het tweede, zal het aan zijne ouders toevertrouwd blijven of ter beschikking van de openbare machten worden gesteld.

ART. 12.

Het ontwerp verschilt van de vroegere ontwerpen en van het voorstel Denis, doordat het geen onderscheid meer maakt tusschen kinderen die niet den leeftijd van tien jaren, van veertien jaren en van zestien jaren hebben bereikt. Welke hun leeftijd ook zij, hebben zij niet den leeftijd van zestien jaren bereikt op 't oogenblik dat zij het feit pleegden, dan kan tegen hen een bevel van aanhouding worden verleend, zelfs indien het wanbedrijf niet eene gevangenisstraf van drie maanden kan medebrengen. Daaruit volgt dat, op welken leeftijd ook, de minderjarige beneden zestien jaar in hechtenis zal kunnen genomen worden; deze maatregel werd integendeel niet toegelaten door al de vorige ontwerpen en voorstellen, tenzij het feit aanleiding kon geven tot eene veroordeeling van het kind tot eene gevangenisstraf van zes maanden of tot eene zwaardere straf.

Is deze nieuwigheid gegrond?

In de eerste plaats dient te worden opgemerkt dat de rechter, belast met het onderzoek, bevoegd is om de zaak naar eigen opvatting te beoordeelen: tegen het kind *kan* een bevel van aanhouding worden verleend. Ongetwijfeld zal deze maatregel niet worden toegepast op zeer jonge misdadigers, evenmin als op die, waarvan de ouders behoorlijk zorg dragen voor de opvoeding hunner kinderen. Het geldt een beschermingsmaatregel die zoowel in het belang van het kind als in het openbaar belang genomen wordt. Is die maatregel niet onontbeerlijk, is bijvoorbeeld de misdadiger nog zeer jong of dragen de ouders zorg voor hem, dan zal de rechter hem niet nemen omdat hij niet gebijld zou kunnen worden. Opdat de rechter het kind aan de ouders onttrekke en een bevel van aanhouding tegen hem verleene, wordt er vereischt ofwel eene voorbarige verdorvenheid van het kind, ofwel eene ernstige nalatigheid van de ouders.

In dit geval kunnen, krachtens de Fransche wet van 19 April 1898, de

rechter van instructie alsmede de hoven en rechtbanken het kind toevertrouwen aan particulieren, ofwel aan openbare of private instellingen. Dat stelsel wordt aangeprezen door den heer Denis; wij zijn het eens met de Regeering om het goed te keuren. Doch, zooals uit het artikel blijkt, die maatregel kan te allen tijde ingetrokken worden.

Om die wijze van handelen ingang te doen vinden, wordt door eene slot-alinea bepaald dat de Regeering bij koninklijk besluit de sommen vaststelt, toe te kennen aan hen die worden belast met de zorg voor het kind en zijn onderhoud, wanneer het bewezen is dat dit kind behoeftig is (1).

ART. 13.

Dit artikel verwezenlijkt de hoofdgedachten, door ons in het begin van dit hoofdstuk uitgedrukt.

De raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling heeft in dezen een zeer ruime macht van beoordeeling. Was het kind ontoerekenbaar, was het zelfs toerekenbaar, is er echter geen grond om tegen hem eene straf uit te spreken uit hoofde van zijn leeftijd en zijn vroeger goed levensgedrag, dan verwijst zij hem naar de politierechtbank, welke uitspraak zal doen overeenkomstig artikel 72 van het Strafwetboek. Met andere woorden, het kind *kan* ter beschikking van de Regeering gesteld worden. De politierechter, op zijne beurt, zal gebruik maken van zijne macht van beoordeeling ten beste van het kind.

Alleen ingeval de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling van oordeel is dat eene straf dient uitgesproken te worden, verwijst zij het kind naar de bevoegde strafrechtbank.

ART. 14.

Artikel 14 wijzigd den tekst van artikel 72 van het Strafwetboek.

Het tweede lid van artikel 72 machtigt de rechtbank om het kind ter beschikking van de Regeering te stellen, *niet langer dan tot den tijd waarop het een en twintig jaar heeft bereikt*.

Feitelijk wordt het kind altijd tot dien leeftijd ter beschikking van de Regeering gesteld; doch de bewoordingen van het artikel kunnen worden verklaard in dezen zin, dat het kind ter beschikking van de Regeering kan worden gesteld tot een min gevorderden leeftijd. Zooals wij reeds zegden, het Bestuur dient te oordeelen of het kind kan vrijgesteld worden alvorens het den leeftijd van een en twintig jaar heeft bereikt.

Dit zal afhangen van zijn gedrag, van de waarborgen die zijn ouders opleveren. In elk geval kunnen de hoven noch de rechtbanken daarover uitspraak doen op 't oogenblik dat zij gebruik maken van de macht, hun door artikel 72 toegekend.

Het 3^{de} lid van dit artikel heeft dan ook geen reden van bestaan meer, en de Middenafdeeling is het eens om het te doen wegvallen.

(1) Toelichting van het voorstel Denis, bl. 4.

ART. 15 TOT EN MET 19.

De artikelen 15, 16, 18 en 19 bevatten volstrekt dezelfde bepalingen als die van artikel 1 der wet van 15 Februari 1897, waarbij zijn gewijzigd de bepalingen van artikel 25 der wet van 27 November 1891 tot beteugeling van de landlooperij en de bedelarij. Zij werden in deze wetten ingelascht in afwachting dat het wetsontwerp op de kinderbescherming zou aangenomen worden. Zij zijn dus hier op hare plaats.

Artikel 17 voert eene bepaling in, voorgesteld door de Commissie voor de landelijke politie.

Zij kan dus gescheiden worden van de voorstellen betreffende de landelijke politie en deel uitmaken van het wetsontwerp waarover hier verslag is uitgebracht.

Deze bepaling voert eene belangrijke nieuwigheid in : eene politiestraf kan uitgesproken worden tegen hem die het misdrijf vergemakkelijkt, gepleegd door een kind dat niet den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt en voor welk hij zorgen moet.

Indien er medeplichtigheid bestaat, in den zin van het Strafwetboek, zullen de straffen, voorzien bij de artikelen van dit wetboek, van toepassing zijn. Artikel 17 straft het gebrek aan toezicht waardoor het misdrijf vergemakkelijkt wordt. Het is dus niet noodig dat er medeplichtigheid bestaat; het gebrek aan toezicht is voldoende. Deze uitdrukking omvat noodzakelijk het feit, het kind te laten rondzwerven, het te verplichten tot bedelen of het te laten bedelen, zijn school en leertijd te laten verzuimen, en verder alle andere feiten die het kind kunnen doen ontaarden zelfs door werkloosheid.

« Het nieuwe misdrijf heeft de verzuiming van een der hoogste plichten » van de vaderlijke macht tot grondslag; het zal licht bewezen worden » door de omstandigheden die de zaak omgeven. De wet van 15 Februari » 1897 (art. 25 quater) bevat reeds eene soortgelijke bepaling, waar zij » eene politiestraf uitspreekt tegen hem die zorgen moet voor het kind, » indien hij weigert te verschijnen op het bevel der rechtbank. Aldus, met » inachtneming van de algemeene beginselen van het Strafrecht betreffende » het straffen van den persoon des daders, geeft men het gerecht eene doel- » treffende macht tegen schuldige ouders die vooralsnog aan de strengheid » der wet ontsnapt. Uit de toekomst zal blijken of deze nieuwe bepaling » bij machte zal zijn om de toename van de misdaden, gepleegd door kin- » deren, tegen te houden; moest, tegen de verwachting der Commissie, de » proefneming niet voldoen, dan zal men moeten nagaan of men niet dient » terug te keeren tot eene wetgeving, theoretisch wellicht minder vol- » maakt, doch waarvan de toepassing geen aanleiding gaf tot de klachten » die thans van alle zijden oprijzen (1). »

Het ontwerp van de Regeering over de landelijke politie bevat het voorstel van ons artikel 17 niet, omdat het beter op zijne plaats is in de wet op de kinderbescherming.

(1) Commissie voor de landelijke politie. Verslagen en voorstellen, bl. 151.

ART. 20.

Dit artikel herhaalt grootendeels eene bepaling uit de vorige ontwerpen. De Middenafdeeling treedt toe tot de door de Regeering ingevoerde wijzigingen. Doch de Regeering herhaalt de bepaling niet van het ontwerp Lejeune betreffende het hooger beroep. Nochtans moet het toegelaten zijn, in hooger beroep te komen van de beslissing des rechters. Wij stellen dus voor, de volgende bepaling in te lasschen : « Aanteekening van beroep brengt » geene schorsing mede. De termijn voor het aanteekenen van beroep is » tien dagen ; hij vangt aan den dag dat het kind in eene weldadigheids- » school werd opgenomen. »

ART. 21.

Dit artikel bevestigt eene reeds bestaande bepaling en werd eenstemmig aangenomen.

ART. 22.

De Middenafdeeling sloot zich aan bij dit artikel dat in alle vroegere ontwerpen en voorstellen voorkomt en door het gebruik gevestigd is.

HOOFDSTUK III.

VAN DE MISDADEN EN WANBEDRIJVEN TEGEN DE ZEDELIIKHEID EN DE ZWAKHEID DER KINDEREN.

De bepalingen van dit hoofdstuk werden gedeeltelijk ontleend aan de vroegere ontwerpen en aan de Fransche wet van 19 April 1898. De heer Denis en medeleden namen ze over (1).

Sommige brengen eene verzwaring mee van de straffen, door het Strafwetboek bepaald tegen hen die misdaden of wanbedrijven tegen kinderen plegen. Andere voeren eenige zeer grondige en noodzakelijke nieuwigheden in.

De vroegere verslagen billijkten deze verzwaringen :

« Toen wij in het eerste hoofdstuk de oorzaken onderzochten die ont- » zetting van de vaderlijke macht ten gevolge moesten hebben, hebben wij » bewezen hoe gebrekkig en ontoereikend zekere strafbepalingen zijn, die » ten doel hebben de wanbedrijven tegen de zedelijkheid der kinderen te » beteugelen.

» Men zal het ons niet euvel nemen, zoo wij hier herhalen dat in onze » wetgeving de kinderen geenszins beschermd worden tegen zekere hande- » lingen van de schandigste onzedigheid. Zouden zij die niet op de hoogte » zijn van het strafrecht, kunnen gelooven dat de walgelijkste misdaad die » men uitdenken kan, het aanzetten van minderjarigen tot ontucht, zelfs

(1) Toelichting van het voorstel van den heer Denis.

» door ouders tegenover hunne kinderen gepleegd, slechts strafbaar
 » wordt wanneer dit tot eene gewoonte overslaat? In het oude Rome had
 » de huisvader recht op leven en dood tegen zijne kinderen. Onder het
 » keizerrijk bezat hij nog het recht zijne pasgeboren kinderen te verkoo-
 » pen. Terecht kwam men op tegen dit barbaarsche recht dat — wij mogen
 » het zeggen tot lof onzer voorouders — bij de Germanen niet bestond.

» In onze beschaafde eeuw heeft het kind het recht te leven; het is de
 » eigendom zijner ouders niet meer; doch de vader mag straffeloos zijn
 » kind tot ontucht opleiden, de moeder hare dochter koppelen! De minder-
 » jarige is geen koopwaar meer, doch zijne eerbaarheid kan het voorwerp
 » zijn van eenen schandelijken koop.

» Anderdeels straft het Wetboek alleen dan de aanranding der eerbaar-
 » heid, gepleegd zonder geweld noch bedreiging, wanneer het slachtoffer
 » den leeftijd van veertien jaar niet bereikt heeft! Een meisje, dat niet den
 » leeftijd van vijftien jaren heeft bereikt, kan niet trouwen, doch kan toe-
 » stemming geven tot eene onzedige handeling op haar eigen persoon, tot
 » eene misdaad tegen hare eer!

» En hoe toegevend is men niet bij de beteugeling, wanneer het geldt de
 » plegers van misdaden tegen de zedelijkheid der kinderen te treffen! De
 » aanslagen op de eerbaarheid, zonder bezwarende omstandigheden gepleegd
 » op een kind beneden 14 jaar, is slechts een wanbedrijf; boven dien
 » leeftijd is het feit niet strafbaar. De verkrachting zelf van een meisje boven
 » den leeftijd van 14 jaar is geen strafbaar feit; zij wordt eene misdaad,
 » strafbaar met opsluiting, wanneer zij gepleegd wordt op *om 't even welken*
 » *persoon*, door middel van *groeve* geweld daden of onder zekere andere om-
 » standigheden, voorzien bij artikel 373 van het Strafwetboek. Men weet
 » overigens dat schier altijd dergelijke misdaad naar de correctioneele
 » rechtbank verwezen wordt, dat aldus het feit zijn karakter van misdaad
 » verliest en tegen den schuldige ten hoogste eene gevangenisstraf van vijf
 » jaren kan uitgesproken worden. Merken wij ten slotte aan dat de aanwezig-
 » heid van een kind bij eene openbare schennis der eerbaarheid, volgens
 » ons Strafwetboek, geene verzwarende omstandigheid van het wanbedrijf
 » uitmaakt.

» Men zou geneigd zijn, de opstellers van het Wetboek van Strafrecht
 » van 1867 te beschuldigen van zwakheid, indien men geen rekening hield
 » met den voortdurenden aangroei der onzedelijkheid sedert dien tijd. De
 » bepalingen, die wij zooeven beknibbelden, konden, veertig jaar geleden,
 » sterk genoeg schijnen om de zedelijkheid der kinderen te beschermen
 » tegen ongehoorde aanrandingen en ondernemingen. Is het thans nog zoo
 » gesteld?

» Een blik op de statistieken zal u overtuigen dat het aantal aanran-
 » dingen der eerbaarheid en verkrachtingen elk jaar toeneemt. Dezen aan-
 » groei merkt men vooral in de groote steden en in de volkrijke centrum-
 » en wel dikwijls tot schade van de kinderen.

» Criminalisten, terecht door dezen toestand getroffen die schier een
 » maatschappelijke toestand wordt, zoeken de oplossing elders dan in straf-

» wetten en dan in ons strafstelsel, die naar hunne meening de vruchten
 » niet afwierpen, welke men er van verwachtte. Voorzeker zijn het krachtig
 » optreden der wet en de strengheid der straf alleen niet bij machte om
 » de toeneming van de misdaden te stuiten. Voorzeker nog, moet de wet
 » zooveel mogelijk de uitdrukking zijn van de zeden, en haar optreden wordt
 » begrensd door de noodwendigheden der maatschappelijke orde. Doch kan
 » men den weldadigen invloed van de strafwet op de zeden ernstig
 » betwisten? Wat zou van de menschheid geworden, moest men — wat de
 » droom van eenigen schijnt te zijn — 's menschen onderdanigheid aan
 » de regelen van den plicht uitsluitend van zekere maatschappelijke hervor-
 » mingen verwachten?

» In de zeden van onzen tijd heerscht eene onverschilligheid, eene los-
 » bandigheid die de minst zwartgallige geesten treft. Eerbied voor de vrouw
 » is vooroordeel: de jonge dochter, de echtgenoot, de moeder, zijn niet
 » meer beschut tegen zekere ondernemingen die men « galant » noemt.
 » Moet de wet dezen toestand weerspiegelen? Wij meenen het niet. Ieder
 » weze vrij in zijne gedachten en innigste overtuiging; men betrachte ander-
 » deels de verbetering, zelfs de volmaaktheid der zeden, indien dit mogelijk
 » is, door alle middelen tot overtuiging en vooral door het voorbeeld; dit
 » beamen wij. Doch, in afwachting dat deze herleving geschiede of dat de
 » zeden eenvoudig verbeteren, moeten wij diegenen, welke zelfs geen denk-
 » beeld van zedelijkheid meer schijnen te hebben, beletten hunnen naasten
 » en vooral de kinderen te schaden, die de grondslag en de toekomst zelve
 » van de samenleving uitmaken.

» Criminalisten, sociologen, staatslieden van alle denkwijzen wijzen op de
 » zedeloosheid als op een steeds aangroeiend kwaad.

» De zedeloosheid — zegde onlangs de heer Beernaert op eene vergade-
 » ring van geleerden — verspreidt zich onder alle vormen, en dit zou ons
 » meer treffen, zoo de gewoonte haar te zien ons niet toegevend maakte.
 » De zedeloosheid heerscht in een gedeelte der pers; zij bezoedelt de straat
 » door reclame, plakbrief en beeld; zij bederft het tooneel door het « café-
 » concert », door het zoogenaamd « cabaret artistique », door het lied(1).

Lofwaardige pogingen worden in alle landen gedaan om het kwaad te
 stuiten. In Frankrijk werd een instelling tot stand gebracht door het toe-
 doen van den heer Béranger, een soort verbond voor het gemeenebest, dat
 zich ten taak stelde, het optreden der Staatsmachten te helpen en soms aan
 te sporen.

Ook de rechtspraak schijnt den huiselijken haard te willen verdedigen
 tegen de handelingen van zekere schaamteloze uitbuiters die aan huis zede-
 looze reclames en prospectussen doen afgeven.

Doch, wij herhalen het, het privaat initiatief is niet toereikend, en onze
 hoven en rechtbanken zijn niet sterk genoeg gewapend. De Staatsmachten
 moeten optreden met al de middelen waarover zij beschikken, krachtdadig
 en doeltreffend.

(1) Congres te Brussel, Juli 1897. Openingsrede door den heer Beernaert, voorzitter.

Het beste wettelijke middel bestaat onbetwistbaar, zooals wij hooger zegden, in de stipte toepassing van strenge strafwetten tot bescherming der jeugd.

De Middenafdeeling sluit zich dus aan bij de bepalingen van ons hoofdstuk die de straffen van het Wetboek van Strafrecht verzwaren, en bij de nieuwe voorstellen, betreffende misdaden en wanbedrijven tegen kinderen bedreven.

* * *

De Middenafdeeling, lezing gehoord hebbende van dit verslag, sloot zich eenparig aan bij de volgende bepalingen, die samen het ontwerp op de kinderbescherming zullen uitmaken.

De Verslaggever,

R. COLAERT.

De Voorzitter,

NERINCX.



Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

ARTICLE PREMIER.

Sont déchus de la puissance paternelle, à l'égard de tous leurs enfants :

1° Les père et mère condamnés pour attentat à la pudeur, viol ou excitation à la débauche par application des articles 378 § 2 et 382 § 2 du Code pénal.

2° Les père et mère condamnés à une peine criminelle du chef de tout fait, autre que l'avortement et l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant.

ART. 2.

La déchéance sera prononcée par le tribunal de première instance, sur la poursuite intentée d'office par le ministère public.

Quiconque l'a encourue est incapable de valider par son consentement un acte de ses enfants ou descendants.

Il est incapable également d'être tuteur même officieux, co-tuteur, subrogé-tuteur, membre d'un conseil de famille, curateur ou conseil de la mère tutrice.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

EERSTE HOOFDSTUK.

ONTZETTING VAN DE VADERLIJKE MACHT.

EERSTE ARTIKEL.

Worden uitgesloten van de vaderlijke macht ten opzichte van al hunne kinderen :

1° De vader en de moeder die, door toepassing van de artikelen 378, § 2, en 382, § 2, van het Strafwetboek, werden veroordeeld wegens aanslag op de eerbaarheid, verkrachting of aanhitsing tot ontucht ;

2° De vader en de moeder die werden veroordeeld tot eene lijfstraf wegens elk ander feit dan vruchtafdrijving en kindermoord, gepleegd op den persoon van hun kind of afstammeling.

ART. 2.

De ontzetting wordt door de rechtbank van eersten aanleg uitgesproken, op vervolging ambtshalve ingesteld door het openbaar ministerie.

Al wie daardoor werd getroffen, is onbevoegd om door zijne toestemming eene akte van zijne kinderen of afstammelingen geldig te maken.

Hij is insgelijks onbevoegd om te zijn voogd, zelfs dienstwillige voogd, medevoogd, bijstaande voogd, lid van een familieraad, curator of raadsman der moeder-voogdes.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

ART. 3.

Le tribunal de première instance peut, sur la poursuite du ministère public, exclure de la puissance paternelle les père et mère, en tout ou en partie, à l'égard de tous leurs enfants ou de l'un ou plusieurs d'entre eux :

1^o S'ils tiennent une maison de débauche ou s'ils sont d'une inconduite notoire.

2^o S'ils ont, par mauvais traitements, abus d'autorité ou négligence grave dans l'accomplissement de leurs obligations légales, compromis la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant.

3^o S'ils ont été privés de l'exercice de leurs droits de famille, par application des articles 31, 32 et 33 du Code pénal.

4^o S'ils ont été condamnés à une peine criminelle du chef d'un crime, autre qu'un crime politique, auquel ils ont associé leur enfant ou descendant, soit que celui-ci ait été condamné, soit qu'il ait été acquitté comme ayant agi sans imputabilité.

ART. 4.

Le tribunal peut, sur la réquisition du Ministère public, prononcer l'exclusion telle qu'elle est prévue par l'article 3, contre la femme qui épouse une personne déchue de la puissance paternelle.

ART. 3.

De rechtbank van eersten aanleg kan, op vervolging ingesteld door het openbaar ministerie, geheel of gedeeltelijk van het vaderlijk gezag uitsluiten den vader en de moeder, ten opzichte van al hunne kinderen, of van één of verscheidene hunner :

1^o Indien zij een huis van ontucht houden of van algemeen bekend slecht levensgedrag zijn ;

2^o Indien zij, door mishandeling, misbruik van gezag of erge nalatigheid bij het vervullen van hunne wettelijke verplichtingen, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van hun kind in gevaar hebben gebracht ;

3^o Indien zij, door toepassing van de artikelen 31, 32 en 33 van het Strafwetboek, werden beroofd van de uitoefening van hunne familierechten ;

4^o Indien zij werden veroordeeld tot lijfstraf wegens een andere dan eene politieke misdaad, waaraan zij hun kind of afstammeling deden deelnemen, 't zij deze werd veroordeeld of vrijgesproken als zijnde niet toerekenbaar.

ART. 4.

De rechtbank kan, op eisch van het openbaar ministerie, de uitsluiting uitspreken, zooals deze is voorzien bij artikel 3, tegen de vrouw welke een persoon huwt die is ontzet van de vaderlijke macht.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

ART. 5.

Le tribunal, en prononçant la déchéance, ordonnera que le conseil de famille sera convoqué conformément aux articles 405 et suivants du Code civil.

Le conseil désigne, dans l'intérêt de l'enfant, la personne qui remplacera les père et mère dans les droits dont le tribunal les a exclus et dans les obligations qui y sont corrélatives.

Pour remplacer le père, le conseil désigne la mère ou, à défaut de la mère, un membre de la famille, quand l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas.

Si la personne désignée n'est pas la mère, cette personne ne peut avoir la jouissance des biens de l'enfant. En ce cas, les revenus de celui-ci doivent être essentiellement employés à son entretien et à son éducation.

Dans le même cas, il sera procédé, pour le consentement à l'option de nationalité et au mariage, comme si les père et mère faisaient défaut.

Le tribunal peut toujours, dans l'intérêt de l'enfant, modifier son choix sur la réquisition du Ministère public.

Si le tribunal ne trouve pas une personne apte à remplacer les père et mère et qui accepte, il met l'enfant à la disposition de l'autorité communale jusqu'à sa majorité.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regering en de Middenafdeeling.

ART. 5.

De rechtbank, de ontzetting uitsprekende, beveelt dat de familie-raad zal worden bijengeroepen overeenkomstig de artikelen 405 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

In 't belang van het kind, wordt door den raad aangewezen de persoon die den vader en de moeder zal vervangen in de rechten waarvan de rechtbank dezen heeft uitgesloten, en in de verplichtingen die daarmee in verband staan.

Ter vervanging van den vader, wordt door den raad aangewezen de moeder, of, bij ontstentenis van de moeder, een lid der familie, indien dit niet strijdt met het belang van het kind.

Is de aangewezen persoon niet de moeder, dan kan deze persoon niet hebben het genot van de goederen des kinds. In dit geval moet het inkomen van het kind hoofdzakelijk worden besteed aan zijn onderhoud en zijne opvoeding.

In hetzelfde geval wordt, voor de toestemming tot de keuze van nationaliteit en tot het huwelijk, gehandeld alsof er geen vader of moeder bestonden.

In 't belang van het kind, kan de rechtbank te allen tijde hare keuze wijzigen, op eisch van het openbaar ministerie.

Vindt de rechtbank geen persoon die geschikt is om den vader en de moeder te vervangen en die daarin toestemt, dan stelt zij het kind, tot aan zijne meerderjarigheid, ter beschikking van de gemeenteoverheid.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

ART. 6.

Dès que l'action en déchéance est introduite, le tribunal et, en cas d'urgence, le juge de référé peuvent, sur la réquisition du Ministère public, prendre telles mesures provisoires qu'ils jugent utiles relativement à la garde et à l'éducation de l'enfant.

ART. 7.

Ceux qui ont encouru la déchéance peuvent, sur leur demande, être réintégrés, en tout ou en partie, dans leurs droits par le tribunal qui l'a prononcée.

Cette demande n'est pas recevable avant l'expiration des dix ans à compter du jour où la décision a acquis l'autorité de la chose jugée, dans les cas de l'article premier, et de cinq ans, dans les cas de l'article 3.

ART. 8.

Les père et mère perdent l'exercice des droits indiqués en l'article 2 pendant qu'ils sont en état d'absence déclarée ou d'interdiction judiciaire.

Si la déchéance atteint le père, il est remplacé par la mère.

Si la mère est décédée, absente ou interdite ou si elle est exclue de la puissance paternelle à un autre titre,

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

ART. 6.

Zoodra het geding tot ontzetting is ingesteld, kan de rechtbank, en, wanneer er spoed bij is, de rechter in kortgeding, op eisch van het openbaar ministerie, zoodanige voorloopige maatregelen nemen, als zij noodig achten, betreffende de zorg voor het kind en zijne opvoeding.

ART. 7.

Zij, tegen wie ontzetting is uitgesproken, kunnen, op hun verzoek, geheel of gedeeltelijk, hunne rechten terugkrijgen van de rechtbank die de ontzetting uitsprak.

In de gevallen voorzien bij artikel 1, is deze eisch niet ontvankelijk vóór het verstrijken van de tien jaren, te rekenen van den dag waarop de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan; en, in de gevallen voorzien bij artikel 3, vóór het verstrijken van vijf jaren.

ART. 8.

De vader en de moeder verbeuren de uitoefening van de rechten, opgesomd in artikel 2, gedurende den tijd dat zij verkeerden in staat van verklaarde afwezigheid of van gerechtelijke interdictie.

Treft de ontzetting den vader, dan wordt hij vervangen door de moeder.

Is de moeder overleden, afwezig of geïnterdiceerd of is zij om eene andere reden ontzet van het vader-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

il sera procédé à la désignation de la
personne qui la remplacera, conformé-
ment à l'article 5.

ART. 9.

Sauf dans le cas de l'article 6, le
tribunal ne statue qu'après avoir
pris l'avis écrit du juge de paix du
domicile ou, à défaut du domicile,
de la résidence des père et mère.

Sauf dans le même cas, il entend
ou appelle également la mère qui
n'est ni absente ni interdite, avant
de statuer sur le remplacement ou
sur la réintégration du père.

ART. 10.

La femme mariée ne doit pas être
autorisée à ester en justice dans les
cas prévus par les articles précé-
dents.

Dans ces mêmes cas, le délai
d'appel est fixé à quinze jours. L'ap-
pel n'est pas suspensif dans le cas
de l'article 6.

ART. 11.

Les frais d'entretien et d'éduca-
tion de l'enfant indigent incombent
pour moitié à l'État et pour moitié
à la commune de son domicile de
secours.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

lijk gezag, dan wordt, ingevolge
artikel 5, overgegaan tot aanwijzing
van den persoon die haar vervangt.

ART. 9.

Behalve in het geval voorzien bij
artikel 6, doet de rechtbank eerst
uitspraak nadat zij het geschreven
advies van den vrederechter der
woonplaats heeft ingewonnen, of,
bij gemis van woonplaats, der ver-
blijfplaats van den vader en de
moeder.

Behalve in hetzelfde geval, hoort
zij of roept zij insgelijks de niet
afwezige of niet geïnterdiceerde
moeder, alvorens uitspraak te doen
over de vervanging van den vader
of de herstelling van dezen in zijne
rechten.

ART. 10.

De gehuwde vrouw moet, in de
gevallen voorzien bij de voorgaande
artikelen, niet worden gemachtigd
om in rechten op te treden.

In die zelfde gevallen, wordt de
termijn, voor het aantekenen van
beroep, op vijftien dagen bepaald.
In het geval voorzien bij artikel 6,
brengt het beroep geen schorsing
mede.

ART. 11.

De kosten van onderhoud en op-
voeding van het behoeftig kind
komen, voor de helft, ten laste van
den Staat en, voor de andere helft,
ten laste van de gemeente waar het
zijn domicilie van onderstand heeft.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

L'action en justice pour le recouvrement des frais d'entretien et d'éducation de l'enfant contre ceux qui doivent à celui-ci des aliments, appartient à la commune.

Le remboursement de ces frais ne peut être poursuivi contre l'enfant que sur les biens possédés par lui, dont l'article 584 du Code civil attribue la jouissance aux père et mère.

L'action se prescrit conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.

CHAPITRE II.

DES MESURES JUDICIAIRES A L'ÉGARD DES JEUNES DÉLINQUANTS.

ART. 12.

Si l'inculpé n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment du fait incriminé, il pourra être mis sous mandat d'arrêt alors même que le délit ne peut entraîner un emprisonnement de trois mois.

Les inculpés sous mandat d'arrêt, qui n'avaient pas atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment du fait incriminé, pourront être confiés par le juge d'instruction à un parent, à une personne ou à une institution charitable, publique ou privée, qu'il désignera. Cette décision sera toujours révocable.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

De rechtsvordering tot terugbetaling der kosten van onderhoud en opvoeding des kinds tegen hen die het kind onderhoudskosten zijn verschuldigd, komt aan de gemeente toe.

De terugbetaling van die kosten kan van het kind enkel worden gevorderd op de goederen die het bezit en waarvan het genot bij artikel 384 van het Burgerlijk Wetboek wordt toegekend aan den vader en de moeder.

De rechtsvordering verjaart overeenkomstig de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

HOOFDSTUK II.

GERECHTELIJKE MAATREGELEN TEGENOVER JONGE MISDADIGERS.

ART. 12.

Had de beklaagde niet den leeftijd van 16 jaren bereikt op 't oogenblik dat hij het aangetijgde feit pleegde, dan kan tegen hem een bevel van aanhouding worden verleend, zelfs indien het wanbedrijf niet eene gevangenisstraf van drie maanden kan medebrengen.

De beklaagden, tegen wie een bevel van aanhouding is verleend, kunnen, indien zij, op 't oogenblik dat het aangetijgde feit werd gepleegd, niet den leeftijd van 16 jaren hebben bereikt, door den onderzoeksrechter worden toevertrouwd aan een bloedverwant, aan een liefdadig persoon of aan eene openbare of private instelling van weldadigheid, door hem

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Un arrêté royal déterminera les allocations à attribuer à ceux qui seront chargés de la garde de l'enfant.

ART. 13.

Sauf devant le tribunal de police, l'inculpé qui n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis, au moment du fait incriminé, ne pourra être mis en jugement qu'en vertu d'une ordonnance de la Chambre du conseil ou de la Chambre des mises en accusation.

Si la Chambre du conseil, saisie par les réquisitions du ministère public ou par le rapport du juge d'instruction, ou si la Chambre des mises en accusation estime que l'inculpé a agi sans discernement et ne doit pas être mis à la disposition du Gouvernement, elle rendra une ordonnance de non-lieu.

Si la Chambre du conseil ou la Chambre des mises en accusation estime que l'inculpé a agi sans discernement et peut être mis à la disposition du Gouvernement, ou que l'inculpé a agi avec discernement, mais que, à raison de son âge et de ses antécédents, il n'y a pas lieu de prononcer une peine à son égard, elle le renverra devant le tribunal de police, qui statuera conformément à l'article 72 du Code pénal.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

aan te wijzen. Deze beslissing kan te allen tijde ingetrokken worden.

Een koninklijk besluit bepaalt de sommen, toe te kennen aan hen die worden belast met de zorg voor het kind.

ART. 15.

Behalve voor de politierechtbank, kan tegen den beklaagde die, op 't oogenblik dat hij het aangetijgde feit pleegde, niet den leeftijd van zestien jaren had bereikt, geen rechtsingang worden verleend tenzij uit krachte van een bevel der Raadkamer of der Kamer van inbeschuldigingstelling.

Indien de Raadkamer, bij welke de zaak aanhangig is gemaakt door den eisch van het openbaar ministerie of door het verslag van den onderzoeksrechter, of indien de Kamer van inbeschuldigingstelling acht dat de beklaagde heeft gehandeld zonder oordeel des onderscheids en niet ter beschikking van de Regeering moet worden gesteld, zoo verleent zij een bevel tot niet-vervolgving.

Acht de Raadkamer of de Kamer van inbeschuldigingstelling dat de beklaagde handelde zonder oordeel des onderscheids en dat hij ter beschikking van de Regeering kan worden gesteld; ofwel, dat de beklaagde handelde met oordeel des onderscheids, doch dater, uit hoofde van zijn leeftijd en zijn vroeger levensgedrag, geene aanleiding bestaat om tegen hem eene straf uit te spreken, dan verwijst zij hem naar de politierechtbank, die uitspraak

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si la Chambre du conseil ou la Chambre des mises en accusation estime que l'inculpé peut être condamné à une peine, elle le renverra devant la juridiction compétente.

ART. 14.

Le paragraphe 2 de l'article 72 du Code pénal est modifié comme suit :

« Il pourra être mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité. »

Le paragraphe 5 du même article est abrogé.

ART. 15.

(Loi du 27 novembre 1891, modifiée par celle du 13 février 1897, art. 25, paragraphes 1 à 3.)

« Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de 16 ans accomplis, au moment du fait, sera traduit en justice et convaincu d'avoir commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police, le tribunal, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende ; mais il constatera l'infraction et réprimandera l'enfant ou, si la nature ou la gravité du fait ou les circonstances de la cause le requièrent, mettra l'enfant à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité. Dans les deux cas, il le condamnera aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

doet overeenkomstig artikel 72 van het Strafwetboek.

Acht de Raadkamer of de Kamer van inbeschuldigingstelling, dat de beklaagde kan worden veroordeeld tot eene straf, dan verwijst zij hem naar de bevoegde rechtsmacht.

ART. 14.

Het 2^{de} lid van artikel 72 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Het kind kan, tot zijne meerderjarigheid, ter beschikking van de Regeering worden gesteld. »

Het 3^{de} lid van hetzelfde artikel wordt ingetrokken.

ART. 15.

(Wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 13 Februari 1897, artikel 25, §§ 1 tot 3.)

« Wanneer iemand, die op het oogenblik dat het feit gepleegd werd niet den leeftijd van zestien jaar had bereikt, terechtstaat en er van overtuigd wordt met oordeel des onderscheids een misdrijf, strafbaar met eene politiestraf, te hebben gepleegd, zal de rechtbank, ook wanneer er hervalling zijn mocht, hem niet veroordeelen tot gevangenzitting of boete; maar zij zal het misdrijf vaststellen en het kind berispen of, indien de aard of de gewichtigheid van het feit of de omstandigheden der zaak zulks vereischen, het kind ter beschikking van de Regeering stellen tot zijne meerderjarigheid. In beide

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si les dommages-intérêts n'excèdent pas 50 francs, le tribunal pourra les adjuger, sur la plainte de l'intéressé visée par le bourgmestre et accompagnée d'un procès-verbal d'évaluation du dommage dressé sans frais par ce fonctionnaire.

Les personnes responsables, soit en vertu de l'art. 1384 du Code civil, soit dans les termes d'une loi spéciale, seront régulièrement citées et tenues solidairement avec l'enfant des frais, des restitutions et des dommages-intérêts.

ART. 16.

(Loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 15 février 1897, art. 25^{bis}.)

Seront punis des peines de police comme auteurs de l'infraction commise par un enfant de moins de 16 ans :

1° Ceux qui, par un des moyens indiqués aux alinéas 3 et 4 de l'article 66 du Code pénal, auront participé à une infraction qui ne peut être punissable d'une peine criminelle ou d'une peine correctionnelle;

2° Ceux qui auront participé de la même manière à une infraction prévue par le Code forestier.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

gevallen zal zij het veroordeelen tot de kosten en, zoo er grond voor is, tot teruggave en tot schadevergoeding.

» Indien de schadevergoeding niet 50 frank te boven gaat, mag de rechtbank die toewijzen, op klacht van den belanghebbende, gevisceerd door den burgemeester en vergezeld van een proces-verbaal tot raming der schade, door dezen ambtenaar kosteloos opgemaakt.

» De personen die, hetzij krachtens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek, hetzij naar de bevoordingen eener bijzondere wet, aansprakelijk zijn, worden regelmatig gedagvaard en zijn met het kind hoofdelijk gehouden tot het betalen van de kosten, tot de teruggave en tot schadevergoeding.

ART. 16.

(Wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 15 Februari 1897, art. 25^{bis}.)

Worden gestraft met de politiestraffen, alsplegers van het misdrijf, begaan door een kind beneden de zestien jaren :

« 1° Zij die, door een der middelen aangeduid in de alinea's 3 en 4 van artikel 66 van het Strafwetboek, deel hebben genomen aan eene overtreding die met geene lijf- of boetstraf kan gestraft worden;

» 2° Zij, die op dezelfde wijze hebben deelgenomen aan eene bij het Boschwetboek voorziene overtreding. »

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

ART. 17.

(Disposition proposée par la Commission de police rurale.)

Dans tous les cas où un enfant âgé de moins de 16 ans aura commis une infraction et quelle que soit la mesure prise à son égard, si l'infraction a été facilitée par un défaut de surveillance, la personne qui a la garde de l'enfant pourra être condamnée à une peine de police, sans préjudice des dispositions du Code pénal et des lois spéciales concernant la participation.

ART. 18.

(Loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 15 février 1897, art. 25^{ter}.)

Quiconque aura recelé, en tout ou en partie, les choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'une contravention, sera puni d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de un à vingt-cinq francs ou d'une de ces peines seulement.

ART. 19.

(Loi du 27 novembre 1891 modifiée par celle du 15 février 1897, art. 25^{quater}.)

Le tribunal pourra toujours ordonner la comparution personnelle de l'enfant.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

ART. 17.

(Bepaling voorgesteld door de Commissie voor de landelijke politie.)

In al de gevallen waarin een kind, dat niet den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, een misdrijf begaat en welke maatregel ook tegen het kind moge genomen zijn, indien het misdrijf werd vergemakkelijkt door gemis van voldoende bewaking, zoo kan de persoon die voor het kind moet zorgen, worden veroordeeld tot eene politiestraf, onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek en van de bijzondere wetten betreffende deelneming.

ART. 18.

(Wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 15 Februari 1897, art. 25^{ter}.)

Al wie, geheel of gedeeltelijk, verheelt de voorwerpen die ten gevolge van eene overtreding in 't bezit zijn van een kind beneden de 16 jaren, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met eene boete van één tot vijf en twintig frank of met slechts ééne van deze straffen.

ART. 19.

(Wet van 27 November 1891, gewijzigd door die van 15 Februari 1897, art. 25^{quater}.)

De rechtbank mag altijd bevelen dat het kind persoonlijk voor haar zal verschijnen.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si, sans motif légitime, l'enfant ne comparait pas, la personne qui a la garde de cet enfant pourra de ce chef être condamnée à une amende de un à vingt-cinq francs et à un emprisonnement de un à sept jours ou à une de ces peines seulement.

ART. 20.

Les mineures, âgées de moins de 18 ans accomplis, qui se livrent à la prostitution, et les individus, âgés de moins de 18 ans accomplis, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, la débauche ou dans les trafics qui les exposent à la prostitution ou à l'habitude du délit, pourront être mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à leur majorité, par citation donnée à la requête du Ministère public près le tribunal de police dans le ressort duquel ils se trouveront.

Les mineurs qui se trouvent dans les conditions prévues par le paragraphe précédent et ceux qui, âgés de moins de 18 ans accomplis, donnent des sujets de mécontentement grave par leur désœuvrement et leur indiscipline, pourront, à la requête de leurs parents ou tuteurs, ou des personnes sous la garde desquelles ils auront été placés en vertu de la présente loi, être mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à leur majorité, par le tribunal de police dans le ressort duquel ils se trouveront.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

Indien het kind, zonder wettige reden, niet verschijnt, kan uit dien hoofde de persoon, die dat kind onder zijne hoede heeft, worden veroordeeld tot eene boete van één tot vijf en twintig frank en tot eene gevangenisstraf van één tot zeven dagen of tot slechts ééne van deze straffen.

ART. 20.

Minderjarige meisjes, die niet den leeftijd van 18 jaar hebben bereikt en zich overleveren aan ontucht, alsmede de personen die niet den leeftijd van 18 jaar hebben bereikt en hunne bestaanmiddelen zoeken in spel, ontucht of handelingen blootstellende aan ontucht of aan de gewoonte van het wanbedrijf, kunnen, na dagvaarding op eisch van het openbaar ministerie bij de politierechtbank, binnen welker rechtsgebied zij zich bevinden, ter beschikking van de Regeering worden gesteld totdat zij meerderjarig zijn.

Minderjarigen, die zich bevinden in de omstandigheden voorzien bij de vorige paragraaf, en zij die, niet den leeftijd van 18 jaar hebbende bereikt, door hunne ledigheid en tuchtelooheid, reden geven tot erg misnoegen, kunnen, op aanvraag van hunne ouders of voogden of van de personen onder wier hoede zij, krachtens de wet, worden geplaatst, door de politierechtbank, binnen welker rechtsgebied zij zich bevinden, tot hunne meerderjarigheid ter beschikking van de Regeering worden gesteld.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

L'appel ne sera pas suspensif. Le
délai pour l'interjeter sera de dix
jours; il courra du jour où l'enfant
aura été placé dans une école de
bienfaisance.

Aanteekening van beroep brengt
geene schorsing mede. De termijn
voor het aantekenen van beroep is
tien dagen; hij vangt aan den dag
dat het kind in eene weldadigheids-
school werd opgenomen.

ART. 21.

Les individus mis à la disposition
du Gouvernement en vertu du cha-
pitre 2 de la présente loi ou en vertu
de l'article 72 du Code pénal seront
internés dans une école de bienfai-
sance de l'Etat.

Les dispositions des articles 28
à 32 et 37 de la loi du 27 novembre
1891 modifiée par celle du 13 fé-
vrier 1897 leur sont applicables.

ART. 21.

De personen die, uit krachte van
hoofdstuk II dezer wet of uit krachte
van artikel 72 van het Strafwetboek,
ter beschikking van de Regeering
zijn gesteld, worden in eene welda-
digheidsschool van den Staat opge-
sloten.

De bepalingen van de artikelen
28 tot 32 en 37 der wet van 27 No-
vember 1891, gewijzigd door de wet
van 15 Februari 1897, zijn toepas-
selijk op hen.

ART. 22.

Les décisions par lesquelles un in-
dividu a été mis à la disposition du
Gouvernement en vertu de l'arti-
cle 72 du Code pénal, ou en vertu
du chapitre II de la présente loi, ne
seront pas mentionnées dans les do-
cuments délivrés par les autorités
concernant les antécédents de ces
individus.

ART. 22.

De beslissingen, waarbij een per-
soon ter beschikking van de Regee-
ring wordt gesteld uit krachte van
artikel 72 van het Strafwetboek of
uit krachte van hoofdstuk II dezer
wet, worden niet vermeld in de
stukken door de overheden afgele-
verd aangaande het vroeger levens-
gedrag van dien persoon.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middelenafdeeling.

CHAPITRE III.

DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA
MORALITÉ ET LA FAIBLESSE DES
ENFANTS.

ART. 23.

L'article 372 du Code pénal est
remplacé par la disposition suivante :

« Tout attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de seize ans accomplis, sera puni de la réclusion. »

Sera puni des travaux forcés de dix à quinze ans l'attentat à la pudeur commis, sans violences ni menaces, par tout ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur, même âgé de 16 ans accomplis, mais non émancipé par le mariage.

ART. 24.

L'article 373 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

L'attentat à la pudeur, commis avec violences ou menaces, sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

HOOFDSTUK III.

VAN DE MISDADEN EN WANBEDRIJVEN
TEGEN DE ZEDELIIKHEID EN DE ZWAK-
HEID DER KINDEREN.

ART. 23.

Artikel 372 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Elke aanranding der eerbaarheid, zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een kind van de eene of andere kunne, dat niet den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, wordt gestraft met opsluiting.

De aanranding der eerbaarheid, zonder geweld noch bedreigingen door een bloedverwant in opklimmende lijn gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een minderjarige, zelfs als deze den leeftijd van 16 jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoegd door het huwelijk, wordt gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaren.

ART. 24.

Artikel 373 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

De aanranding der eerbaarheid, met geweld of bedreigingen gepleegd op personen van de eene of andere kunne, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaren.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si l'attentat a été commis sur la personne d'un mineur de plus de 16 ans accomplis, le coupable subira la réclusion.

La peine sera des travaux forcés de dix à quinze ans, si le mineur était âgé de moins de 16 ans accomplis.

ART. 25.

L'article 375 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Sera puni de réclusion quiconque aura commis le crime de viol, soit à l'aide de violences ou de menaces graves soit par ruses, soit en abusant d'une personne qui, par l'effet d'une maladie, par l'altération de ses facultés ou par toute autre cause accidentelle, avait perdu l'usage de ses sens ou en avait été privée par quelque artifice.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant de plus 14 ans accomplis et de moins de 16 ans accomplis, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Est réputé viol à l'aide de violences le seul fait du rapprochement charnel des sexes commis sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de 14 ans accomplis. Dans ce cas, la peine sera des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

Is de aanslag gepleegd op den persoon van een kind dat den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, zoo zal de schuldige opsluiting ondergaan.

Heeft de minderjarige niet den leeftijd van zestien jaren bereikt, dan is de straf dwangarbeid van tien tot vijftien jaren.

ART. 25.

Artikel 375 van het Strafwetboek wordt vervangen door de navolgende bepalingen :

Al wie de misdaad van verkrachting heeft gepleegd, hetzij door middel van gewelddaden of erge bedreigingen, hetzij door misbruik te maken van een persoon die, ten gevolge van ziekte, door krenking zijner vermogens of door alle andere toevallige oorzaak, het gebruik zijner zinnen had verloren of daarvan door eenige arglist was beroofd geweest, wordt gestraft met opsluiting.

Is de misdaad gepleegd op den persoon van een kind dat reeds den leeftijd van veertien jaren en nog niet den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, dan wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Wordt geacht verkrachting te zijn door middel van gewelddaden, de enkele daad van vleeschelijke gemeenschap der seksen, gepleegd op den persoon van een kind dat niet den leeftijd van veertien jaren heeft bereikt. In dit geval is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Elle sera des travaux forcés à perpétuité si l'enfant était âgée de moins de 10 ans accomplis.

ART. 26.

L'article 376 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni des travaux forcés de quinze à vingt ans.

ART. 27.

L'article 377 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Si le coupable est l'ascendant, l'instituteur ou le serviteur à gages de la victime ; s'il est de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ; s'il est le serviteur à gages soit d'un ascendant ou d'un instituteur de la victime, soit d'une personne ayant autorité sur elle ; si, étant ministre d'un culte ou fonctionnaire public, il a abusé de sa position pour accomplir l'attentat ; s'il est médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de santé et que l'enfant fut confié à ses soins ; ou si, dans le cas des articles 373, 375 et 376, le coupable, quel qu'il soit, a été aidé, dans l'exécution du crime ou du délit, par une ou plusieurs personnes, les peines seront fixées comme suit :

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de Middenafdeeling.

Zij is levenslange dwangarbeid, indien het kind niet den leeftijd van tien jaren had bereikt.

Art. 26.

Artikel 376 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Heeft de verkrachting, of de aanranding der eerbaarheid, den dood veroorzaakt van den persoon op welken zij werd gepleegd, dan wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren.

Art. 27.

Artikel 377 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Is de schuldige een bloedverwant in opklimmende lijn, de onderwijzer of loontrekkende dienaar van het slachtoffer ; behoort hij tot degenen die over hem gezag hebben ; is hij de loontrekkende dienaar hetzij van een bloedverwant in opklimmende lijn of van een onderwijzer van het slachtoffer, hetzij van een persoon die er gezag over heeft ; heeft hij, dienaar van een eeredienst of openbaar ambtenaar zijnde, misbruik gemaakt van zijnen staat om de aanranding te plegen ; is hij geneesheer, heelmceester, vroedmeester of officier van gezondheid en werd het kind aan zijne zorgen toevertrouwd ; of werd, in de gevallen voorzien bij de artikelen 373, 375 en 376, de schuldige, wie hij ook zij, in de uit-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel nitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 372, la peine sera celle des travaux forcés de dix ans à quinze ans ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 373, le maximum de l'emprisonnement sera doublé ;

Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 373, la peine sera celle des travaux forcés de quinze ans à vingt ans ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 375, la peine de la réclusion sera de sept ans au moins ;

Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 375, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité ;

Dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 376, la peine des travaux forcés sera de dix-sept ans au moins.

ART. 28.

Les articles 579 et 580 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 579. Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité lui était connu, sera puni de la réclusion, si

voering van de misdaad of van het wanbedrijf geholpen door één of meer personen, dan worden de straffen bepaald als volgt :

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 372, is de straf dwangarbeid van tien tot vijftien jaren ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 373, wordt het maximum van de gevangenisstraf verdubbeld ;

In de gevallen voorzien bij de paragrafen 2 en 3 van artikel 373, is de straf dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 375, is de straf opsluiting van ten minste zeven jaren.

In de gevallen voorzien bij de paragrafen 2 en 3 van artikel 375, is de straf levenslange dwangarbeid ;

In het geval voorzien bij het eerste lid van artikel 376, is de straf ten minste zeventien jaren dwangarbeid.

ART. 28.

De artikelen 579 en 580 van het Strafwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

Art. 579. Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hem bekend was, aan te hitsen, ze te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde eens an-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

le mineur est âgé de plus de 16 ans
accomplis.

La peine sera des travaux forcés
de dix ans à quinze ans si le mineur
n'avait pas atteint l'âge de seize ans
accomplis. Elle sera des travaux
forcés de quinze ans à vingt ans si
l'enfant n'avait pas atteint l'âge de
dix ans accomplis.

Art. 380. Quiconque aura attenté
aux mœurs en excitant, facilitant
ou favorisant pour satisfaire les
passions d'autrui, la débauche, la
corruption ou la prostitution d'un
mineur de l'un ou de l'autre sexe
dont il ignorait l'état de minorité
par sa négligence, sera puni d'un
emprisonnement de trois mois à
deux ans.

ART. 29.

Les dispositions 2 à 6 de la loi du
4 octobre 1867, modifiée par les lois
du 26 décembre 1881 et du 4 sep-
tembre 1891, en tant qu'elles concer-
nent les circonstances atténuantes,
ne sont pas applicables aux infrac-
tions prévues par les articles 379 et
380 du Code pénal.

ART. 30.

Le paragraphe suivant est ajouté
à l'article 385 du Code pénal :

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

ders driften te voldoen, wordt ge-
traft met opsluiting, indien de min-
derjarige den leeftijd van zestien
jaren heeft bereikt.

De straf is tien tot vijftien jaren
dwangarbeid, indien de minderja-
rige niet den leeftijd van zestien
jaren had bereikt. Zij is vijftien tot
twintig jaren dwangarbeid, indien
het kind niet den leeftijd van tien
jaren had bereikt.

Art. 380. Al wie eenen aanslag
tegen de zeden heeft gepleegd, door
tot ontucht, bederf of prostitutie
van een minderjarige van de eene
of de andere kunne, wiens staat van
minderjarigheid hij niet kende ten
gevolge van zijne nalatigheid, aan
te hitsen, ze te vergemakkelijken of
te begunstigen, ten einde eens an-
ders driften te voldoen, wordt
gestraft met eene gevangenisstraf
van drie maanden tot twee jaren.

ART. 29.

De bepalingen van de artikelen 2
tot 6 der wet van 4 October 1867,
gewijzigd door de wetten van 26 De-
cember 1881 en 4 September 1891,
zijn, in zooverre zij de verzachtende
omstandigheden betreffen, niet van
toepassing op de misdrijven voor-
zien bij de artikelen 379 en 380 van
het Strafwetboek.

ART. 30.

Aan artikel 385 van het Straf-
wetboek wordt de volgende para-
graaf toegevoegd :

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Si l'outrage a été commis en présence d'un enfant âgé de moins de seize ans accomplis, la peine sera d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 fr. à 1000 francs.

ART. 31.

Les numéros 17 et 18 de l'article premier de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions sont modifiés comme suit :

17° Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de seize ans accomplis ;

Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces par un ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur, même âgé de plus de seize ans accomplis, mais non émancipé par le mariage ;

18° Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité était connu de l'auteur de l'infraction.

Pour attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui,

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

Werd de schennis bedreven in tegenwoordigheid van een kind dat niet den leeftijd van zestien jaren had bereikt, dan is de straf gevangenisstraf van ééne maand tot drie jaren en geldboete van 100 tot 1000 frank.

ART. 31.

De nummers 17 en 18 van het eerste artikel der wet van 15 Maart 1874 op de uitleveringen worden gewijzigd als volgt :

17° Voor aanranding der eerbaarheid zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van de eene of de andere kunne, die niet den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt ;

Voor aanranding van de eerbaarheid zonder geweld noch bedreigingen door een bloedverwant in de opklimmende lijn gepleegd op den persoon of door middel van den persoon van een minderjarige, zelfs wanneer hij den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoegd door het huwelijk.

18° Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of de andere kunne, wier staat van minderjarigheid den dader van het misdrijf bekend was, aan te hitsen, ze te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde eens anders driften te voldoen.

Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou l'autre sexe, dont l'auteur de l'infraction ignorait l'état de minorité par sa négligence.

ART. 52.

L'article 370 du Code pénal est modifié comme suit :

Celui qui aura enlevé ou fait enlever une fille en dessous de l'âge de dix-huit ans accomplis, qui aura consenti à son enlèvement ou qui aura suivi volontairement son ravisseur, sera puni, s'il est majeur, d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs et pourra être de plus condamné à l'interdiction conformément à l'article 33 du Code pénal.

Il sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs, s'il est mineur.

ART. 33.

Les articles 354 à 360 inclus du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

354. — Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à cent francs ceux qui ont exposé ou fait exposer, et ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, en un

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

van de andere kunne, wier staat van minderjarigheid de pleger van het misdrijf niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, ze te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde eens anders driften te voldoen.

ART. 52.

Artikel 370 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

Hij, die heeft geschaakt of deed schaken een meisje, dat niet den leeftijd van achttien jaren heeft bereikt en dat in hare schaking toestemde of haren schaker vrijwillig volgde, wordt, indien hij meerderjarig is, gestraft met eene gevangenisstraf van twee tot vijf jaren en eene geldboete van vijftig tot vijf honderd frank en kan, daarenboven, overeenkomstig artikel 33 van het Strafwetboek, worden veroordeeld tot interdictie.

Indien hij minderjarig is, wordt hij gestraft met eene gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar en met eene geldboete van vijftig tot drie honderd frank.

ART. 33.

De artikelen 354 tot en met 360 worden vervangen door de volgende bepalingen :

354. Zij, die een kind of een onbekwame, zich zelf niet kunnende beschermen uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand, hebben te vondeling gelegd of doen leggen, en zij, die zoodanig kind of onbe-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regering en de
Middenafdeling.

lieu non solitaire, un enfant ou
un incapable, hors d'état de se pro-
téger lui-même à raison de son état
physique ou mental.

kwame op eene niet eenzame plaats
hebben verlaten of doen verlaten,
worden gestraft met eene gevange-
nisstraf van *éene maand* tot *één*
jaar en eene geldboete van 26 tot
100 frank.

355. — Les délits prévus par le
précédent article seront punis d'un
emprisonnement de *trois mois* à
deux ans et d'une amende de *vingt-*
six francs à *deux cents francs*, s'ils
ont été commis par les père et mère
légitimes ou naturels, ou par des
personnes à qui l'enfant ou l'incap-
able était confié.

355. De bij het vorig artikel voor-
ziene wanbedrijven worden gestraft
met eene gevangenisstraf van *drie*
maanden tot twee jaren en eene
boete van 26 tot 200 frank, indien
zij zijn gepleegd door den wettigen
of natuurlijke vader of door de
wettige of natuurlijke moeder of
door personen aan wie het kind
was toevertrouwd.

356. — Si par suite du délaisse-
ment l'enfant ou l'incapable est
demeuré mutilé ou estropié, ou s'il
a ressenti une maladie ou incapacité
de travail, les coupables seront
punis :

356. Indien, ten gevolge van de
verlating, het kind of de onbekwame
verminkt of gebrekkelijk is geble-
ven of indien daaruit voor hem eene
ziekte of onbekwaamheid tot wer-
ken is voortgevloeid, worden de
schuldigen gestraft :

Dans le cas prévu par l'article 354,
d'un emprisonnement de six mois
à 2 ans et d'une amende de 26 francs
à 200 francs.

In het geval voorzien bij artikel
354, met eene gevangenisstraf van
zes maanden tot *twee* jaren en eene
geldboete van 26 tot 200 frank.

Dans le cas de l'article 355, d'un
emprisonnement d'un an à *trois ans*
et d'une amende de 50 francs à 300
francs.

In het geval voorzien bij artikel
355, met eene gevangenisstraf van
een jaar tot *drie* jaren en eene geld-
boete van 50 tot 300 frank.

357. — Si le délaissement a causé
la mort de l'enfant ou de l'incapable
la peine sera :

357. Heeft de verlating den dood
veroorzaakt van het kind of van den
onbekwame, dan is de straf :

Dans le cas de l'article 354, d'un
emprisonnement d'un an à *trois ans*
et d'une amende de 50 francs à 300
francs.

In het geval voorzien bij artikel
354, eene gevangenisstraf van *één*
jaar tot *drie* jaren en eene geldboete
van 50 tot 300 frank.

358. — Seront punis d'un empri-
sonnement de *six mois* à trois ans,
et d'une amende de 50 francs à
300 francs, ceux qui auront délaissé

358. Zij, die een kind of een on-
bekwame, zich zelf niet kunnende
beschermen uit hoofde van zijn
lichaams- of geestestoestand, op eene

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en de
Middenafdeeling.

ou fait délaisser dans un lieu solitaire un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental.

359. — L'emprisonnement sera d'un an à cinq ans et l'amende de 100 francs à 300 francs, si les coupables du délaissement sont les père et mère légitimes ou naturels ou des personnes à qui l'enfant ou l'incapable *était* confié.

360. — Si, par suite du délaissement prévu par les deux articles précédents, l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, les coupables seront punis de la réclusion.

Si le délaissement a causé la mort les coupables seront condamnés aux travaux de dix à quinze ans.

ART. 54.

La disposition suivante est ajoutée au Code pénal, dont elle formera l'article 369^{bis} :

Quand il aura été statué sur la garde d'un mineur par décision de justice provisoire ou définitive, au cours ou à la suite d'une instance de séparation de corps ou de divorce, ou dans d'autres circonstances prévues par la loi, le père ou la mère qui ne représentera pas ce mineur à ceux qui ont le droit de le réclamer, ou qui l'enlèvera ou le fera enlever même de son consentement, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de

eenzame plaats hebben verlaten of doen verlaten, worden gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaren of eene geldboete van 50 tot 300 frank.

359. De gevangenisstraf is één jaar tot vijf jaren en de geldboete 100 tot 300 frank indien de schuldingen aan verlating de wettige of natuurlijke vader en moeder zijn ofwel personen aan wie het kind of de onbekwame was toevertrouwd.

360. Indien, ten gevolge van de verlating bij de twee voorgaande artikelen voorzien, het kind, of de onbekwame, verminkt of gebrekkelijk is gebleven, worden de schuldingen gestraft met opsluiting.

Heeft het verlaten den dood veroorzaakt, dan worden de schuldigen gestraft met tien tot vijftien jaren dwangarbeid.

ART. 54.

Aan het Strafwetboek wordt de volgende bepaling, wordende artikel 369^{bis}, toegevoegd :

Is er, in den loop of ten gevolge van een geding tot scheiding van tafel en bed of tot echtscheiding, of in andere omstandigheden bij de wet voorzien, bij voorloopige gerechtelijke beslissing of bij eindbeslissing, uitspraak gedaan over de vraag aan wie een minderjarige wordt toevertrouwd, dan wordt de vader of de moeder die den minderjarige niet toont aan hen die het recht hebben hem op te eischen of die, zelfs met zijne toestemming, hem schaakt of

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden van
wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regering en de
Middelenafdeeling.

vingt-six francs à cinq mille francs.

hem doet schaken, gestraft met eene
gevangenisstraf van ééne maand tot
één jaar en eene geldboete van 26
tot 3,000 frank.

Si le coupable a été déchu de la
puissance paternelle, l'emprisonne-
ment pourra être relevé jusqu'à
trois ans.

Werd de schuldige ontzet van de
vaderlijke macht, dan kan de gevan-
genisstraf worden verhoogd tot drie
jaren.

ART. 35.

ART. 35.

La disposition suivante est ajoutée
au Code pénal dont elle formera
l'article 401^{bis} :

De navolgende bepaling wordt
toegevoegd aan het Strafwetboek
en zal daarvan 401^{bis} uitmaken :

Sera puni des peines portées par
les articles 318 à 401, et suivant les
distinctions y établies, quiconque
aura volontairement privé d'ali-
ments ou de soins un enfant au-des-
sous de l'âge de quinze ans accom-
plis, au point de compromettre sa
santé.

Al wie een kind, dat niet den leef-
tijd van vijftien jaren heeft bereikt,
vrijwillig heeft beroofd van voeding
of zorgen, in zooverre dat zijne ge-
zondheid gevaar loopt, wordt ge-
straf met de straffen voorzien bij
de artikelen 318 tot 401, en vol-
gens het daarin gemaakt onder-
scheid.

ART. 36.

ART. 36.

Le paragraphe suivant est ajouté
à l'article 410 du Code pénal :

De volgende bepaling wordt toe-
gevoegd aan artikel 410 van het
Strafwetboek :

Il en sera de même si le crime ou
le délit a été commis envers un en-
fant au-dessous de l'âge de 15 ans
accomplis par ses père et mère légi-
times, naturels ou adoptifs, ou par
toutes autres personnes ayant auto-
rité sur l'enfant ou ayant sa garde.

Dit zal ook het geval zijn indien
de misdaad of het wanbedrijf is ge-
pleegd door de wettige, natuurlijke
vader en moeder, den pleegvader of
de pleegmoeder, of door alle andere
personen die gezag over het kind of
het in bewaring hebben, op een
kind dat niet den leeftijd van vijf-
tien jaren heeft bereikt.

ART. 37.

ART. 37.

Quiconque, en dehors des cas pré-
vus par le Code pénal, la loi du

Al wie, buiten de gevallen voor-
zien en gestraft door het Strafwet-

Texte arrêté entre les auteurs de la proposition de loi,
le Gouvernement et la section centrale.

Tekst in gemeen overleg aangenomen door de leden
van wie het wetsvoorstel uitgaat, de Regeering en
de Middenafdeeling.

28 mai 1888, et la loi du 19 décembre 1889, aura employé un enfant âgé de moins de 16 ans accomplis à des travaux qui excèdent manifestement ses forces, sera puni d'une amende de vingt-six francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu d'enfants ainsi employés, sans que la somme des peines puisse excéder mille francs.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées, sans que le total des amendes puisse dépasser deux mille francs.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre I^{er} de ce Code sont applicables à l'infraction prévue par le présent article.

boek, de wetten van 28 Mei 1888 en van 13 December 1889, een minderjarige, die niet den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, gebruikt tot het verrichten van voor zijnen leeftijd blijkbaar te zwaar werk, wordt gestraft met eene geldboete van 26 tot 200 frank.

De boete is van toepassing zoveelmaal als er aldus kinderen aan 't werk worden gesteld, zonder dat de som der geldboeten duizend frank mag te boven gaan.

Ingeval van herhaling binnen twaalf maanden na de vroegere veroordeeling, worden de straffen op het dubbel gebracht, zonder dat het bedrag der geldboeten meer dan twee duizend frank mag belooopen.

In afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en artikel 85, boek I van dit Wetboek van toepassing op het misdrijf voorzien bij dit artikel.